

Colère albanaise au Kosovo

La situation est de nouveau extrêmement tendue au Kosovo, la région la plus pauvre de Yougoslavie, où les débrayages se multiplient depuis le début de la semaine. Plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers d'origine albanaise, soutenus par les étudiants, ont cessé le travail. A Trepça, les mineurs se sont enfermés au fond des galeries. Les revendications des grévistes portent essentiellement sur le statut politique de leur région, et il ne semble pas que la visite à Pristina des principaux dirigeants du pays aient permis de calmer le mécontentement.

La fédération yougoslave comprend six Républiques et deux provinces autonomes - la Voïvodine et le Kosovo, qui sont rattachées à la Serbie. Mais, depuis 1974, ces deux provinces se sont progressivement émancipées, et le Kosovo, peuplé à 90 % d'Albanais de souche, jouit aujourd'hui pratiquement du statut de République. Sous la direction de Slobodan Milosevic, l'homme fort de Belgrade, les Serbes, qui considéraient le Kosovo comme leur « barreau historique », ont décidé de mettre un terme à ce développement et de reprendre le contrôle de la province, notamment dans les domaines de la police et de la justice.

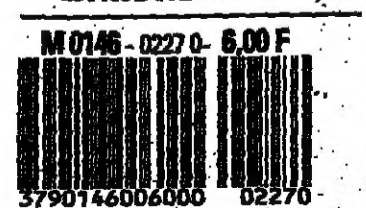
L'année dernière, de gigantesques « meetings de solidarité avec les Serbes et les Monténégrins du Kosovo » ont été organisés. Les forces réactionnaires « nationalistes » des mesures démocratiques prises pour élargir l'autonomie des provinces ont été accusées de « persécution » de la part des « séparatistes » albanais. Sur une population d'environ deux millions d'habitants, le Kosovo ne compte plus que quelques centaines de milliers de Serbes, et les familles albanaises ont en moyenne sept enfants.

Avec le consentement de la Ligue fédérale et de la présidence collégiale de l'Etat, M. Milosevic a obtenu les modifications de la Constitution qui, dans la Voïvodine, où les Serbes sont majoritaires, la direction politique locale a été rapidement changée en sa faveur. Au Kosovo, l'opération s'annonce beaucoup plus délicate, en raison de la composition ethnique de la province.

Après la destitution, en novembre dernier, des deux principaux dirigeants du Kosovo, M. Kacusa Jasari et M. Azem Vllasi, jugés trop indisciplinés à l'égard des courants nationalistes, ce fut au tour des Albanais de descendre dans la rue. Plus de quatre-vingt mille personnes avaient ainsi défilé à Pristina, la capitale de la région, pendant plusieurs jours. Depuis, toutes les manifestations sont interdites au Kosovo. Les Albanais ont donc choisi une autre méthode de protestation : la grève politique.

Que réclament-ils ? Pour commencer, la démission des nouveaux dirigeants « pro-Serbes » du Kosovo. Ils s'opposent, en outre, à la révision de la Constitution, qui, à leurs yeux, va institutionnellement ramener leur province dans le giron de la Serbie. M. Milosevic a beau répéter que les droits, les traditions et la culture des Albanais ne sont en aucune façon menacés, il se heurte à un mur d'incompréhension, voire de haine. C'est un dialogue de sourds qui s'est installé entre les deux communautés, et l'on ne peut exclure une intervention de l'armée, comme lors des émeutes nationalistes de 1981.

(Lire page 4 l'article de PAUL YANKOVITCH.)



Baisse de Wall Street Les marchés financiers secoués par la crainte de l'inflation

Confirmée par différents indices aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en Allemagne fédérale, la reprise de l'inflation inquiète et secoue les marchés financiers. Vendredi 24 février, Wall Street a encore perdu 2 % pour la seconde fois cette semaine. Hier, à Tokyo, les autres grandes places ont été en net repli au cours des derniers jours. L'attention des opérateurs se concentre sur l'évolution à venir des taux d'intérêt.

Deux événements ont secoué les marchés financiers cette semaine : l'annonce, mercredi 22 février, de l'indice des prix de détail de janvier aux Etats-Unis (+0,6 %), le plus mauvais depuis deux ans, et la décision, vendredi 24 février, de la Réserve fédérale américaine de relever son taux d'escompte.

La reprise de l'inflation et les risques d'une guerre sur les taux d'intérêt inquiètent les marchés boursiers. Sur la semaine écoulée, Wall Street a perdu 3,4 %, Francfort 3 % et Londres 1 %. Jusqu'à présent, seule la Bourse de Tokyo échappe à la déprime. Elle a terminé sur un nouveau record.

Paris n'a pas évité la secousse. L'indice Cac, l'un des thermomètres du palais Brongniart, a perdu 2 % en une semaine. Il a ainsi retrouvé son niveau du début de l'année. Les opérateurs attendent la publication, lundi 27 février, de l'indice français des prix à la consommation de janvier.

Pour la première fois depuis le début des années 70, l'écart avec l'Allemagne pourrait être inférieur à un point, la France semblant échapper, pour l'instant, au mouvement de reprise de l'inflation.

(Lire nos informations pages 14, 15 et 16.)

Diminution du chômage de 0,6 % en janvier Le gouvernement prépare un nouveau plan pour l'emploi

Malgré l'amélioration des chiffres de l'emploi et une baisse de 0,6 % du nombre des chômeurs en janvier, le gouvernement prépare un nouvel ensemble de mesures. Il craint en effet une aggravation de la situation au moment où les dispositifs de traitement social du chômage ne sont plus efficaces. Ce nouveau plan pour l'emploi, qui prendrait le relais de mesures à bout de souffle pour agir sur les chiffres de la prochaine rentrée, serait annoncé en mai.



(Lire page 13 l'article d'ALAIN LEBEAURE)

Les Belges abandonnent le Rafale
Un coup dur pour les Français
PAGE 16

Népotisme et politique en Asie
Tel père, tel fils... ou telle fille
PAGE 3

La préparation de 1993
Premières propositions pour la libre circulation des personnes dans la CEE
PAGE 8

« Grand Jury RTL-Le Monde »
M. Valéry Giscard d'Estaing invité dimanche, à partir de 18 h 15

Le sommaire complet se trouve en page 16

L'accident du Boeing d'United Airlines à Honolulu

La dégradation de la sécurité aérienne

La disparition en plein vol de neuf passagers d'un Boeing-747 d'United Airlines pose à nouveau la question de la sécurité du transport aérien, au moment où les avions vieillissent et où les compagnies font des économies.

« Soudain, j'ai vu le ciel, et j'ai senti une bourrasque de vent », a raconté l'un des survivants du Boeing-747 d'United Airlines qui a perdu une portion de son fuselage de 3 mètres sur 12, autour de la soute avant, le 24 février, peu après avoir décollé d'Honolulu (Hawaï). Neuf passagers ont été aspirés dans le vide et sont portés disparus. Les recherches continuent dans le Pacifique pour les retrouver, mais, en raison de l'altitude de 6 000 mètres à laquelle est survenu l'accident et de la température extérieure de -50 °C, n'existe aucune chance de retrouver vivantes des personnes tombées dans l'océan, à la vitesse de 40 mètres par seconde.

Le vol 811 d'United Airlines avait décollé d'Honolulu pour Auckland (Nouvelle-Zélande) avec à son bord trois cent trente-six passagers et dix-neuf membres d'équipage. Sept minutes après le décollage, l'accident survint, et les débris métalliques de la carlingue ainsi que certains passagers éjectés étaient aspirés par les deux réacteurs droit de l'avion. Un premier moteur s'arrêta, et le commandant de bord mettait le cap sur Honolulu. Pendant le vol de retour, le deuxième réacteur accusait, lui aussi, une perte de puissance, mais le pilote parvenait à atterrir sous les applaudissements de ses passagers terrorisés.

Le FBI croit peu à la thèse de l'attentat pour expliquer cette décompression explosive. Son porte-parole à Hawaï a, certes, reconnu qu'un appel téléphonique anonyme à une radio d'Honolulu avait menacé de destruction un avion américain si un militant de l'armée rouge japonaise n'était pas libéré avant les obsèques de l'empereur Hirohito. Toutefois,

les enquêteurs font remarquer qu'une bombe aurait autant endommagé l'intérieur de l'avion que les panneaux extérieurs de la carlingue, ce qui n'est pas le cas. D'autre part, la partie manquante semble déconnectée au rasoir et non pas décollée. Aucun fragment métallique n'est venu cribler les parois de la soute. La deuxième question qui vient naturellement à l'esprit concerne le vieillissement de l'appareil. On sait que les avions durent de plus en plus longtemps et, en tout cas, plus que les vingt ans de vie théorique, plus que les 60 000 heures de vol garanties. Mais on constate aussi tous les jours que le froid, l'humidité et l'alternance de pressurisation et de dépressurisation fatiguent le métal des différentes pièces où apparaissent des microfissures. Celles-ci sont un élément de souplesse et elles ne deviennent dangereuses qu'au-delà d'une certaine taille. Des instructions obligent les compagnies à en surveiller l'évolution.

ALAIN FAUJAS.
(Lire la suite page 8.)

Aux Etats-Unis et en Bavière

Offensive contre l'IVG

Les lois libérant l'interruption volontaire de grossesse (IVG) vont-elles être remises en question aux Etats-Unis et en Bavière ? Après avoir rappelé à maintes reprises durant la campagne électorale qu'il était opposé à l'interruption volontaire de grossesse, le président américain, M. George Bush, se trouve aujourd'hui partagé entre les lignes « Pro-Life », qui lui rappellent ses engagements électoraux, et la majorité des Américains, qui demeurent, en dépit du puritanisme ambiant, favorables à l'IVG.

Dans un peu plus d'un mois, la décision que prendra la Cour suprême à propos de la volonté de l'Etat du Missouri de revenir sur l'arrêt de 1973, libérant l'IVG lui permettra peut-être de préciser sa position au sujet de l'avortement.

Dans le Land ouest-allemand de Bavière égale-

ment, certains groupes de pression, en particulier catholiques traditionnalistes, appuyés par les dirigeants chrétiens-démocrates de la CSU, tentent actuellement de faire modifier la loi sur l'IVG.

Comment expliquer ce regain d'activisme des adversaires de l'interruption de grossesse ? La plupart des statistiques montrent que dans les différents pays où elles ont été promulguées les lois libérant l'interruption de grossesse n'ont pas entraîné d'augmentation notable du nombre des avortements.

Sans doute faut-il plutôt replacer ce mouvement dans le contexte des campagnes en faveur du retour à un certain ordre moral.

(Lire page 7)
« La nouvelle croisade de la CSU », par LUC ROSENZWEIG,
et « L'embarras de la Cour suprême », par HENRI PIERRE.

L'accueil des transfuges de Transylvanie Camps hongrois pour réfugiés roumains

Encouragée par la réprobation internationale à l'égard de M. Ceausescu, la Hongrie s'installe dans la crise avec la Roumanie, affichant ouvertement ses « divergences idéologiques » avec Bucarest. L'accent est surtout mis sur la situation de la minorité magyare en Transylvanie : les premiers camps de réfugiés roumains vont bientôt faire leur apparition en Hongrie.

BUDAPEST
de notre envoyée spéciale

Camps de réfugiés ou « stations d'accueil » ? M. Zoltan Gal préfère, de loin, la seconde expression. Ça fait plus propre. Mais,

reconnait ce vice-ministre de l'intérieur, chef du comité interministériel sur les problèmes des réfugiés roumains, tout ça n'est jamais qu'une question de mots : la Hongrie devrait bel et bien devenir, en mai prochain, le premier pays d'Europe socialiste à créer des camps de réfugiés. Au total, quatre sont prévus - un dans les environs de Budapest, les trois autres dans les départements de l'est du pays.

Leur fonction sera double, nous explique M. Gal : « Filtrer les arrivants de manière plus appropriée, puis les orienter plus facilement vers les régions où ils trouveront du travail et un logement. »

Car si, pour l'instant, le nombre de ces réfugiés, poussés à fuir la

Transylvanie roumaine, sa misère et ses discriminations, est tout à fait tolérable pour la société hongroise (13 400 personnes disposent actuellement d'un permis de séjour, pour une population de dix millions d'habitants), ce nombre augmente régulièrement « et il faut être prêt ». D'autant plus qu'un nombre à peu près équivalent de réfugiés roumains, selon diverses estimations, vivent en Hongrie sans s'être déclarés.

Certes, depuis deux ou trois mois, « la dynamique des arrivées » a baissé, mais cela s'expliquerait davantage par des facteurs conjoncturels que par une hypothétique amélioration de la situation en Roumanie.

SYLVIE KAUFFMANN.
(Lire la suite page 5.)

Edouard Masurel
L'année 1988
dans Le Monde

Les principaux événements de France et à l'étranger
Préface d'André Fontaine

Un ouvrage de référence avec un index détaillé

le Journal

A L'ETRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 6 dh ; Tunisie, 700 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch ; Belgique, 40 fr ; Canada, 1,95 \$; Espagne, 175 pes ; Grèce, 60 p ; Italie, 2 000 L ; Japon, 2 000 ¥ ; Pays-Bas, 2,50 fl ; Portugal, 140 esc ; Suède, 335 F SFA ; Suisse, 1,80 f ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل

Dates

Il y a trente-cinq ans

L'éviction du général Néguib

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-87-72
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Vauzet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet

Correspondant en chef :
Claude Salas

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montessmy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-32 ou 45-55-91-71
Télécopieur MONDPUB 206 136 F

Imprimé
à Paris
PARIS-XX

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0393-2037
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-81

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Types LEMONDE
ou 36-15 - Types LM

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	FRANCE	BOULG.	GRÈCE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 600 F

ÉTRANGER :
Par voie aérienne
tarif sur demande.
Pour vous abonner
RENOVEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO
PORTAGE :
Pour tous renseignements :
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse
ou de nom : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an
☐ ☐ ☐ ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

Le Caire, jeudi 25 février 1954, 3 h 30 du matin. Un communiqué officiel annonce la démission du « lewa » (général) Mohamed Néguib de ses fonctions de président de la République d'Égypte, de chef du gouvernement et du Conseil de la révolution (CR).

En réalité, il a été destitué par les douze autres « officiers libres » (1) du Conseil de la révolution qui siègent depuis la veille dans leur QG de l'île de Guezireh, sur le Nil. Vers minuit, ils avaient fait tirer de leur lit les ministres civils qui les avaient rejoints et ils avaient ordonné aux rédacteurs en chef des quotidiens, dont les premières éditions étaient déjà prêtes, de supprimer les photos du chef de l'État.

Ce coup de théâtre nocturne provoque un choc en Égypte et dans le monde : avec sa bonne tête de père tranquille, son sourire, ses manières simples et sa célèbre bouffarde, Néguib était populaire. Cette popularité, il n'avait cessé de la cultiver depuis ce 23 juillet 1952 où, l'armée ayant pris le pouvoir, il avait sommé le roi Farouk d'abdiquer, avant d'aller le saluer, le 26, à bord du yacht *Nahrussa* pour un voyage sans retour.

Or, en ce 25 février 1954, à part une poignée d'initiés, personne ne savait que la figure de proue de la révolution de juillet n'était que l'« homme de paille » des « officiers libres », leur véritable chef étant le « *bikbachi* » (colonel) Gamal Abdel Nasser.

C'est Nasser, en effet, qui, depuis des années, avait été le cerveau de la conjuration : il avait organisé clandestinement le mouvement des « officiers libres » et préparé le coup d'État de 1952. Estimant qu'ils étaient trop jeunes — trente-trois ans de moyenne d'âge — pour s'imposer à la tête du premier État-nation du monde, vieux de sept mille ans, les cadets avaient jeté leur dévolu sur ce général quinquagénaire, né en 1901 à Khartoum.

Néguib (mot arabe signifiant « le noble ») portait bien son nom et offrait d'autres avantages. Respecté et aimé au sein de l'armée, il inspirait confiance à tout le monde. De mère soudanaise, il était le symbole vivant de l'aspiration des Égyptiens à l'unité de la vallée du Nil. Parlant plusieurs langues, dont le français, il avait, contrairement aux jeunes officiers, voyagé à l'étranger ; en 1939, il avait visité la ligne Maginot et admiré Paris. En 1948, il s'était imposé par son courage dans la guerre de Palestine contre l'État d'Israël, tout juste proclamé. Enfin, il réprouvait la corruption de la monarchie et avait déjà défilé le palais, en 1951, en se faisant élire président du Club des officiers contre le candidat du roi.

« Idole du peuple »

Un mois avant le jour « J », Nasser et ses camarades lui avaient proposé un pacte : il sera leur porte-drapeau, mais eux dirigeront dans l'ombre. Il accepte. Dès lors, tout va très vite. Après l'abdication de Farouk, la révolution s'affirme. Le 7 septembre, le ministère civil est renvoyé, la Constitution suspendue, la réforme agraire promulguée, les partis politiques interdits et leurs chefs arrêtés.

Le 18 juin 1953, la monarchie est abolie et la République proclamée. Une loi accorde tous les pouvoirs au Congrès qui réunit les membres civils du gouvernement et les douze militaires du Conseil de la révolution. Irrésistible ascension de Néguib : il cumule les principales fonctions (chef de l'État, du gouvernement et du CR).

Les premiers mois, la cohabitation est sans fausse note. Mais des fissures apparaissent bientôt et ébranlent le « pacte ». « Idole du peuple », Néguib prend goût au pouvoir, au grand dam des jeunes officiers, qui découvrent que ce représentant de l'ancienne génération frémit en voyant

le rouleau compresseur de la révolution abolir les titres nobiliaires de « bey » et de « pacha », détruire les vieux tabous, écraser les riches, reléguer les religieux dans leurs mosquées, frayer la voie aux réformes radicales.

Néguib accuse ses « amis » de décider sans le consulter ; ils lui retournent l'accusation et lui reprochent de temporiser alors qu'ils veulent brûler les étapes. Il commet l'erreur de se prendre vraiment pour le numéro un, alors qu'il n'est que le « treizième homme » du Conseil de la révolution. L'épreuve de force devient inévitable.

La crise éclate le 12 février 1954, à la suite de violences qui opposent, à l'université, des Frères musulmans aux militants du Rassemblement de la libération, princi-

paux soutiens du régime. Sans le consulter, Nasser décrète la dissolution de la confrérie et fait arrêter son « guide suprême », Hassan El Hodeibi.

Le 23 février, Néguib relève le défi et menace de démissionner si son autorité n'est pas rétablie au sein du CR et ses pouvoirs accrus. Les « officiers libres » ripostent le 25 en le limogeant. Leur communiqué dénonce « Néguib, qui aspirait à la dictature et ne songeait qu'à bâtir sa propre popularité, jouait double jeu et prenait des contre-assurances avec l'opposition ».

Nouveau coup de théâtre : la foule manifeste à Khartoum et descend dans les rues du Caire. J'ai vu, alors, des centaines de milliers d'Égyptiens scander « *Néguib, Néguib !* » mais aussi « *Allah Akbar !* » (Dieu est grand), cri des Frères musulmans qui ont inspiré le mouvement avec la complicité des communistes et des wafdistes ; la junte le leur fera payer. En attendant, elle s'incline. Samedi 27 février, un communiqué du Conseil de la révolution annonce le retour de Néguib « pour préserver l'unité de la nation ».

Triomphe et chute

Dimanche 28 février, après une éclipse forcée dans sa maison gardée par l'armée, Néguib regagne le palais d'Abdine. Du haut du balcon, acclamé par la foule en délire, il annonce le prochain rétablissement de la vie parlementaire et déclare : « La révolution est terminée ». Dans leur QG, les « officiers libres » serrent les

dents et décident : « La révolution continuera ». Mais ils laissent le rais savourer son triomphe pour mieux précipiter sa chute.

Nasser a, en effet, tiré le leçon des événements. En bon stratège, il a l'art de gagner du temps pour frapper spectaculairement au moment propice et transformer ainsi, comme il le fera souvent par la suite, sa défaite en victoire. Profitant de l'absence de Néguib, en visite officielle au Soudan, il met en place son dispositif : il épure les militaires favorables au rais, arrête ou déplace les officiers peu sûrs, réprime durement les opposants des journées de février, renforce l'emprise de la junte sur les syndicats, les organisations ouvrières et les unions professionnelles.

Parallèlement, il organise une mise en scène. Faisant mine de s'incliner devant



Néguib vainqueur et d'appliquer ses directives, le Conseil de la révolution multiplie les promesses : abolition de la censure, restauration des partis, élections libres... Le 25 mars, habileté suprême, le CR publie un communiqué annonçant qu'il va « se dissoudre et rendre ses pouvoirs, le 24 juillet 1954, à une Assemblée constituante qui décrètera la fin de la révolution ». Néguib apparaît comme l'artisan de la restauration de l'ancien régime. Dans le pays, l'émotion est vive.

Le piège

Troisième coup de théâtre, mais bien maîtrisé celui-là : les manifestations de rue se multiplient à l'appel du Rassemblement de la libération et des syndicats pour demander au Conseil de la révolution de poursuivre sa mission et réclamer le remplacement de Néguib par Nasser. Un Nasser qui détient les instruments du pouvoir alors que son rival n'en a plus que les titres.

Néguib se rend compte, trop tard, du piège dans lequel il est tombé. Le 17 avril, en pleine dépression nerveuse, il est contraint de démissionner de ses fonctions à la tête du gouvernement et au sein du Conseil de la révolution, au profit de Nasser. La junte triomphe mais le maintien à la présidence de la République. Il est vrai qu'il n'est plus qu'un président-potiche. Sorti de l'ombre, Nasser s'affirme comme le véritable chef.

Un thème revient dans ses discours comme un leitmotiv : « Peuple égyptien, tu as sept mille ans d'histoire derrière toi.

Égyptien, mon frère, sois fier. Relève la tête, mon frère, tu as la dignité à défendre. » De Rabat à Ryad, cette incantation soulève l'enthousiasme des masses. Le 27 juillet, Nasser obtient l'évacuation des forces armées britanniques, échelonnée sur vingt mois. Cet accord, qui sera définitivement signé le 19 octobre, accroît encore son prestige en Égypte et dans le monde arabe.

Or, quelques jours plus tard, le 26, alors que Nasser harangue une foule énorme à Alexandrie, un charpentier, frère musulman, Mahmoud Abdel Latif, tire six coups de feu sur lui mais le manque. Cet attentat (2) fournit au Conseil de la révolution l'occasion de porter un coup fatal à la confrérie en faisant arrêter près de vingt mille de ses membres et de se débarrasser d'un symbole devenu trop encombrant et anachronique, le général Néguib.

Arabisme et non-alignement

Le « guide suprême » des Frères musulmans est traduit devant un tribunal militaire. Des témoins affirment qu'il était à la tête d'un complot visant à éliminer Nasser et à renverser la junte pour la remplacer par un régime islamique ; ils précisent aussi que Néguib était impliqué, les Frères lui ayant proposé le pouvoir en cas de succès. L'organisation sera dissoute, et, le 14 novembre, le président Néguib est destitué et mis en résidence surveillée dans sa villa de Marg, dans la banlieue du Caire.

L'ère du nassérisme commence. Elle va secouer le monde arabe et transformer l'Égypte : nationalisation de la Compagnie universelle du canal de Suez (1956), construction du haut barrage d'Assouan (1956-1967), industrialisation du pays qui était voué à l'agriculture... La démocratie pâtit de l'autoritarisme du régime, mais l'Égypte devient le chef de file de l'arabisme et du non-alignement tout en frayant la voie à d'autres régimes militaires ou « bonapartistes », d'Alger à Sanaa, qui transforment le monde arabe.

Robert Stephens (3) s'est demandé ce qui serait advenu si Néguib avait gagné. Il estime qu'un régime parlementaire renoué se serait imposé mais doute qu'il aurait obtenu l'évacuation des Britanniques et réalisé les grandes réformes économiques et sociales de Nasser. Il se demande aussi si la situation qui prévalait dans le pays et dans la région n'aurait pas engendré une révolution plus sanglante que celle de 1952 et permis l'accession au pouvoir des Frères musulmans.

Néguib survivra à Nasser, qui meurt en 1970. Peu vindicatif, il assiste à ses funérailles. Mais la défaite de l'Égypte face à Israël, en 1967, a déjà amorcé le déclin du nassérisme et du nationalisme arabe. Paradoxe de l'histoire : l'islamisme, qu'il avait si vigoureusement combattu de son vivant, commence à renaître et atteindra son apogée dans les années 80, avec la victoire de Khomeiny à Téhéran.

Successeur de Nasser, le président Anouar El Sadate rend sa liberté à Néguib, en 1971. L'ancien rais demeure un témoin discret et silencieux jusqu'à sa mort, en août 1984. Il n'a pas rédigé ses mémoires pour expliquer sa philosophie du pouvoir ou porter un jugement sur l'évolution de l'Égypte et du monde islamique. Et aujourd'hui, il apparaît comme un accident de l'histoire.

PAUL BALTA.

(1) Gamal Abdel Nasser, Anouar El Sadate, Hussein El Chafé, Abdel Hakim Amer, Gamal el Salah Salem, Abdelatif Boghdadi, Kamel Eddine Hussein, Hassan Ibrahim, Youssef Seddik (?), Khaled et Zakaria Mohieddine.

(2) Les Frères musulmans accusent les services secrets égyptiens d'avoir organisé l'attentat afin de pouvoir mettre leur organisation hors-la-loi.

(3) Auteur d'une monumentale biographie de Nasser. The Penguin Press, Londres, 1971.

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

dimanche 18 h 15

VALÉRY
GISCARD D'ESTAING

animé par
Olivier MAZEROLLE

avec André PASSERON et
Daniel CARTON (Le Monde)
Paul-Jacques TRUFFAUT et
Dominique PENNEQUIN (RTL)

en direct sur

RTL

Etranger

JAPON : les funérailles de l'empereur Hirohito

Les problèmes économiques ont dominé les entretiens de M. Mitterrand avec M. Takeshita

TOKYO
de notre correspondant

La « diplomatie funéraire », selon l'expression employée par la presse japonaise pour désigner le ballet diplomatique auquel ont donné lieu les funérailles de l'empereur Showa, n'était pas le moindre motif de la venue d'autant de personnalités. Non sans réalisme, un commentateur de la télévision déclarait d'ailleurs sans ambages : « C'est moins à l'empereur défunt qu'à la puissance économique du Japon que les hôtes étrangers sont venus rendre hommage ». A peine terminée la cérémonie vendredi 24 février, les chefs d'Etat et de gouvernement ont repris activement leurs entretiens.

Qu'ils représentent des pays riches ou pauvres, tous avaient plus ou moins en tête des préoccupations économiques, certains tendant ostensiblement la sèble. Au cours de sa rencontre avec le président du Brésil, M. José Sarney, M. Takeshita promit un prêt de 1 milliard de dollars. D'autres formulèrent leurs requêtes, mais ils devront attendre pour les réponses : ce fut le cas du président du Zaïre, M. Mobutu, qui a demandé une aide pour construire des routes, développer l'agriculture et les télécommunications, et de M. Aquino, qui espère un pro-

gramme d'aide de plusieurs milliards de dollars fournis conjointement par les Etats-Unis et le Japon.

Quant à M. Bhutto, elle a souligné lors de son entretien avec M. Takeshita combien son pays « apprécie » l'aide japonaise (le Japon est le premier pays donateur du Pakistan). Il n'y a pas que les pays en difficulté qui se sont montrés intéressés par l'argent japonais : les Anglais ont profité de leur présence à Tokyo pour parler investissements, et M. Bush a obtenu l'assurance d'une hausse du taux d'escompte garantissant l'afflux des capitaux japonais aux Etats-Unis. Le président américain s'est envolé samedi pour Pékin, où il effectuera une visite de deux jours.

Les questions économiques n'ont pas été absentes des entretiens qu'ont eus samedi 25 février M. Mitterrand et M. Takeshita, qui ont exprimé leur commun accord pour que la question de la dette du tiers-monde soit une des priorités du prochain sommet des pays industrialisés qui se tiendra en juillet à Paris. Le premier ministre, qui a accepté l'invitation du chef de l'Etat français à se rendre aux cérémonies du Bicentenaire de la Révolution, a souligné la nécessité de mettre également à l'ordre du jour la question du Cambodge et des négociations tarifaires.

Sur la question du libre-échange, M. Mitterrand a déclaré que, si tout le monde s'en réclamait, chaque pays avait aussi tendance à se voir les yeux sur son propre protectionnisme. Il a ajouté, à propos du Japon, que les obstacles aux importations lui semblaient de « nature essentiellement culturelle ». Se félicitant des investissements japonais en France, ainsi que des nouvelles tendances du commerce franco-japonais, le président de la République a néanmoins souligné la persistance d'un déséquilibre préoccupant des échanges (de l'ordre de 10 à 15 milliards de dollars en faveur du Japon). Avant de quitter Tokyo ce samedi matin en Concorde, M. Mitterrand a été reçu par le nouvel empereur Akihito.

L'affaire Ruschdie

Au cours de ses entretiens avec son homologue japonais, M. Takeshita, le ministre des affaires étrangères japonais, M. Uno, a assuré son interlocuteur du soutien du Japon à la position européenne dans l'affaire Ruschdie. Tout en affirmant que les menaces iraniennes étaient « inacceptables », le ministre a cependant déclaré que son pays n'entendait pas rappeler son ambassadeur à Téhéran. Jusqu'à présent, le Japon a adopté une posi-

tion pour le moins réservée, s'abstenant notamment de condamner officiellement l'Iran.

M. Uno s'est en revanche employé à dissiper le climat de tension des relations sino-japonaises suscitées par les récentes déclarations de M. Takeshita, qui avait affirmé à la Diète que c'était aux historiens de juger du caractère agressif ou non de la guerre menée par le Japon. Au cours de son entretien avec le premier ministre, M. Qian Qichen a rappelé que l'on ne pouvait ignorer l'histoire si le Japon entendait renforcer ses relations avec la Chine.

Au total, au cours de ces trois derniers jours, le premier ministre aura eu des rencontres avec quarante chefs d'Etat et de gouvernement, et M. Uno avec des représentants de quatre-vingt-dix pays. Mais, d'une manière générale, le Japon est resté en retrait sur tous les dossiers, ne prenant guère d'initiative. Dans un éditorial, l'Asahi invite cependant les dirigeants japonais à ne pas se laisser tourner la tête par la présence de Tokyo d'un tel aéropage de personnalités (cent soixante-trois pays étaient représentés aux funérailles) et à ne pas adopter une « attitude arrogante » à l'égard du reste du monde.

PHILIPPE PONS.

L'opinion publique partagée entre le respect et l'indifférence et l'agacement

TOKYO
de notre correspondant

Coltesses et controverses. Telle est en substance le commentaire de la presse japonaise sur les funérailles de l'empereur Showa. Les cérémonies du 24 février ont en effet coûté la coquette somme de 10 milliards de yens (500 millions de francs). Les journaux se font, en outre, l'écho de l'agacement des habitants de Tokyo suscité par des mesures de sécurité excessivement strictes et des critiques sur le manège dont ont été menées ces obsèques.

La question du non-respect du principe constitutionnel de séparation de la religion et de l'Etat est évidemment au centre du débat. Il est clair en effet que le gouvernement Takeshita a délibérément choisi une formule intégrant les cérémonies religieuses et laïques alors qu'il aurait fort bien pu les dissocier. Beaucoup d'intellectuels estiment avoir été dupes des arguments et des promesses faites par le gouvernement : « Le principe de séparation a été respecté de manière aussi vague que cette tenture noire qui s'ouvrait et se fermait pendant les cérémonies », commente, acerbe, le grand quotidien Asahi.

Certains commentateurs soulignent surtout l'absence de toute référence à l'après-guerre dans les discours des représentants des corps constitués devant le cercueil de l'empereur, comme si ce dernier avait vécu deux vies, dont on ne voulait célébrer que la seconde (celle qui commençait au lendemain de la défaite).

C'est notamment le cas du maire de Nagasaki (deuxième ville atomisée après Hiroshima), qui fut au centre d'une polémique il y a quelques semaines pour avoir déclaré que Hirohito avait sa part de responsabilité dans la guerre. Il a d'ailleurs reçu des lettres de menaces de l'extrême droite. Vendredi, à proximité de l'exploratoire du palais impérial, quelques six mille membres des organisations fascistes et de la page (étroite)ment liée au Japon), costumes noirs et cheveux ras, s'inclinaient comme un

seul homme au passage du cortège funéraire.

Si l'attention des médias a été mobilisée, le 24 février, sur les funérailles, on n'en a pas moins compté cinq cent quarante manifestations et réunions d'opposition au système impérial à travers le pays, notamment à Tokyo. L'extrême gauche, mais aussi des organisations chrétiennes, étaient à l'origine de ces protestations. A l'université de Waseda, des jeunes ont donné un concert de rock au moment où la nation était appelée à observer une minute de silence, tandis qu'à Hiroshima un groupe de personnes ont manifesté devant le bâtiment en ruine, symbole du bombardement atomique.

Une « pièce de théâtre »

Des actions sporadiques, plus symboliques que politiquement significatives, alors qu'à Tokyo les dirigeants du monde entier s'inclinaient devant le cercueil de Hirohito ou, plus prosaïquement, devant la force du yen... Au demeurant, certains invités officiels japonais aux funérailles soulignent dans leurs commentaires la froideur de la cérémonie et son caractère de « pièce de théâtre » pour un public privilégié et quel que peu indifférent.

Même l'amnistie décidée par le gouvernement à l'occasion des funérailles de l'empereur Showa, dont bénéficient onze millions de condamnés à des contraventions, fait l'objet de controverses : si l'ancien premier ministre Tanaka, impliqué dans le scandale Lockheed, ne fait pas partie des amnisties, quelque quinze mille personnes coupables de fraude électorale ainsi que des fonctionnaires ayant reçu des pots-de-vin seront pardonnés et leurs droits civiques restaurés. Dans le climat de scandale que connaît actuellement le Japon avec l'affaire Recruit-Cosmos, une amnistie aux implications politiques aussi évidentes manque pas de soulever des critiques.

Ph. P.

Népotisme et politique en Asie

De père en fils ou en fille...

PÉKIN
de notre correspondant

Les récentes visites officielles en Chine de M. Rajiv Gandhi et de M. Benazir Bhutto ont mis en lumière un phénomène qui transgresse les barrières idéologiques : l'appartenance à la même famille des dirigeants historiques, amenés par des conjonctions de circonstances variées, à prendre la barre des Etats fondés par leurs parents.

Le rôle le plus significatif à cet égard est sans doute tenu par le premier ministre chinois, M. Li Peng. Sans mettre officiellement en avant sa filiation avec Zhou Enlai, son père adoptif, le chef du gouvernement chinois joue visiblement sur cette carte, qui n'est peut-être pas inspirée des règles de succession prévues par Lénine, mais n'en constitue pas moins un atout précieux. La récente visite de son homologue pakistanaise, M. Bhutto, était chargée de ce passé familial, en raison des liens étroits que son père avait entretenus avec les fondateurs de la Chine populaire.

Le premier ministre d'Islamabad a ainsi eu le rare privilège de rencontrer M. Deng Xiaoping, la veuve de Zhou Enlai, qui, bien qu'à la retraite, continue d'exercer une certaine influence électorale des aspects matrilinéaires de la société chinoise traditionnelle.

Avant M. Bhutto, la visite en Chine de M. Gandhi avait été l'occasion d'une évocation appuyée des rencontres historiques entre son grand-père, Nehru, et de Zhou Enlai.

M. Li Peng est loin d'être le seul, en Chine, à devoir partiellement son ascension à sa qualité de « fils ». Pratiquement tous les titulaires du mouvement communiste chinois qui s'élevaient récemment au pouvoir à Pékin en 1949, hommes d'Etat qui s'associent ensuite avec les radicaux maoïstes, sont aujourd'hui représentés par un ou plusieurs enfants dans l'établissement de la République populaire.

Le trio des généraux

M. Liu Yuan, fils de l'ancien président Liu Shaoqi, martyrisé par Mao, dirige la province du Henan. Agé de trente-sept ans, il a récemment eu des mots bien sentis pour critiquer les tendances excessives du PC dans les affaires relevant de l'administration.

On connaît le fils de M. Deng Xiaoping, M. Deng Pufang, qui a pris la tête d'une entreprise privée pour les handicaps, et a été récemment impliqué dans un

scandale financier. M. Chen Heou, fils du maréchal Chen Yi, autre compagnon d'armes de Mao, est vice-ministre de la culture.

Celui de He Long est bien placé dans l'armée de l'air. On pourrait continuer longtemps l'énumération. A ces fils s'ajoutent depuis quelque temps les gendres - avec, notamment, le célèbre trio qui forment, dans le secteur particulièrement florissant du commerce des armes, les époux des filles de M. Deng, du chef de l'Etat, M. Yang Shangkun, et du chef du Parti communiste, M. Zhao Ziyang.

Un casard boiteux

Le népotisme communiste rejoint ainsi un trait culturel profondément ancré, qui dépasse le cadre des frontières chinoises et n'est pas si lointain des règles de succession qui ont porté le prince Akihito sur le trône de Hirohito. Avant même de revenir au pouvoir à Phnom-Penh, il y parvenait jadis, le prince Sihanouk a pris soin de nommer un successeur en la personne de son fils, le prince Ranariddh.

C'était pour l'ancien monarque une manière de prévenir les mises en garde qu'on entend de la bouche de l'actuel premier ministre installé au Cambodge par le Vietnam, M. Hun Sen, qui met en relief son jeune âge - trente-sept ans - pour se dire moins pressé que le prince Sihanouk, âgé de soixante-cinq ans, de parvenir à un règlement politique du conflit khmer.

A Singapour également, le fils de M. Lee Kwan Yew, M. Lee Hsien Loong, ministre du commerce et de l'industrie, joue d'ores et déjà un rôle politique important.

Cette « Asie des gènes » qui s'acquiesce à l'hérédité n'est pas sans susciter la jalousie de M. Kim Jong Il, dirigeant bien-aimé de la Corée du Nord, fils d'un ancien soldat, à en croire la propagande de Pyongyang, du grand leader Kim Il Sung. De celui-ci, pourtant, l'avenir décide peut-être de se passer. Contrairement au règne dynastique de son père, si M. Kim Jong Il ne se contente pas de la perspective de la magistrature suprême, en raison de la réputation qu'il s'est faite dans des opérations de terrorisme international.

L'Asie « des enfants de quelqu'un », en cette fin de siècle, compte aussi ses exclus : aucun des membres de la progéniture de Mao n'exerce de responsabilité à Pékin.

FRANCIS DERON.

Quand M. Bush se souvient de la guerre...

« Si vous m'aviez prédit pendant la guerre que je serais ici, en raison des sentiments que nous avons alors et du symbole que représentait l'empereur à l'époque, j'aurais répondu qu'il n'en était pas question », a déclaré, vendredi 24 février, le président américain, qui vient d'assister aux funérailles de Hirohito. Le 2 septembre 1944, George Bush, qui, à vingt ans, était alors le plus jeune pilote de l'aéronavale américaine, avait été abattu par la chasse japonaise alors qu'il partait bombarder l'archipel nippon. Il avait pu sauter en parachute et avait été recueilli en mer, tandis que ses deux compagnons de bord avaient trouvé la mort. « Ma présence est une très bonne leçon pour les pays civilisés. Peut-être qu'ayant été au combat (...) ma présence ici a un

sens plus profond », a ajouté M. Bush.

Pendant les cérémonies funéraires, a confié M. Bush, il n'a pu s'empêcher de se souvenir de ces pénibles moments : « J'ai le souvenir très précis de mes amis qui étaient dans mon escadron et qui ne sont plus à la suite de combats ou d'actions. Mais je n'ai pas pensé à cela ». Il a précisé que la décision du général MacArthur de ne pas poursuivre Hirohito pour les crimes de guerre « s'est révélée payante quand on regarde la position de l'Asie aujourd'hui ». « Je pense que la décision prise par le Japon en direction de la démocratie... Aujourd'hui, nous sommes ici, et avec le temps qui est passé, je représente les Etats-Unis. Il s'agit d'un ami, d'un allié, d'une nation avec laquelle nous avons des relations constructives. » - (UPI, AP.)

Amériques

ETATS-UNIS : la nomination du secrétaire à la défense

Le chef de la Maison Blanche soutiendra M. Tower jusqu'au bout

Le président américain George Bush a appuyé, vendredi 24 février, M. John Tower, en affirmant qu'il allait « remporter la bataille » pour la confirmation de ce dernier par le Sénat au poste de secrétaire à la défense.

M. Bush réagissait à Tokyo au refus opposé, la veille, par la commission des forces armées du Sénat qui retenait certains doutes sur la vie privée de M. Tower. Le président a affirmé que M. Tower était son « seul choix », le « seul qui vienne à l'esprit » et qu'il n'avait « envisagé aucune autre option ». « Je vais vigoureusement continuer à soutenir M. Tower. Je ne pense pas qu'il soit fini (...). Je me tiens fermement à ses côtés », a déclaré M. Bush, affirmant : « Personne n'avait mis en doute ses capacités et ses connaissances pour être un bon secrétaire à la défense. Personne ne peut l'égaliser » dans ce domaine, et il l'a même ajouté.

Emettant l'espoir que le débat que doit avoir le Sénat en séance plénière la semaine prochaine éliminerait tous les doutes, notamment sur les allégations d'alcoolisme pesant sur M. Tower, le président a conclu : « La logique et la raison prévaudront ».

● HAITI : préparatifs pour les élections générales. - Le président du gouvernement militaire haïtien, le général Prosper Avril, a annoncé jeudi 23 février la création d'un conseil électoral qui sera chargé d'organiser des élections générales à une date non précisée. Le décret officiel stipule que l'un des objectifs du gouvernement militaire est d'assurer l'organisation d'élections libres, honnêtes, sincères, impartiales et démocratiques. - (AFP.)

● Ouverture du procès de Fawaz Younes. - Le procès du Libanais Fawaz Younes, accusé d'avoir détourné, en juin 1985, un avion des lignes aériennes jordaniennes ALIA, devait s'ouvrir, vendredi 24 février, à Washington, après avoir été reporté la semaine dernière. C'est la première fois qu'un étranger présumé responsable d'un détournement d'avion transportant des Américains, est jugé aux Etats-Unis. - (AFP.)

MEXIQUE : deux mesures du président Salinas

Destitution d'un dirigeant de la police et libération de prisonniers politiques

MEXICO
de notre correspondant
en Amérique centrale

En mal de légitimité depuis sa victoire contestée à l'élection présidentielle du 6 juillet 1988, M. Carlos Salinas a marqué des points en destituant, vendredi 24 février, le chef des services de renseignements de la police de Mexico, M. Miguel Nazar Haro. Cette décision avait été précédée, la veille, de l'annonce de la libération de plusieurs centaines de prisonniers politiques.

Le départ de M. Nazar Haro, soixante ans, a causé la plus grande surprise car il n'était en poste que depuis soixante-quatre jours. Son exclusion vise avant tout à satisfaire les Etats-Unis qui avaient très mal accueilli la nomination à des fonctions aussi importantes et délicates d'un homme inculqué en 1982 par la justice américaine pour un vol de voiture. Libéré sous caution, M. Nazar Haro en avait profité pour quitter le territoire américain et échapper à la justice.

Le limogeage de ce personnage controversé intervient une semaine avant le début des travaux d'une commission spéciale du Sénat américain sur le trafic de drogue, au cours desquels plusieurs personnalités mexicaines de haut niveau, des civils et des militaires, risquent d'être mises sur la sellette. Le départ de M. Nazar Haro, espère-t-on à Mexico, pourrait convaincre les Etats-Unis de faire preuve d'indulgence à l'égard de leur voisin. Dans sa lettre de « démission », le chef de la police politique explique d'ailleurs qu'il s'en va, car « la campagne d'accusations menée contre lui à l'étranger vise à discréditer le gouvernement mexicain ».

Cette décision fait beaucoup d'heureux au Mexique, en particulier dans les milieux d'opposition, où M. Nazar Haro a la réputation d'un tortionnaire. Avec l'actuel ministre de l'Intérieur, M. Gutierrez Barrios, il avait été dans les années 70 un des principaux responsables de la lutte contre la guérilla. Ses adversaires, et même certains de ses collègues du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir depuis soixante ans, lui reprochent la brutalité de ses méthodes et d'avoir, en certains cas, mis la main à la pâte pour faire parler les détenus. On l'accuse aussi d'être à l'origine de la « disparition » de nombreux opposants.

Dans l'ensemble, la presse accueille très favorablement le « pardon » accordé aux prisonniers politiques (il ne s'agit pas d'une amnistie puisque la condamnation n'est pas effacée du casier judiciaire), mais les commentateurs ne manquent pas d'ironiser sur les arguties sémantiques des autorités. Le gouvernement refuse toujours en effet d'admettre qu'il y a des prisonniers politiques au Mexique, préférant parler de « détenus qui, pour des raisons sociales ou politiques, ont enfreint la loi ».

Quoi qu'il en soit, le premier bénéficiaire de la grâce présidentielle, le poète Israel Gutierrez, est sorti vendredi de la prison de San Luis-Potosi, où il a purgé la moitié de sa peine après avoir été condamné à dix ans d'emprisonnement pour ses activités au sein d'une organisation, la Coordinación nacional de movimiento urbano popular, qui lutait pour de meilleures conditions de vie dans les milieux défavorisés. Les autres détenus seront libérés au cours des prochaines semaines.

BERTRAND DE LA GRANGE.

مَكْرًا مِنَ الرَّصْلِ

Proche-Orient

Les suites de l'affaire des « Versets sataniques »

M. Rafsadjani justifie la « condamnation à mort » de Salman Rushdie

Considéré comme le chef des pragmatistes et le plus chaud partisan d'un rapprochement avec l'Occident, M. Hachemi Rafsadjani, le président du Majlis, a justifié, vendredi 24 février, au cours de son sermon à l'université, la fatwa de l'imam Khomeiny condamnant à mort Salman Rushdie et a demandé aux pays occidentaux de se prononcer clairement sur son « roman blasphématoire ». « Je demande officiellement en ma qualité de président du Parlement de vous prononcer pour ou contre le livre des Versets sataniques. Nous, musulmans du monde, nous voulons savoir si les gouvernements soutiennent et approuvent le contenu du livre », a-t-il ajouté.

M. Rafsadjani a affirmé que la publication du livre n'était pas accidentelle, mais qu'elle faisait partie d'un plan « dont les sionistes ont été les réalisateurs ». « Si l'imam est intervenu lui-même [en décrétant la mise à mort de l'écrivain], c'est parce qu'il est toujours vigilant et a compris que le problème était complexe et ne pouvait être réglé par un simple tribunal islamique », a-t-il ajouté.

« Si les États-Unis ont le droit de juger des terroristes ayant commis des crimes hors des

frontières américaines, l'Iran a le droit de condamner un écrivain vivant en Grande-Bretagne », a encore déclaré le président du Majlis, soulignant que les menaces de sanctions économiques n'auraient aucune conséquence, car « l'Iran n'a pas besoin de relations avec les pays occidentaux ». Enfin, il a indiqué que, si « un musulman faisait son devoir [en tuant Rushdie], la République islamique d'Iran ne saurait être tenue responsable de cette action ».

« A Londres, le ministre de l'intérieur, M. Douglas Hurd, a demandé, vendredi, au million et demi de musulmans britanniques de ne pas compromettre leur intégration dans le pays par leur attitude dans l'affaire Rushdie. « Les musulmans britanniques, a-t-il dit, ont le droit de défendre leur foi et de protester contre un livre qui, selon eux, insulte et dénigre le Prophète. Mais il est totalement inacceptable que ces protestations dégénèrent en violence ou en menaces de violence », a ajouté M. Hurd à l'occasion d'une visite à la grande mosquée de Birmingham. Environ deux mille musulmans avaient manifesté au cours de

l'après-midi devant la mairie de Manchester pour demander le retrait du roman de Rushdie des bibliothèques de la ville.

« A Madrid, le ministre espagnol de la culture a affirmé, vendredi, que son pays « soutiendra toute initiative adoptée par les éditeurs espagnols — seuls, collectivement ou encore conjointement avec d'autres éditeurs espagnols — pour assurer la liberté d'édition, de distribution et de vente des Versets sataniques ».

« A Beyrouth, le Hezbollah, parti libanais pro-iranien, a annoncé, vendredi, qu'il « fera tout son possible pour avoir l'honneur » de mettre à exécution la sentence de mort de l'imam Khomeiny.

Enfin, pour la première fois depuis le début de l'affaire Rushdie, l'Irak s'est opposé à l'arrêt de mort prononcé par l'imam Khomeiny contre l'écrivain. « Nous ne pensons pas que Khomeiny ait le droit de le faire », a déclaré le vice-ministre irakien des affaires étrangères à New-Delhi, M. Nizar Hamdoun, déclinant à l'imam « le droit de parler au nom du monde islamique tout entier ». — (AP, AFP, Reuters.)

De violentes manifestations contre l'écrivain britannique ont fait une douzaine de morts à Bombay

NEW-DELHI
de notre correspondant

Une douzaine de morts et au moins une cinquantaine de blessés : après les cinq morts du Pakistan, l'affaire Salman Rushdie a fait à nouveau des victimes vendredi 24 février à Bombay au cours de violentes manifestations dénonçant l'auteur des Versets sataniques, lui-même né dans cette ville en 1947. Les heurts se sont déclenchés lorsqu'une foule de plus de cinq mille personnes, réunie dans le centre-ville à l'appel du Conseil de l'intégration musulmane et du Mouvement des étudiants islamiques, a voulu débordier les cordons de police pour se rendre au consulat britannique. Les chefs de la manifestation voulaient y déposer un mémorandum demandant au gouvernement de Londres de cesser de protéger Salman Rushdie.

Les forces de police ont eu recours, dans un premier temps, à des charges de « lathis » (bâtonnades) et à des tirs de gaz lacrymogène. Rapidement débordées, elles ont ensuite ouvert le feu sur la foule. Les manifestants, qui semblent avoir également utilisé des armes à feu, se sont livrés à des destructions (incendies de boutiques et de véhicules) dans le centre de Bombay, notamment sur Mohamed Ali Road. Ces incidents se sont produits en début d'après-midi, peu après la prière du

vendredi, et alors que les quartiers musulmans de la ville (les musulmans représentent environ 15 % de la population) observaient plus ou moins bien des consignes de grève à l'appel des organisations islamiques. Le calme est revenu vers 17 heures, après que cinq mille policiers environ eurent été mobilisés. Près de huit cents arrestations ont été opérées.

A New-Delhi, l'imam Maulana Sayed Abdullah Bukhari, de la Jama Masjid (la plus grande mosquée de la capitale), a repris à son compte la sentence de mort prononcée par l'imam Khomeiny contre l'écrivain. Selon lui, il s'agit d'un « ordre de Dieu » qui doit donc être obéi. Les éditeurs du livre maudissant ainsi que ses amis, a-t-il estimé, ne pourront pas « sauver leur propre vie ». Même s'il n'est pas possible de tuer immédiatement l'auteur des Versets sataniques, le « feu de la vengeance gardera le volcan en activité ». « Un vrai musulman, a-t-il ajouté, pourrait sacrifier ses parents et ses enfants, mais ne peut tolérer un blasphème contre l'islam et le prophète.

En Inde, pays de quatre-vingt-dix millions de musulmans (14 % de la population) et quatrième nation musulmane du monde (après l'Indonésie, le Pakistan et le Bangladesh), cette montée de la violence islamique peut se révéler très vite difficile à canaliser. Disséminés dans tout le

pays, mais surtout présents au Cachemire (Etat frontalier avec le Pakistan — où ils sont majoritaires), au Bengale, au Bihar et en Assam — Etats voisins du Bangladesh — et aussi en Uttar-Pradesh, les musulmans sont souvent traités comme des « citoyens de seconde zone ».

Le fait que l'Inde ait été le premier pays à interdire l'ouvrage de Salman Rushdie (1) s'explique aisément en raison des tensions communautaires existant ici. L'intégration religieuse, de multiples émeutes le rappellent périodiquement, est loin d'être réalisée dans un pays qui n'a pas encore « digéré » le drame de la partition de 1947, lorsque la majorité des musulmans de l'ancien empire britannique ont rejoint le nouvel Etat islamique en formation, le Pakistan (trente millions de musulmans, à l'époque, ont cependant choisi de rester en Inde). En outre, il y a ce qu'on appelle le « vote musulman » : jusqu'en 1977 (avec une interruption en 1967), la communauté musulmane votait plus ou moins en bloc pour le parti au pouvoir, le Congrès-I. Cet héritage politique a commencé à se dissoudre aux élections de 1977, notamment en raison des excès de la politique de stérilisation forcée. Aujourd'hui, courtisée par l'opposition et le parti de M. Rajiv Gandhi, la communauté musulmane, dont les suffrages se sont éparpillés, peut faire pencher la balance dans bien des circonscriptions. Au moment où l'Inde entre

dans une année d'élection, les Versets sataniques peuvent donc se révéler doublement dangereux pour M. Gandhi.

LAURENT ZECCHINI.

(1) Les précédents ouvrages de Salman Rushdie avaient été peu appréciés en Inde et au Pakistan. Dans les Enfants de minuit, l'écrivain critiquait sévèrement Indira Gandhi (appelée la « Veuve ») et son fils Sanjay. Dans un autre ouvrage, Honte, il s'attaquait à l'ancien président pakistanais Zia Ul Haq, ainsi qu'à la famille Bhutto.

« Réponse à Christian Bourgois. — Les éditions Arles et Quai Voltaire, qui avaient lancé un appel à une censure des Versets sataniques en France, se félicitent du « revirement » de Christian Bourgois, ajoutant : « Nous avons le sentiment d'avoir aidé Christian Bourgois malgré lui alors qu'il nous considérait encore comme ses amis. Nous souhaitons continuer à le faire même s'il lui plaît de nous tenir dorénavant pour ses ennemis » (Le Monde daté 24 février).

« Autodafé en Turquie. — Selon l'écrivain turc Ahmet Altan, la justice turque vient d'ordonner l'autodafé pour obscénité de son roman Soudaki iz (Une trace dans l'eau) ainsi que de la traduction turque de Tropique du Capricorne, de Henry Miller, en vertu d'une loi de 1927 remise en vigueur en 1986. — (AP, Reuters.)

Pour la première fois depuis le début du soulèvement palestinien

Un soldat israélien a été tué par des jets de Naplouse

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le ballet diplomatique proche-oriental de la semaine n'a pas modifié la situation sur le terrain en Cisjordanie et à Gaza : pour la première fois depuis le début du soulèvement palestinien dans les territoires occupés, un soldat israélien a été tué, vendredi 24 février, par des jets de pierres.

L'incident a eu lieu en fin d'après-midi à Naplouse, la grande ville du nord de la Cisjordanie, une des localités les plus militantes. C'est là que les « commandos de choc » de jeunes nationalistes sont le mieux organisés, se présentant comme l'embryon d'une « armée populaire » et organisant parfois de véritables défilés avec uniformes et armes blanches. Selon un porte-parole officiel, tout s'est déroulé comme lors de la plupart des accrochages à Naplouse : à la suite de « défilés », une patrouille de parachutistes a poursuivi des jeunes manifestants dans les ruelles de la Casbah, et c'est là qu'un soldat a reçu un lourd bloc de pierre lancé depuis un toit.

D'après les chiffres de l'armée, en quatorze mois de soulèvement, cinq soldats ont été tués (coups de feu, attaques au couteau) et quelque cinq cents autres blessés lors d'affrontements, directement ou indirectement liés à l'intifada : un soldat porté disparu à la fin de la semaine dernière n'a toujours pas été retrouvé et des milliers d'hommes s'apprêtent à poursuivre les recherches ce week-end. Mais c'est, semble-t-il, la première fois qu'un membre des forces armées est mortellement blessé à coups de pierres. Durant la même

période, plus de trois cent soixante Palestiniens ont été tués par balles et plusieurs milliers d'autres blessés. Le couvre-feu a immédiatement été décrété sur Naplouse (130 000 habitants). L'incident de vendredi est intervenu au terme d'une nouvelle semaine de tension dans la ville. Elle avait débuté par une attaque au cocktail Molotov contre le bâtiment abritant les services de l'administration territoriale. Il s'agissait d'accentuer la campagne de désobéissance civile destinée à dissuader les employés palestiniens de l'administration de continuer à travailler. Le gouvernement redoute que l'interdiction des services de l'administration ne provoque un bouleversement accru dans les territoires.

Cependant, des informations non confirmées par l'armée indiquaient qu'un Palestinien avait été tué vendredi dans la bande de Gaza et plusieurs autres blessés lors d'affrontements avec l'armée.

Tentative d'infiltration

A Jérusalem, le ministère des affaires étrangères a dénoncé la nouvelle tentative d'infiltration intervenue la veille à la frontière nord du pays : la milice libanaise pro-Israélienne armée du Liban sud (ALS) a tué jeudi trois membres d'un commando palestinien appartenant au Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP) de M. Nayef Hawatmeh et qui, selon les autorités, s'apprêtaient à perpétrer une attaque en Haute-Galilée.

Le ministère y voit la preuve que l'OLP — dont le FDLP fait partie — « ne tient pas ses promesses de sus-

pendre les opérations terroristes ». « Il s'agit de la quatrième tentative d'infiltration par un groupe de l'OLP depuis le 15 décembre dernier, date à laquelle les États-Unis ont entamé un dialogue avec la centrale palestinienne », a affirmé le porte-parole du ministère. « C'est déclaré convaincu que : « cela n'aura pas échappé aux États-Unis », qui n'ont accepté de maintenir leurs pourparlers avec l'OLP qu'à la condition que celle-ci mette un terme au terrorisme.

LIBAN

Protestation de l'ONU après la mort d'un « casque bleu »

New-York (Nations unies) (AFP). — Un haut responsable des Nations unies, M. Marrack Goulding, a élevé une énergique protestation vendredi 24 février auprès du chargé d'affaires israélien à l'ONU, M. Johanan Bein, à la suite d'un incident dans le sud du Liban quelques heures plus tôt ayant coûté la vie à un « casque bleu » irlandais de la Force intermédiaire de l'ONU au Liban (FINUL).

Le militaire irlandais, qui était âgé de vingt et un ans, Michael McNeela, se trouvait de garde à un point de contrôle de la FINUL dans le village de Hadathah, lorsque des miliciens de l'Armée du Liban sud (ALS), contrôlée et financée par Israël) ont ouvert le feu à la mitrailleuse lourde, sans la moindre provocation, depuis une position dominant le village, indiquant-on officiellement à l'ONU.

L'armée du général Aoun prend le contrôle du cinquième bassin du port de Beyrouth

Beyrouth (Reuters). — Les miliciens chrétiens des Forces libanaises (FL) se sont retirés jeudi soir 23 février du cinquième bassin du port de Beyrouth, se privant ainsi eux-mêmes d'une importante source de revenus.

Ce retrait a permis au général Michel Aoun, commandant en chef de l'armée d'obédience chrétienne, d'y placer ses hommes, poursuivant ainsi la prise de contrôle, par son gouvernement, du secteur est de Beyrouth (chrétien). Ce bassin, pratiquement situé sur la ligne de partage entre les secteurs est et ouest de la capitale, était fermé vendredi mais devait rouvrir quelques jours plus tard. Selon le général Aoun, qui est par ailleurs l'un des deux premiers ministres libanais, il rapporte 200 000 dollars par mois aux FL en taxes prélevées illégalement.

Europe

YUGOSLAVIE

La grève est quasi générale au Kosovo

BELGRADE
de notre correspondant

Les principaux responsables de l'Etat et du Parti communiste yougoslaves se trouvent actuellement au Kosovo, province autonome rattachée à la Serbie, où la situation, depuis quatre jours, est, selon les sources officielles, « explosive ». M. Dizdarevic, président de la direction collégiale de l'Etat, le général Gerasimovic, président de la Serbie, et le général Mirkovic, chef de l'état-major des forces armées, sont arrivés inopinément le 23 février à Pristina, capitale du Kosovo. Le lendemain, ils étaient rejoints par MM. Suvor et Milosevic, respectivement numéros un du parti fédéral et du parti serbe, accompagnés de plusieurs autres dirigeants de la Ligue.

Ultime avertissement du pouvoir

M. Dizdarevic a eu une rencontre, sans résultat positif, avec la direction de la mine de Trebica, où mille trois cents mineurs de souche albanaise sont enfermés dans un puits, à plus de 1 000 mètres sous terre, et refusent, depuis quatre jours, de se nourrir. Les ouvriers sont soutenus par les étudiants et les travailleurs albanais de toutes les entreprises du Kosovo, qui se trouvent pratiquement en grève générale.

Dans des discours prononcés devant la direction du parti du Kosovo, MM. Suvor et Milosevic ont souligné que les modifications de la Constitution de la République de Serbie ne porteraient aucun atteinte aux droits nationaux et culturels des

Albanais et ont invité les grévistes à reprendre le travail. Pour tenter d'apaiser les esprits, M. Suvor est descendu dans la mine de Trebica pour parler aux mineurs, et M. Milosevic a rendu visite à la compagnie d'électricité du Kosovo, la plus importante de Yougoslavie.

D'autre part, la direction de l'Etat a annoncé, par un communiqué de l'agence Tanjug, son intention de recourir à « tous les moyens prévus par la Constitution » pour maintenir l'ordre au Kosovo. Cela, remarquent les observateurs, doit être considéré comme un ultime avertissement du régime avant de demander l'intervention des forces de sécurité, voire de l'armée, pour mettre un terme à l'agitation.

Les grèves paralysent entièrement l'économie et la vie publique du Kosovo : les grévistes de Trebica menacent d'arrêter les hauts fourneaux, ce qui aurait de graves conséquences pour cette région, la plus sous-développée de Yougoslavie. Les débrayages ne sont pas restés non plus sans répercussions sur le fonctionnement des autres entreprises du pays, auxquelles le Kosovo, conformément à des accords de coopération, fournit diverses matières premières ou des produits semi-finis. C'est ainsi que l'usine automobile Zastava de Kragujevac, faute de pièces détachées fabriquées par des usines du Kosovo, a arrêté ses livraisons de véhicules utilitaires à l'Italie. Pristina est submergée de rumeurs, les plus contradictoires : l'une d'elles fait état de l'intention des grévistes de Trebica de faire sauter les installations à la dynamite.

PAUL YANKOVITCH.

URSS

Commémoration officielle de l'indépendance de l'Estonie

Un rassemblement de masse a eu lieu vendredi 24 février à Tallin, capitale de l'Estonie, afin de marquer, pour la première fois depuis 1940, la journée de l'indépendance de cette République baltique, selon différentes sources contactées par téléphone depuis Moscou.

Le drapeau bleu-noir-blanc, celui de la République d'Estonie proclamée le 24 février 1918, a été hissé au sommet d'une tour qui domine Tallin, en présence du chef de la République estonienne, M. Arnold Rüütel, et indiqué de son côté l'agence Tass. Un ancien journaliste estonien, M. Arvi Jarvise, a estimé le nombre des participants à cent mille personnes.

C'est la première année que les trois Républiques baltes sont autorisées à célébrer l'anniversaire de la proclamation de leur indépendance entre les deux guerres. Vendredi a été décrété jour férié en Estonie. — (AFP.)

EN BREF

« POLOGNE : heurts entre manifestants et policiers. — Selon divers témoins, la police polonaise a fait usage de la matraque et de gaz lacrymogènes, vendredi 24 février, pour disperser plusieurs milliers de jeunes opposants au régime du général Jaruzelski, à Varsovie et à Cracovie.

Parmi les manifestants se trouvaient des membres de l'Association indépendante des étudiants (NZS), de la Fédération de la jeunesse combattante et de la Fédération pour une Pologne indépendante. — (AFP.)

« Varsovie demande la vérité sur Katyn. — M. Tadeusz Olechowski, ministre polonais des affaires étrangères, a déclaré vendredi 24 février à la Diète que son gouvernement voulait accélérer les travaux de la commission polono-soviétique chargée d'établir la vérité sur le massacre de plus de 4 000 officiers polonais dans la forêt de Katyn, en URSS, pendant la seconde guerre mondiale. — (Reuters.)

Océanie

A l'issue d'une tournée dans la région

Mme Avice juge prometteuse la coopération avec les pays du Pacifique sud

L'adoption du statut de la Nouvelle-Calédonie et le retour au calme sur le Caillou « sont une sorte de passeport pour aller plus loin » dans les relations entre la France et les pays du Pacifique sud. C'est ce qu'estime M^{me} Edwige Avice, ministre délégué aux affaires étrangères, à l'issue d'une tournée de deux semaines qui l'a menée de Nouméa en Australie, aux Samoa occidentales, aux Samoa américaines, à Hawaï et à Los Angeles. Elle se dit « frappée par « la crédibilité de la politique de Michel Rocard » dans la région, de même que par les « propos sévères » tenus par ses interlocuteurs sur la politique française entre 1986 et 1988. D'après elle, en revanche, les reproches provoqués par l'affaire Greenpeace paraissent apaisés.

Depassant les rivalités anciennes avec les puissances de la région, l'Australie, mais aussi les États-Unis, pour ne pas parler de la Nouvelle-Zélande, M^{me} Avice juge prometteuses les possibilités de coopération avec les États de la zone, à condition qu'elle s'insère dans « de bonnes relations avec ces grands pays ». Par exemple, Canberra — dont le premier ministre, M. Bob Hawke, se rendra à Paris en juin — est préoccupé par sa sécurité, et

estime donc que « tout ce qui contribue à la stabilité de la zone l'intéresse ». Washington, pour sa part, « n'a pas modifié son analyse stratégique de la zone Pacifique » en dépit de la déstabilisation présente au

Moscou. Il en résulte, selon M^{me} Avice, que les propositions de coopération de la France ne se heurtent plus à un phénomène de rejet, bien au contraire. Pour être couronnée de succès — à un coût bien modeste dans des pays où un microprojet peut changer bien des choses, comme le prouve le succès d'un chirurgien français à Samoa, où il a été « adopté » par le premier ministre — cette coopération peut s'appuyer sur les TOM (où travaillent plus de deux cents chercheurs), qui doivent développer les relations régionales, mais aussi sur une coordination avec les autres pays fournisseurs d'aide, notamment européens. Enfin, il ne faut pas oublier la grande diversité d'une région composée à la fois de petits pays pauvres demandeurs d'aide et de nations riches qui, comme l'Australie, ont besoin de transferts de technologie pour faire face à une présence japonaise grandissante.

PATRICE DE BEER.

Europe

VOYAGES

La grève est quasi générale au Kosovo

Le mouvement de grève des enseignants du Kosovo, qui a débuté vendredi 24 février, s'est étendu samedi 25 février à d'autres professions. Les grévistes réclament la fin de la tutelle albanaise et la mise en place d'un gouvernement autonome. Les autorités albaises ont déclaré que la grève était illégale et ont lancé des poursuites contre les grévistes. Le mouvement de grève a été réprimé par la police albanaise.

Le mouvement de grève des enseignants du Kosovo, qui a débuté vendredi 24 février, s'est étendu samedi 25 février à d'autres professions. Les grévistes réclament la fin de la tutelle albanaise et la mise en place d'un gouvernement autonome. Les autorités albaises ont déclaré que la grève était illégale et ont lancé des poursuites contre les grévistes. Le mouvement de grève a été réprimé par la police albanaise.

Océanie

La grève est quasi générale au Kosovo

Le mouvement de grève des enseignants du Kosovo, qui a débuté vendredi 24 février, s'est étendu samedi 25 février à d'autres professions. Les grévistes réclament la fin de la tutelle albanaise et la mise en place d'un gouvernement autonome. Les autorités albaises ont déclaré que la grève était illégale et ont lancé des poursuites contre les grévistes. Le mouvement de grève a été réprimé par la police albanaise.

Europe

En visite à Budapest

M. Fabius constate que « tout bouge très vite en Hongrie »

Le gouvernement hongrois a annoncé, jeudi 23 février, que tous les procès politiques tenus dans le pays entre 1945 et 1962 vont être révisés dans les douze mois à venir. Toutefois, a précisé le ministre de la

Justice, M. Kelen, ce n'est qu'un vu des conclusions de la commission historique créée l'an dernier au sein du parti qu'il sera décidé de réviser ou non le procès d'Imre Nagy, le premier ministre de l'insurrection

hongroise de 1956, et dont les restes seront réinhumés le 16 juin prochain, trente et unième anniversaire de son exécution. A Budapest, M. Fabius a pu constater que « tout bouge très vite ».

BUDAPEST
de notre envoyé spécial

Comme l'a fait récemment M. Mitterrand en Tchécoslovaquie et en Bulgarie, M. Laurent Fabius, à la demande du président de la République, a jeté à son tour une « passerelle » vers un pays de l'Europe de l'Est, en se rendant, jeudi 23 février, pour deux jours en Hongrie.

Le président de l'Assemblée nationale, accompagné d'une délégation de députés français de la majorité et de l'opposition, a été reçu par le secrétaire général du Parti socialiste ouvrier hongrois, M. Grosz, puis par le président de l'Assemblée nationale, M. Stadinger, qui doit d'ailleurs quitter ses fonctions dans quelques jours, et enfin par le premier ministre, M. Nemeth.

M. Fabius a également rencontré les responsables des mouvements « alternatifs », qui constituent la contestation la plus organisée, du moins acceptée, puis tout à tour les représentants du monde culturel dans un grand café du centre historique de Budapest, un groupe d'étudiants à

l'université Karl-Marx, enfin M. Pozsgay, ministre d'Etat et membre du bureau politique, qui lui a redit, à propos des événements de 1956, qu'il s'agit d'un « soulèvement populaire ».

Tous ses interlocuteurs se sont exprimés devant M. Fabius avec une franchise parfois étonnante. Ainsi, M. Grosz lui-même a reconnu : « En 1956, nous sommes allés au drame. Aujourd'hui, la situation du pays est grave, mais personne ne veut de tragédie et personne n'insistera de l'extérieur : tout le changement viendra de l'intérieur ».

Quant à M. Pozsgay, après avoir affirmé que le citoyen « ne veut plus vivre en subordonné d'un Etat providence », il s'est prononcé en faveur d'une loi sur la liberté de la presse, ajoutant : « L'information dictatoriale actuelle est considérée par l'opinion comme de l'anarchie ». Il a même constaté : « L'Europe de l'Est est devenue un centre de crise ».

A l'ambassade de France, les représentants de cinq mouvements alternatifs ont tous indiqué

leur volonté de se transformer en partis politiques pour participer aux élections de 1990. Dénouant l'ambiguïté du terme socialisme, qui recouvre aussi bien, ont-ils dit, le stalinisme que la démocratie socialiste ou française, ils ont souhaité qu'il ne figure plus dans la Constitution. Ils ont également évoqué comme objectif plus ou moins lointain la neutralité de la Hongrie, c'est-à-dire la sortie du pacte de Varsovie.

Une « volonté de changement politique »

Pour M. Fabius, la leçon de ces contacts est que « tout bouge très vite en Hongrie » et que « la volonté de changement politique a rattrapé la nécessité du changement économique ». D'après lui, les dirigeants de Budapest veulent maintenir le caractère socialiste du régime, même sans le mot, et confirment leur appartenance au pacte de Varsovie.

Enfin, le président de l'Assemblée nationale estime que « l'Europe et la France ont un rôle à jouer pour éviter que l'expérience en cours en Hongrie aboutisse à un échec ou à des

déceptions ; elle doit être aidée, car elle peut être un modèle d'évolution ».

Le problème de la Roumanie et surtout celui du sort fait aux minorités hongroises par le régime de M. Ceausescu a été évoqué devant M. Fabius, tout à tour par les alternatifs, par les étudiants de l'université Karl-Marx et par les journalistes hongrois. Dans ses réponses, M. Fabius a été de plus en plus ferme. Il a commencé par dire : « Le régime roumain est méprisable, ce qui est extrêmement condamnable ».

Puis, il a expliqué : « On peut dire que le régime Ceausescu a transformé l'Union soviétique en un pays d'Europe de l'Est » (on joue actuellement à Budapest la pièce d'Alfred Jarry). Enfin, il a lancé : « J'ai l'habitude d'appeler un chat un chat et M. Ceausescu un dictateur. Sa condamnation doit être très ferme ». M. Fabius a-t-il été pris par l'ambiance hongroise qui montre que l'on utilisait beaucoup moins la langue de bois sur les bords du Danube que sur ceux de la Seine ?

ANDRÉ PASSERON.

L'accueil des transfuges de Transylvanie

Camps hongrois pour réfugiés roumains

(Suite de la première page.)

Ainsi, selon M. Gal, il est plus difficile de franchir clandestinement la frontière en hiver qu'en été ; le nombre de citoyens roumains autorisés à se rendre en Hongrie en tant que touristes, avec un passeport (et dont certains choisissent de rester), a diminué de moitié de 1987 à 1988. Enfin, au sein de la minorité hongroise vivant en Transylvanie, « on commence à comprendre que fuir le pays natal n'est pas une solution. En fin de compte, à qui cela profite-t-il ? A la Roumanie ».

Une délégation du Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) a passé cinq jours en Hongrie début février. Autre première : Budapest « étudie sérieusement » la possibilité d'adhérer à la convention de l'ONU de 1951 sur les réfugiés. Une décision qui « découle de la philosophie de la politique extérieure hongroise », relève M. Gal.

Sur les quelque 13 400 réfugiés légalement acceptés depuis un an — mais qui ne disposent toujours que de titres de séjour provisoires — 12 700 vivent actuellement en Hongrie ; les autres sont ou bien partis en Occident, ou bien, pour un très petit nombre, retournés en Roumanie. Dix pour cent de ces réfugiés n'étaient pas de souche hongroise, dont 8 % d'ethnie rou-

maine. Les deux pour cent restants, de souche allemande, ont émigré en RFA. « C'est vrai, les pays occidentaux manifestent des réticences à l'idée d'accueillir ces Roumains », regrette M. Gal. Notre position, en revanche, a changé : nous comprenons désormais que les non-hongrois souhaitent se rendre en Occident ». La France le comprend moins, qui a expulsé trois Roumains vers l'Autriche en décembre dernier.

Outre ces réfugiés, vingt mille

demandes d'émigration environ (dont cinq cents dans le seul mois de janvier 1989) ont été déposées depuis cinq ans auprès de l'ambassade de Hongrie à Bucarest et du consulat hongrois à Cluj, avant que les autorités roumaines ne le ferment il y a quelques mois. Mais ces candidats au départ s'exposent « à tout un tas de tracasseries, car aux yeux des autorités roumaines, ils sont politiquement suspects ».

Quant au fameux plan de « systé-

matisation » des campagnes roumaines, aux termes duquel le président Ceausescu voudrait raser la moitié des treize mille villages du pays pour concentrer les habitants dans des « centres agro-industriels », Budapest pense maintenant qu'il ne sera pas réalisé. « Tout simplement par manque d'argent », explique M. Gal, et peut-être aussi « à cause des réactions internationales ». « Il y aura certainement — il y en a déjà — des villages rasés, il y aura des tragédies humaines, mais le plan tout entier ne pourra pas être mis en œuvre ».

En réalité, le gouvernement de Budapest préfère se battre sur la question de la défense des Hongrois de Transylvanie, bureau de la culture magyar, thème on ne peut plus porteur au moment où, empiétés dans leurs crises, les Hongrois se représentent à rêver de la « Grande Hongrie » d'antan. Comment l'opinion ne serait-elle pas indignée en lisant dans la presse officielle hongroise que la Roumanie procède à des transferts forcés d'écoliers de Transylvanie pour dépeupler cette région de ses habitants magyars.

Les Hongrois, en tout cas, ne se font pas d'illusions : pas question pour eux d'aller se rendre compte sur place. Ils attendent toujours l'invitation de Bucarest pour envoyer en Roumanie la mission d'étude dont le principe avait été décidé par les deux numéros 1, MM. Grosz et Ceausescu, au sommet d'Arad, en août dernier.

SYLVIE KAUFFMANN.

BIBLIOGRAPHIE

Essai à deux voix sur « la Roumanie de Ceausescu »

Comment en peu d'années un homme que l'on croyait d'Etat peut-il finir à ce point sa réputation et — ce qui est infiniment plus grave — détruire le pays dont il a la charge ?

Nicolas Ceausescu était plus que présentable à la fin des années 60 lorsque, fraîchement nommé premier secrétaire du PC roumain, il continua, et avec plus d'éclat, la politique d'indépendance inaugurée à la fin du règne de son prédécesseur Gheorghiu-Dej. Il prenait parti pour Dubouck alors que son allié du pacte de Varsovie remettaient de l'ordre à Prague. Il allait condamner l'intervention soviétique en Afghanistan et l'entrée de troupes vietnamiennes au Cambodge. C'est en le remerciant à Bucarest en mai 1969 — et oui ! — que le général de Gaulle pouvait saluer « le vent salubre » qui se levait d'un bout à l'autre de notre continent.

De ce champion de la souveraineté, il ne reste qu'un Conducteur saisi par la mégalomanie et qui prétend donner son nom à son époque. Il se fait célébrer comme le « Carpe de la pensée » marxiste mais il n'a véritablement réussi qu'à être le praticien du communisme népotique.

Dans un essai à deux voix, Catherine Durand et Despina Tomescu confrontent leurs analyses. Il n'y a pas véritablement divergence entre la première, historienne d'origine française, et la seconde, venue de Roumanie et maintenant attachée à Radio-France internationale, mais l'éclairage varie.

La journaliste ne peut oublier le temps où, vivant encore dans son pays, elle pensait que Ceausescu répondrait aux espoirs de ceux qui attendaient « l'ouverture ». Elle en est venue à regretter « que la Roumanie ait refusé de s'aligner sur l'URSS, quand on voit que les pays qui sont restés des élèves modèles s'en sont sortis mieux aujourd'hui ».

Dans ce livre, il est question de M. Manner qui fut chef du gouvernement à la fin du règne de Gheorghiu-Dej et au début de celui de Ceausescu. Mais peut-être les auteurs n'insistent-elles pas assez sur son rôle : avec le recul, on peut se demander si la dérive ne date pas du moment où il fut écarté du pouvoir.

L'ouvrage rappelle toute l'histoire de la Roumanie et présente un tableau hallucinant de l'état présent du pays. Par une sorte de perversion de l'idée d'indépendance, le Conduc-

tor a mis en œuvre un programme démentiel d'industrialisation et il veut en un temps record faire rembourser ses dettes par un peuple affamé. Résultat : les boutiques sont vides, les rues sombres, les logis glacés. La dure moyenne de la vie a diminué et, pour faire baisser les statistiques de mortalité infantile, le délit de déclaration des naissances est allongé. Il est recommandé de ne plus soigner les personnes âgées de plus de soixante-dix ans. Pourquoi garder à grands frais des gens qui mangent et ne travaillent pas ? Et puis il y a cette « systématization », regroupement des villages en agglomérations, et le remodelage du centre de la capitale qui, en quelques années, vont détruire la Roumanie.

Ce n'est pas la description, c'est la réalité qui est hallucinante. L'essai de M^{me} Durand et Tomescu donne un tableau assez complet de ce pays « au péril de Ceausescu ».

On regrettera l'absence de chronologie et de cartes qui auraient permis au lecteur de mieux suivre le cheminement de cet ouvrage.

BERNARD FÉRON.

★ La Roumanie de Ceausescu, de Catherine Durand et Despina Tomescu, 285 pages, 123 F. Ed. Guy Épaud, 1988.

Afrique

CONGO : le dixième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du général Sasso Nguesso

La révolution assagie

BRAZZAVILLE
de notre envoyé spécial

Pas de fastes pour célébrer le dixième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du général Denis Sassou Nguesso, désigné comme chef d'Etat le 8 février 1979 après la déposition de l'ancien président Yhomby-Opango. Les revenus pétroliers ayant fondu, l'heure est à l'austérité du côté de Brazzaville. Le Fonds monétaire international (FMI) est passé par là. (Le Monde du 14 décembre).

La révolution congolaise sur fond de marxisme n'est plus, par la force des choses, ce qu'elle était. « Transformons nos mentalités face à la crise économique ». Ce slogan, imprimé sur une banderole, dans une rue de Brazzaville, donne le ton. « Nous n'avons pas renoncé, un seul instant, à bâtir une société socialiste », a, pourtant, affirmé le général Sasso Nguesso, au « Club de la presse » de RFI, tout en précisant que, pour atteindre ce but, il y avait des « étapes intermédiaires » à franchir. Mais combien de temps dureront ces étapes ? L'histoire, bien évidemment, ne le dit pas.

Depuis l'indépendance, il y a un quart de siècle, le Congo a connu de nombreux soubresauts politiques, mais de rivalités idéologiques et ethniques. Si ces soubresauts n'ont pas disparu, ils n'ont, toutefois, pas mis en danger le régime du général Sasso Nguesso, qui prend garde de ne pas les ignorer. Une vingtaine de militaires et de civils soupçonnés d'avoir complété en juillet 1987 sont, aujourd'hui, en prison.

« L'instruction continue », a indiqué le chef de l'Etat ; ils vont être jugés. « Au fil des ans, le régime s'est personnalisé. Au hasard des slogans, le général Sasso Nguesso est qualifié « d'homme des masses », « d'homme des actions concrètes », voire « d'homme de la force tranquille ». L'intéressé ne s'offusque pas de ces marques de respect un peu poussées. Au contraire, il trouve qu'elles sont « bénéfiques pour le peuple ».

Le pragmatisme est à l'ordre du jour au Congo comme il l'est dans beaucoup de pays africains. A lire les discours officiels, il n'en paraît presque rien, bien que les références au marxisme et au Parti congolais du travail (PCT), le parti unique, soient plus discrètes. « Le réalisme n'a jamais été absent de notre démarche politique », soutient le chef de l'Etat. Il n'empêche que la Révolution s'est singulièrement assa-

Si au sein du bureau politique du PCT, les tensions sont vives entre les différentes tendances révolutionnaires — ce qui oblige le président de la République à composer et à loucher — l'« ultra gauche » qui entretient des relations privilégiées avec l'Union soviétique, n'occupe plus le devant de la scène. Le Kremlin a bien essayé de dissuader ses « amis » congolais de traiter avec le FMI mais ce fut en vain car il n'avait aucune solution de rechange à proposer.

Courrier
Aujourd'hui, l'Union soviétique dispose, au Congo, d'environ deux cents coopérants techniques, non compris les instructeurs militaires. Quant à Cuba, il bénéficie d'une base arrière à Pointe-Noire, appelée à perdre son importance, étant donné le désengagement en cours en Angola. Depuis deux ans, Paris, de son côté, entretient avec le pays une active coopération militaire : la grande majorité des stagiaires de l'armée, envoyés en stage à l'étranger, le sont en France. On en compte actuellement environ cent cinquante par an.

Au Congo, ce sont les cadres de l'armée qui tiennent la plupart des leviers de commande. La majorité des ministres et des membres du bureau politique du PCT sont des cadres de l'armée qui ont su se créer dans le moule existant pour demeurer au pouvoir. Il n'y a aucun avenir politique, dans ce pays, pour celui qui ne porte pas l'uniforme.

Le PCT, qui compte environ dix mille membres, surtout recrutés « selon la fonction publique », n'a plus le vent en poupe malgré les apparences. Selon certains observateurs, le congrès du PCT, qui doit avoir lieu en juillet, pourrait décider la suppression du poste de secrétaire permanent du parti.

Puisque régime militaire il y a, le général Sasso Nguesso doit s'assurer la fidélité d'une armée qui est, seule, à même de le débâiller. Aujourd'hui, les chefs des grandes unités sont des gens du Nord, comme lui, formés à la française, comme lui. Son gendre commande la place de Brazzaville. Toutes les précautions ont, semble-t-il, été prises pour empêcher une révolution de palais puisque de grande révolution, il n'en est plus question.

Il n'empêche que le chef de l'Etat s'efforce de ce que les mesures dictées par la crise économique ne heurtent pas trop de front la population. C'est ainsi que le gouvernement a accepté de maintenir à l'université des étudiants qui n'y ont plus leur place et à payer sans retard excessif les bourses. Quant au « dégrèvement » de la fonction publique, il ne s'opère que grâce à un non-renouvellement du personnel qui part à la retraite. « Etre président, ce n'est pas un dîner de gala », reconnaît le général Sasso Nguesso.

Malgré ces difficultés intérieures, le chef de l'Etat n'a pas renoncé à jouer un rôle sur la scène internationale. Le Congo est, ainsi, intervenu dans le processus de réconciliation nationale au Tchad. Il vient de faire de même avec l'Angola en accueillant à Brazzaville les négociateurs angolais, cubains et sud-africains qui ont, finalement, réussi à se mettre d'accord sur un retrait des troupes cubaines d'Angola et sur l'indépendance de la Namibie.

Le général Sasso Nguesso n'en reste pas là puisque M. Eduardo dos Santos, son homologue angolais, l'a récemment prié de bien vouloir l'aider à ramener la paix dans son pays. A cet effet, rencontrera-t-il Jonas Savimbi, le chef des rebelles angolais ? La question n'est pas encore à l'ordre du jour. Mais il admet que si l'armistice annoncé par les autorités de Luanda est un « signe de bonne volonté », à l'égard des maquisards de l'UNITA, « on ne peut pas s'arrêter à une seule mesure » pour aboutir à la réconciliation nationale. Toujours est-il que le rôle d'homme courtier que cherche à se donner le général Sasso Nguesso, irrite quelque peu son homologue zairais, le maréchal Mobutu. Celui-ci apprécierait que l'on fasse appel à ses services.

JACQUES DE BARRIN.

SOUDAN

Le premier ministre refuse de céder aux pressions de l'armée

Khartoum, (Reuters). — Sommé par son armée de procéder à des réformes, le premier ministre soudanais, M. Sadek El-Mahdi, a réagi vendredi 24 février en lui demandant de se consacrer à la défense du pays, tout en respectant la Constitution.

« Les forces armées doivent observer plusieurs règlements. Cela comprend la discipline militaire et l'adhésion à la Constitution. Défendre la nation et son sol est le premier devoir de l'armée », a-t-il dit dans un communiqué lu sur les ondes de la radio officielle.

M. Sadek El-Mahdi a en outre démenti que la mise en garde de 150 officiers de haut rang, qui lui ont donné une semaine mercredi 22 février pour procéder à toute une série de réformes économiques et politiques, équivalait à un ultimatum. « Nous avons reçu l'assurance des forces armées qu'elles n'ont aucune intention d'empêcher le pouvoir », a-t-il affirmé, pour ajouter que la démarche des militaires n'avait aucun lien avec la démission mardi, du ministre de la défense Abdul-Magid Ahmed Khalil.

Le premier ministre a en outre assuré que son gouvernement faisait tout son possible pour mettre un terme à la guerre civile qui ravage le sud du pays depuis 1983. Il n'a pas rendu publiques en revanche les exigences de l'appareil militaire qui, selon les journaux, portent sur la formation d'un gouvernement de large coalition, l'arrêt des hostilités dans le Sud et l'augmentation du budget de la défense.

PRÉCISION. — Un lecteur nous a écrit pour s'étonner de l'utilisation du terme « empêcher » pour qualifier la situation actuelle de Nelson Mandela. Ce terme, effectivement, peut prêter à confusion ; bien qu'il ne soit toujours pas un homme libre, le leader noir est en effet, depuis le début du mois de décembre, assigné à résidence dans la maison d'un gardien de la prison de Victor-Verser, près du Cap, où il peut recevoir des visites.

مكتبة من الأصل

Politique

La préparation des élections municipales

Nevers : la reddition du PCF

NEVERS
de notre correspondant

M. Pierre Bérégovoy est parvenu à ses fins : les communistes ont finalement accepté ce qu'ils avaient refusé le 11 février. Un accord sur la constitution d'une liste d'union à Nevers est intervenu, le jeudi 23 février, entre la section locale du PS, qui n'y croyait plus le matin même, et celle du PCF.

Les socialistes n'ont fait aucune nouvelle concession, de sorte que le revirement des communistes peut être assimilé à une reddition. Ils ont accepté non seulement leur représentation soit amoindrie (au lieu de dix élus dont quatre adjoints, ils n'en ont plus que trois), mais aussi que deux conseillers municipaux sortants,

qu'ils présentaient comme étant de « droite », figurent en position éligible sur la liste conduite par M. Bérégovoy.

Ces deux candidats, M. Michèle Courtinot et M. Roger Lamoussière (sans étiquette), avaient été élus en 1983 sur la liste de M. Hervé de Charette (UDF-PR) avant de se rallier, après l'élection présidentielle de mai dernier, au ministre de l'économie et des finances.

Pour faire bonne mesure, le PS a d'ailleurs ajouté un troisième candidat d'« ouverture » en position éligible sur la liste d'union : M. Paul Joinet, soixante-deux ans, ancien président de l'Union des sociétés mutualistes de la Nièvre, dont deux des trois frères sont prêtres.

Avec une liste d'union, M. Bérégovoy est en bonne position pour l'emporter dès le 12 mars face à la liste UDF-RPR conduite par

M. André Vincent (UDF-PR). Après bien des difficultés pour recruter suffisamment de candidats, le Front national devrait parvenir à être lui aussi présent. L'incertitude subsiste sur le dépôt d'une quatrième liste, patronnée par des jeunes regroupés autour de thèmes culturels sous l'étiquette SRD (« Soyons rigolés demain »).

Il reste qu'une partie de l'électorat communiste aura du mal à se mobiliser le 12 mars pour la liste de M. Bérégovoy : avant son revirement, le PCF a abondamment dénoncé l'« alliance à droite » recherchée selon lui par le maire sortant.

Si l'union a été réalisée à Nevers, des primaires entre le PS et le PCF vont se dérouler dans une bonne demi-douzaine de villes de la Nièvre, notamment à Châteauneuf.

JACQUES SPINDLER.

Lille : le retrait de M. Bruno Durieux (CDS)

LILLE
de notre correspondant

M. Bruno Durieux, député CDS du Nord, ne figurera pas sur la liste d'union de l'opposition à Lille dont il a négocié la composition avec son rival de l'opposition, M. Alex Turk (RPR).

M. Durieux s'était engagé dans la bataille pour les municipales dès la fin de l'année dernière. Fort de son titre de député, ce conseiller municipal de Lille, proche de M. Raymond Barre, avait estimé qu'il était le meilleur candidat à opposer au maire sortant, M. Pierre Mauroy.

Mais il s'était heurté aux réticences du RPR qui entendait confier la tête de liste de l'opposition à Lille à son tour nouveau secrétaire départemental dans le Nord, M. Alex Turk, conseiller général. Le député bariste n'avait pas obtenu, comme il

l'espérait, l'investiture des instances nationales UDF-RPR. Le 5 janvier dernier, celles-ci légifèrent la candidature de M. Turk.

Malgré ce verdict, M. Bruno Durieux maintenait sa candidature avec le soutien de MM. Barre et Méhaignerie. Mais il allait très vite apparaître comme un homme seul. A l'inverse, son concurrent réunissait autour de lui dix des quatorze élus sortants de l'opposition lilloise et obtenait le renfort de M. Denise Segard, veuve de l'ancien ministre de M. Giscard d'Estaing, challenger de M. Mauroy en 1977, qui figure en seconde position sur sa liste.

Alors que M. Turk engageait une campagne qui allait lui permettre de grimper allègrement dans les sondages, le député CDS

apparaissait, lui, en perte de vitesse. Il n'a pas voulu aller au bout de cette démarche qui l'aurait conduit vraisemblablement au désastre. C'est ainsi qu'il proposait, le 20 février, à son rival, la constitution d'une liste d'union.

Luxe de moyens... et maladroites

Les négociations ont été relativement difficiles, M. Durieux ayant d'emblée placé la barre haut en demandant la fusion à part égale des deux listes. Mais il n'a pu obtenir de placer que quatre personnes parmi les quatorze premiers de la liste unique. Il n'a pas réussi non plus à imposer la présence de M. Serge Cattelain, avocat lillois, conseiller municipal sortant, perçu comme étant à droite sur l'échiquier politique et auquel, de façon surprenante, il avait fait appel pour participer à sa liste.

Dans ces conditions, il a préféré s'abstenir de figurer sur la liste « du rassemblement et du centre, pour le renouveau de Lille ». Exit M. Durieux qui s'était pourtant engagé dans la bataille avec un grand luxe de moyens (affichage commercial important, cassettes vidéo diffusées à dix mille exemplaires, etc.), mais aussi en commentant diverses maladroites, telle l'exclusion de deux militants de toujours du CDS qui avaient fait le choix de figurer sur la liste de son concurrent.

Le député bariste de Lille subit là un échec. Mais il assure qu'il ne va pas désertar la scène lilloise et qu'il restera actif dans la ville aux côtés de « tous ceux qui partagent [sa] volonté de voir Lille prendre un nouvel essor ».

J.-L. L.

Ces chères petites communes

Une station de ski peut en cacher une autre

TARBES
de notre correspondant

Aragnouet : un petit village composé de six hameaux tapis au fond de la vallée d'Aure, dans les Hautes-Pyrénées. Un chapelet de granges qui s'élève jusqu'au pied des pentes de la station de ski de Piau-Engaly, dernier fleuron de son expansion.

Il y a dix ans, Aragnouet rassemblait encore à tous les petits villages montagnards adossés aux cinq rochers de la vallée. Il vivait à leur rythme et ne cherchait pas à rivaliser avec la prospère station voisine de Saint-Lary, première de la chaîne pyrénéenne, distante seulement de dix kilomètres. On y comptait dix emplois, cent cinquante habitants. Cela semblait suffire à un hameau bien alimenté financièrement par les ressources du barrage EDF de Cap-de-Long, dans le domaine de Néouvielle, au pied du parc des Pyrénées.

Mais tout change. Aujourd'hui, Aragnouet est devenue, grâce à sa propre station de Piau-Engaly, la troisième station de sports d'hiver de la chaîne par sa fréquentation et la cinquième par le chiffre d'affaires. Elle pèse aujourd'hui 15,8 millions de francs. Le village a atteint trois cents habitants et une centaine d'emplois. Il a créé une école et une crèche.

Un homme est, comme souvent, à l'origine de cette réussite : M. Roger Castagné, le maire du village. Il a eu l'audace de transformer les structures municipales en une véritable entreprise à la tête de laquelle il a placé des experts en gestion financière, en marketing, et en communication.

Tentative d'OPA

Il a orienté le destin de la commune en direction de l'Espagne, en s'appuyant, bien avant 1983, sur l'ouverture du tunnel d'Aragnouet-Bielsa, et en s'installant dans le domaine skiable, de nouveaux espaces de glisse et un cadre naturel taillé à l'image de son ambition devenue internationale.

Tant de réussite attire les convoitises politiques. Aragnouet-Piau-Engaly se connaît aujourd'hui des ennemis qui cherchent, selon M. Castagné, à « freiner son expansion et à la maîtriser ». Car l'avenir ensoleillé de Piau-Engaly fait de l'ombre à sa voisine de Saint-Lary...

M. Alain Juppé, député, est candidat à la mairie de Saint-Lary. M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, estime que les élections municipales des 12 et 19 mars, seront plus difficiles pour son parti qu'en 1983. Il y a six ans, remarque-t-il, « il y avait un courant porteur hostile aux socialistes qui nous a permis de gagner un grand nombre de municipalités dans des conditions très justes. Le climat aujourd'hui n'est pas le même. C'est la raison pour laquelle je crois que les élections seront un peu plus difficiles ».

Les préférences du RECOURS. — L'association de rapatriés le RECOURS a publié, le vendredi 24 février, une liste des candidats qu'il soutiendra aux municipales. Outre MM. Chirac à Paris, Gaudin (UDF) à Marseille, Médoun (RPR) à Nice et Frêche (PS) à Montpellier, sont considérés comme « amis des rapatriés » MM. Bouvet (RPR) à Aix-en-Provence, Roux (RPR) à Avignon, Bousquet (UDF) à Nîmes, M. Dupuis (RPR) à Cannes, M. Baylet (MRG) à Valence d'Agén et Lécord (UDF) à Fréjus.

SITUATIONS

● **AUXERRE (Yonne)** : démission socialiste. — Le premier secrétaire de la fédération de l'Yonne du PS, M. Jean-Paul Rousseau a décidé d'abandonner cette fonction mais de rester membre du PS. M. Rousseau s'était opposé à l'accord passé à Auxerre entre les socialistes et le maire, M. Jean-Pierre Soisson, ministre de l'ouverture. Il estime qu'il y a « manifestement alliance à droite » à Auxerre.

● **BRY-SUR-MARNE (Val-de-Marne)** : primaires à droite. — M. Jacques Laine (RPR) présente une liste où l'on retrouve la totalité des élus RPR du conseil municipal sortant contre celle conduite par le maire actuel, M. Etienne Audray (UDF-CDS). Conseiller général de 1970 à 1982 (sa victoire sur un élu communiste avait fait basculer le département de gauche à droite), M. Laine ne s'était pas représenté en 1982 pour raisons professionnelles, transmettant ainsi le témoin à M. Audray. Aujourd'hui il justifie son retour par une dégradation de la situation locale (accélération des constructions, absence de communication, etc.) et de concertation, installation de neuf cents parcmètres. M. Laine qualifie sa candidature de « gestion municipale », lui refusant l'étiquette de « politique ». Le RPR et le CNI lui ont accordé leurs investitures. (Corresp.)

● **CANNES (Alpes-Maritimes)** : primaires officielles à droite. — Le Parti républicain a confirmé, vendredi 24 février dans la Lettre du PR, son soutien à M. Michel Mouliot, candidat à la liste conduite par M. Anne-Marie Dupuy, maire sortant (RPR) de Cannes, qui avait reçu l'investiture officielle du RPR et de l'UDF. « Le PR soutient surtout Michel Mouliot à Cannes que le RPR soutient à Lyon », indique la Lettre du PR, qui précise que M. François Létard se rendra le 7 mars à Cannes pour soutenir M. Mouliot.

● **CHATEAU-CHINON (Nièvre)** : pas d'accord à gauche. — Les négociations engagées depuis plusieurs semaines à Château-Chinon pour la constitution d'une liste d'union de la gauche, entre le maire sortant, M. Pierre-René Signé, sénateur (PS), et M. Jean-Marc Giffert (PC) n'ont pas abouti. M. Signé, qui a été élu maire le 30 mai 1987, en remplacement de M. François Létard, devrait annoncer dans le courant de la semaine prochaine la constitution de sa propre liste. Le conseil sortant, dont deux membres démissionnés n'ont pas été remplacés, est composé de 13 PS, 3 PCF et un divers gauche.

● **ISSOUDUN (Indre)** : M. Laignel pour un troisième mandat. — M. André Laignel (PS), secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, sollicitera, pour la troisième fois, le renouvellement de son mandat municipal. Il conduira une liste d'union de la gauche composée de dix-neuf socialistes, de six communistes et de huit « personnalités de rassemblement ».

● **LA BUSSIÈRE (Vienne)** : le chanteur Gilbert Bécaud candidat. — Le chanteur Gilbert Bécaud est candidat à La Bussière, une commune d'environ quatre cents habitants où il possède une résidence. Il figure en cinquième position sur une liste de onze noms présentée par le maire sortant, M. Jean Roquet, avocat au barreau de Poitiers.

● **LILLE (Nord)** : accord PS-PCF. — Un accord a été conclu, vendredi 24 février, entre les fédérations du PS et du PCF du Nord pour présenter des listes communes dans cinq des onze villes de plus de trente mille habi-

tants du département : Lille et Villeneuve-d'Ascq, dont les maires sortants sont socialistes, Dunkerque, Maubeuge et Roubaix, actuellement détenus par l'opposition. Il y aura des primaires à gauche dans les autres grandes villes du Nord : Wattrelos (sortant socialiste), Cambrai, Douai, Marquise-Barroul et Valenciennes dont les maires sortants appartiennent à l'opposition.

● **LIMOGES (Haute-Vienne)** : communistes « orthodoxes » et « reconstruc-tueurs » sur la même liste. — M. Louis Longueque, sénateur, maire sortant (PS) de Limoges, a présenté vendredi 24 février la liste de « rassemblement de la gauche » 34 PS, 13 PC et 8 personnalités sans étiquette — qu'il conduira aux élections municipales et qui réuniront des communistes « reconstruc-tueurs », proches de l'ancien ministre M. Marcel Rigout, et des communistes « orthodoxes ». Se retrouvent ainsi sur cette liste deux adjoints sortants « reconstruc-tueurs » que la fédération du PC voulait dans un premier temps écarter. En contrepartie, la fédération a obtenu que soit délégué à l'avance le président du futur groupe communiste du conseil.

● **MARSEILLE (Bouches-du-Rhône)** : M. Vigouroux part en guerre contre les fausses cartes du PS. — M. Robert Vigouroux, maire de Marseille exclu du PS, a déclaré vendredi 24 février à l'occasion de la première réunion publique de sa campagne que la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône « n'est plus qu'un appareil à sous- un appareil à faire des fausses-fausses cartes et des fausses-vraies cartes ».

● **PARIS (dixième arrondissement)** : M. Saunier-Séité candidate. — L'ancien ministre des universités des gouvernements de M. Raymond Barre, M. Alice Saunier-Séité (UDF-PR), est candidate dans le 10^e arrondissement de Paris sur la liste de la majorité municipale, en deuxième position derrière M. Claude-Gérard Mercus (RPR), député et maire de l'arrondissement.

● **RENNES (Ille-et-Vilaine)** : le CNI boude la liste d'union UDF-RPR. — M. Yvon Briant, secrétaire général du CNI, a indiqué jeudi 23 février que son parti refusait de soutenir, à Rennes, la liste d'union (UDF-RPR) conduite par M. Gérard Pouchet (UDF-CDS) car aucun membre de sa formation ne figurait sur cette liste.

● **VICHY (Allier)** : M. Giscard d'Estaing soutient M. Malherbe. — L'ancien président de la République vient d'accorder son soutien à M. Claude Malherbe (UDF-PR), qui conduit la liste d'union (UDF-RPR) à Vichy contre celle menée par le maire sortant, M. Jacques Lacarré (UDF-PR). Aux législatives de juin 1988, M. Giscard d'Estaing s'était prononcé en faveur de ce dernier à l'occasion de la primaire qui l'opposait déjà à M. Malherbe.

● **VILLEURBANNE (Rhône)** : le PR se retire de la liste d'union de l'opposition. — M. Pierre-Jacques Brivet, membre du bureau politique fédéral du Parti républicain, a annoncé vendredi 24 février qu'il se retirait de la liste d'opposition conduite par M. Alain Chaboud, secrétaire fédéral du CDS, contre le maire sortant de Villeurbanne, M. Charles Hornu. M. Brivet estime que M. Chaboud « a réservé la partie belle au RPR, au détriment de l'UDF dont il se réclame ».

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

Si l'Europe se pense, elle finit bien par exister. Elle a déjà une réalité, mais trop hétérogène, et qui, souvent, la limite plus qu'elle ne la définit. Pour l'imagination, telle quelle s'écrit, il faut aller plus loin. Non pour prédire un avenir incertain, encore moins pour l'organiser artificiellement, mais pour décrire les indices et les germes « préfigurant ce que pourrait être l'Europe de demain » et constituant les éléments d'une possible « concision ».

Cette démarche délibérément modeste — ce qui ne signifie pas sans ambition — est celle d'un ouvrage collectif intitulé *Le Monde vu d'Europe*, dont les maîtres d'œuvre ont été Bernard Cassen et Philippe de La Saussay. Prés d'une vingtaine de spécialistes, parmi lesquels plusieurs collaborateurs du *Monde* et du *Monde diplomatique*, ont apporté leur contribution à cette entreprise qui est aussi la synthèse des travaux d'un colloque ayant réuni à Paris, en avril 1987, un millier de chercheurs, universitaires, hauts fonctionnaires, industriels et syndicalistes, à l'initiative du Centre de prospective et d'évaluation, du programme FAST de la CEE, du CNRS et du Commissariat général du Plan.

Tant d'organismes prestigieux, de savants, de spécialistes, d'informations et de références bibliographiques, il y a de quoi se laisser impressionner ! Pas au point, cependant, d'être rebuté par la densité et la richesse de cette somme qui a le mérite d'être clairement présentée et de parler de l'Europe d'une autre manière que ne le fait le discours commun (lequel est, il faut bien le dire, lassant, car, s'il se pare de victorisme, il se décompose fort vite).

Comment qualifier ce regard sur le monde à partir d'une Europe qui se cherche ? On dira qu'il est sage et sévère : qu'il est, précisément, celui d'une tête chercheuse ne s'intéressant qu'aux évolutions et mutations les plus pertinentes, les plus décisives pour l'avenir. Ce sont, par exemple, les domaines de la tech-

nologie, de la finance, de la culture, de la communication, de la formation, de l'innovation, de la démographie... A travers chaque thème traité, l'Europe est située, avec ses atouts, ses blocages, ses menaces et ses succès, dans l'environnement mondial. C'est ainsi que Maurice Rostin montre, en étudiant les diverses formes de coopération, le développement du nouvel ordre tech-

table projet, les obstacles, écrit Ignacio Ramonet, sont d'ordre juridique et d'ordre linguistique. « L'Europe, c'est Babel », et cela ne va pas sans surprise. « Paradoxalement, dans chaque pays européen observé, il y a des productions américaines (doublées ou sous-traitées) demeurant familières, domestiquées, alors que les productions de nos voisins paraissent toujours exotiques. Il est banal de constater qu'un film parlé avec un accent belge ou suisse sera considéré en France comme plus étranger qu'un film parlant anglais et sous-titré ».

Pour le philosophe Jean-Pierre Faye, qui explore les voies de la prospective — ou de rétrospectives — européennes, la diversité des langues peut donner un privilège à l'Europe. « Faute d'unité linguistique, elle dispose de ce forum des langues qui dépote une pluralité des voix d'accès au futur », note-t-il. Tout n'est donc pas négatif et, au-delà des observations retenues ici, il faut savoir que toutes ces études nuancent leurs appréciations. Si l'Europe est forte dans les secteurs industriels « parvenus à maturité », elle a accumulé le retard dans les secteurs en développement, souligne ainsi Jacques Decroix. Il mentionne des progrès peu connus du grand public, en matière juridique ou dans le domaine monétaire, et considère que l'insuffisance de la communication entre les « élites européennes » est un grave problème. En Europe, note Robert Solé, il y a eu de plus en plus de vieux en bonne santé, ce qui impose de repenser nos politiques en matière de soins, de retraite, d'environnement social, et de s'interroger sur l'organisation des centres.

Bref, l'Europe reste à faire. On le savait, mais on ne savait pas à quel point elle était à faire. On ne sait pas encore dans quelles directions : en regardant le monde depuis l'Europe, on aura des idées plus fines et plus claires.

« *Europeprospère. Le monde vu d'Europe*, sous la direction de Bernard Cassen et de Philippe de La Saussay, Economica, 344 p., 135 F.

Prémices et promesses d'Europe

Il est vrai que l'Europe n'a pas encore fait sa révolution financière : elle n'a pas connu le mouvement de concentration vécu dans la plupart des autres secteurs. Il lui reste à relever ce défi. De même, à l'instar des Etats-Unis, et à la différence du Japon, l'Europe n'a pas compris que les investissements en ressources humaines allaient de pair avec ceux faits dans les équipements technologiques, relève André-Yves Portmoff.

Autre grande question : l'Europe de la culture existe-t-elle ? Il y a une ou des cultures européennes liées à l'histoire du Vieux Continent, mais pas de véri-

Les lois sur l'IVG remises en question en Bavière et aux Etats-Unis

Les Etats-Unis et la République fédérale d'Allemagne vont-ils devoir, sous la pression des partis conservateurs, revenir sur les lois libéralisant l'interruption volontaire de grossesse ? Dans ces deux pays, les adversaires de l'avortement paraissent, en effet, de plus en plus actifs et des plaintes demandant l'annulation des lois libérales

sur l'interruption volontaire de grossesse ont été déposées tout récemment. Aux Etats-Unis, l'attorney général du Missouri demande le retour de cet état de loi restrictive sur l'avortement existant avant l'arrêt de 1973. Cet arrêt annulait les lois des Etats qui limitaient la liberté de l'avortement. D'autre part, le président George Bush a

déclaré récemment qu'il était favorable à une révision de l'arrêt de 1973. En Allemagne de l'Ouest, M. Max Streibl, ministre-président de Bavière, a annoncé le 19 février que son gouvernement allait introduire une procédure attaquant la loi libérale adoptée par le Bundestag en 1975. Cette loi, comme sous le nom de para-

graphe 218, est l'objet de vives attaques au sein des milieux catholiques traditionalistes et au Parti chrétien-démocrate. En France, depuis la loi de 1975 autorisant l'interruption volontaire de grossesse, le nombre des avortements est à peu près stable. En 1987, il y en a eu, selon la direction générale de la santé, près de 161 000.

La nouvelle croisade de la CSU

BONN
de notre correspondant

La guerre de l'interruption de grossesse va-t-elle se rallumer en Allemagne de l'Ouest ? La loi libérale adoptée par le Bundestag en 1975 est depuis quelques mois l'objet d'attaques de plus en plus vives des milieux catholiques traditionalistes. Ces derniers, qui trouvent des relais très actifs au sein des formations chrétiennes-démocrates, appellent un « combat pour la protection de la vie avant la naissance » et ne font pas dans la nuance.

Il n'est pas rare de les entendre comparer l'interruption de grossesse à l'extermination des juifs dans les camps hitlériens. La situation sur le front de l'IVG est considérée comme suffisamment sérieuse dans les milieux favorables au maintien de l'actuelle loi pour qu'une mobilisation soit jugée nécessaire ; celle-ci prend la forme d'une campagne de signatures et d'annonces dans la grande presse, similaire à celle qui s'était déroulée en France avant le vote de la loi Veil : des femmes connues, appartenant aux milieux politiques, journalistiques et littéraires avaient alors avoué et se proposent pour une application sans restriction de la loi. L'hebdomadaire illustré à grand tirage Stern

(1 500 000 exemplaires) a pris la tête de cette campagne.

Mais à la différence des partisans de l'IVG, qui s'imposent à personne l'obligation d'avancer, les opposants à la loi en vigueur, comme en Allemagne fédérale sous le nom de paragraphe 218, ont pour objectif de rendre quasi impossible le libre choix des femmes dans ce domaine. C'est déjà le cas en Bavière, où les obstacles dressés devant les femmes désireuses d'intervenir une grossesse sont considérables. La situation dans ce Land fait penser à celle qui régnait en France avant 1975 : les femmes disposant de temps et de moyens vont ailleurs, dans d'autres régions de la République fédérale d'Allemagne plus libérales ou en Autriche.

Manœuvre politique

Les autres, provenant des milieux socialement défavorisés, « se débrouillent ». Un procès se déroule actuellement dans une petite ville de Bavière, à Memmingen, qui suscite une vive émotion dans tout le pays : un médecin et ses patientes sont imputablement placés sous les feux de l'actualité par une accusation qui leur reproche d'avoir contourné les obstacles mis à « l'indication sociale » de l'interruption volontaire de grossesse par le gouvernement de Munich.

Un pas de plus a été franchi le 19 février dernier : le ministre-président de Bavière, M. Max Streibl, a annoncé que son gouvernement allait introduire une procédure attaquant le paragraphe 218 devant le tribunal constitutionnel de Karlsruhe. On peut se demander d'ailleurs pourquoi les Bavarois ont mis si longtemps à s'apercevoir du fait que la législation sur l'IVG était contraire à la Constitution.

Le brusque durcissement de la CSU bavaroise sur cette question est lié à des problèmes très immédiats de politique intérieure : le succès de l'extrême droite aux élections de Berlin Ouest inquiète très fortement les partis conservateurs, CDU et plus particulièrement la CSU bavaroise : il s'agit de regagner la confiance de la fraction la plus réactionnaire de l'opinion publique, celle qui, surtout en Bavière, est prête à se laisser séduire par le discours démagogique de M. Franz Schönbauer, le leader des républicains.

Ancienne unanimité

L'initiative du successeur de Franz Josef Strauss est cependant une habile manœuvre politique : en renvoyant la question de l'IVG devant les juges suprêmes, il botte en touche, comme diraient les rugbymen. Tout en manifestant aux

yeux de l'opinion publique une volonté d'agir contre la loi en vigueur, il se dégage des pressions visant à faire que la loi soit abolie par un vote du Parlement. Car l'unanimité est loin de régner au sein de la coalition au pouvoir à Bonn sur cette question : les libéraux de M. Genscher sont farouchement pour son maintien, et au sein même du Parti chrétien-démocrate, des personnalités très populaires comme la présidente du Parlement, M^{me} Rita Süssmuth, sont du même avis. Le chancelier Kohl, de son côté, a les yeux fixés sur l'horizon 1990, année des élections législatives. La bataille s'annonce rude, l'issue incertaine, et il n'est pas question de perdre des suffrages féminins. Les sondages montrent en effet que la grande majorité des femmes ne veulent pas de remise en question de l'actuelle loi. Il s'agit donc de gagner du temps et de faire confiance à la sagesse lenteur du pouvoir judiciaire. Nombreux sont d'ailleurs part les dirigeants chrétiens-démocrates qui ne seraient pas mécontents que le tribunal constitutionnel de Karlsruhe rejette la plainte bavaroise : ils pourraient ainsi se retrancher derrière une décision de l'institution la plus respectée d'Allemagne fédérale pour justifier leur inaction, et continuer à fustiger l'avortement dans leurs discours dominicaux.

LUC ROSENZWEIG.

L'embarras de la Cour suprême

WASHINGTON
correspondance

En annonçant qu'elle examinerait fin avril le pourvoi de M. Webster, attorney général du Missouri faisant appel de la décision des tribunaux de première instance renversant la législation restrictive de cet Etat sur l'avortement, la Cour suprême a relancé la bataille engagée depuis plusieurs années entre divers groupes et associations hautement motivés et presque fanatisés, et faisant preuve d'une intolérance très répugnante.

La prochaine décision de la Cour prendra, en effet, une grande importance dans la mesure où la haute instance pourrait renverser l'arrêt historique de janvier 1973 qui légalisait en quelque sorte l'avortement. Il y a seize ans, la Cour annulait pratiquement les lois des Etats qui imposaient des restrictions au droit des femmes à demander un avortement.

Les divers mouvements « pour la vie » contre l'avortement n'ont jamais cessé de condamner avec véhémence l'arrêt de 1973 dénoncé comme instituant un système d'« avortement à la demande » et surtout sacrifiant la vie du fœtus. A leur avis, l'avortement ne doit être envisagé que pour préserver la vie d'une femme enceinte. Chaque année, à l'occasion de l'anniversaire de l'arrêt de 1973, ces groupes organisent de grandes démonstrations de protestation. Mais certains éléments mènent une campagne violente,

assiègent les cliniques, insultent et menacent le personnel hospitalier et les patientes. Les plus violents défenseurs de la vie des fœtus n'hésitent pas à mettre en péril celle des adultes.

Dans l'autre camp, les groupes dits « pour le choix », qui se sont mobilisés pour réaffirmer le droit des femmes à faire leur choix, à prendre les décisions vitales concernant leur grossesse, ont de sérieuses raisons d'être préoccupés. En effet, le remplacement du juge Powell, qui faisait partie de la majorité libérale de 1986 par M. Anthony Kennedy, pourrait être lourd de conséquences. Les vues du juge Kennedy sur l'avortement ne sont pas connues, mais les groupes mobilisés pour la défense de l'arrêt de 1973 estiment que le président Reagan ne l'aurait pas nommé s'il n'avait été assuré au préalable que le nouveau juge se prononcerait pour le renversement de la décision. Bref, la menace pesant sur l'arrêt de 1973 est réelle, amplifiée récemment par le président Bush, qui s'est déclaré publiquement en faveur d'une révision de cet arrêt.

Un bras-armé de combat

A dire vrai, le président Bush, comme son prédécesseur, est dans une situation délicate : il ne peut pas ignorer les soulèvements indignés qu'une « majorité silencieuse » est favorable à l'arrêt de 1973. Mais il lui est difficile de s'opposer aux groupes hostiles à la légalisation de l'avortement, représentant une large fraction de la clientèle électorale de son parti. Se sentant menacé par une nouvelle majorité de la Cour suprême, les groupes et associations de l'autre camp ont décidé un bras-armé de combat.

Ils envisagent une campagne de propagande sans précédent, à commencer par une marche sur Washington le 9 avril prochain, décidée par l'Organisation nationale des femmes. La *planned parenthood* a prévu de dépenser plus de 2 millions de dollars pour pousser les femmes à écrire aux juges de la Cour et inciter diverses organisations à faire connaître leurs vues à la Cour.

Les groupes « pour le choix » espèrent convaincre l'Association des médecins américains à souscrire à une déclaration qui soulignerait les avantages du point de vue médical des avortements légaux. Ils ont été encouragés par les propos du chirurgien général — la plus haute autorité administrative supervisant la santé publique — concluant qu'il n'avait pas été prouvé que les femmes ayant avorté légalement souffriraient plus de conséquences physiques ou psychologiques négatives que celles ayant mené leur grossesse à terme.

Une majorité d'observateurs qualifiés expliquent que la Cour suprême, attentive aux réactions de l'opinion et des mouvements de société, évitera de renverser l'arrêt de 1973, bref de revenir brutalement en arrière. Si elle redonne aux Etats l'autorité de légiférer en matière d'avortement, elle mettra au point une formule de compromis visant à protéger les droits de la femme et la vie fœtale.

HENRI PIERRE.

JUSTICE

Trafic de produits pétroliers toxiques

Le directeur d'une société de Limoges est incarcéré

LIMOGES
de notre correspondant

Après la découverte d'un trafic de carburant frelaté et dangereux (le Monde du 14 février), M. Jacques Sourdoux, directeur de la Société limousine de carburant (Solis), a été inculpé d'« exploitation illicite de déchets étrangers » et de « tromperie sur la qualité substantielle des marchandises vendues » et écroué à la maison d'arrêt de Limoges. Les deux principaux dirigeants de l'entreprise, M^{me} Henri et Stéphane Jousier (le père et le fils), sont en fuite. Un double mandat d'arrêt vient d'être lancé contre eux.

La Solis est accusée d'avoir « allongé » ses stocks de carburant avec des résidus d'huile bitumineuse destinés à la destruction. Résidus dangereux, contenant des substances chlorées et des traces de

pyralène (qui, par combustion, dégage de la dioxine), achetés à vil prix au Béthoux et importés frauduleusement le mélange était ensuite revendu comme un carburant normal à des transporteurs et à des collectivités publiques, notamment à des hôpitaux dans le Berry et dans le Sud-Ouest. Les analyses de plusieurs prélèvements et des stocks constitués par la Solis à Limoges, à Graulhet (Tarn) et à Chelles (Seine-et-Marne) ont confirmé la réalité de ces mélanges.

C'est sur plainte du préfet de la région Limousin, M. Philippe Lissac, que l'information judiciaire a été ouverte sur cette affaire dans laquelle la Fédération limousine d'étude et de protection de la nature (FLEPNA) s'est portée partie civile au nom de la défense de l'environnement.

GEORGES CHATAIN.

EDUCATION

Après la chute mortelle d'un étudiant au centre Tolbiac

Le recteur de l'Académie de Paris souhaite une révision des locaux universitaires

M^{me} Michèle Gendreau-Massalon, recteur de l'Académie de Paris, veut revoir l'utilisation du patrimoine universitaire parisien et notamment du centre Tolbiac où un étudiant de vingt ans a fait une chute mortelle, mercredi 23 février, de la terrasse du seizième étage.

Elle a demandé au président de l'université de Paris-6, dont dépend Tolbiac, une étude sur l'adaptation des conditions de vie et d'étude et les possibilités de révision de l'utilisation des locaux où quinze mille

étudiants se pressent selon un emploi du temps si serré qu'il n'y a aucun battement pour permettre une évacuation ou une aération entre chaises.

Espérant que le ministre de l'Éducation, M. Lionel Jospin, accueillera favorablement sa proposition de redéfinition de l'utilisation de Tolbiac, M^{me} Gendreau-Massalon a aussi évoqué l'ensemble du patrimoine parisien : « A Paris, on trouve le meilleur et le plus dégradé », a-t-elle dit, mettant l'accent sur « deux points particulièrement noirs : l'état des conditions d'enseignement sont trop souvent indignes des étudiants et des enseignants, et le campus de Jussieu ».

Le recteur a enfin insisté sur la nécessité d'un développement quantitatif et qualitatif des universités parisiennes, envisageant au passage l'hypothèse d'une décentralisation accrue et de la création d'une quatorzième université en Ile-de-France.

Cinq cents commerçants

réclament la mise en liberté de la boulangère de Reims

Environ cinq cents commerçants ont défilé, vendredi après-midi 24 février, dans les rues de Reims pour réclamer la mise en liberté de Marie-Joëlle Garnier, vingt-six ans, la boulangère qui avait tué, le 12 février, un Français d'origine maghrébine, Ali Rafa, vingt-trois ans.

Jusqu'au soir, le Front national avait annoncé la création d'un comité de soutien national à Marie-Joëlle Garnier, inculpée d'homicide volontaire et placée sous mandat de dépôt. Son avocat, M^{re} Henri Graud, a demandé sa mise en liberté.

« Minute » condamnée pour diffamation envers M. Jean-Christophe Mitterrand

Le tribunal de Paris, a condamné, jeudi 23 février, la société SEPA, editrice de Minute, M. Jean-Claude Goudreau, directeur de cet hebdomadaire, et le journaliste Jean-Charles, à payer 80 000 francs de dommages-intérêts à M. Jean-Christophe Mitterrand, fils du président de la République, pour diffamation.

Minute devra, en outre, faire paraître sur la première page de son numéro du 1^{er} mars, un communiqué faisant état de cette condamnation et occupant « au moins la moitié de cette page en hauteur et la totalité en largeur ».

L'hebdomadaire avait publié à la une de son édition du 22 février, et sur deux pages inférieures sous le titre « Les affaires africaines du fils Mitterrand », Jean-Christophe Mitterrand, fils du président de la République, avait été accusé, selon le tribunal des accusations « à l'évidence graves et diffamatoires ».

Joseph Echveste, membre d'Intermarx, est maintenu en détention. — M. Michel Legrand, juge d'instruction à Paris, chargé des dossiers du terrorisme, a signé mercredi 22 février une ordonnance de mise en liberté en faveur de Joseph Echveste, membre du mouvement nationaliste desque (paraterroriste).

Cette ordonnance concerne six affaires dont l'instruction avait été confiée à M. Legrand, mais, en fait, Joseph Echveste restera en détention. Il avait, en effet, été condamné par défaut, en décembre 1988 et en janvier 1989, à deux peines de cinq ans et à une peine de huit ans de détention par le tribunal correctionnel de Bayonne pour trois affaires d'incendies dans lesquelles il n'est impliqué.

L'affaire de la SORMAE

Une lettre de M. Gajas...

Nous avons reçu de M. Dominique Gajas, dont le nom figure parmi ceux des personnes dont le parquet général de Paris a requis l'inculpation dans l'affaire dite des fausses factures de Marseille, la lettre suivante :

« J'apprends à la lecture du Monde du 18 février que mon nom est cité dans le cadre de l'affaire dite des fausses factures de la SAE. J'en suis stupéfait et consterné.

« S'il s'agit de vouloir porter atteinte à la réputation professionnelle que j'ai pu construire tout au long d'un quart de siècle d'efforts et de dévouement, je dois avouer que le résultat est atteint : je suis tout simplement déshonoré, même si j'en reste une bonne conscience.

« S'il s'agit d'une manœuvre d'une autre nature, il convient de rechercher à qui peut profiter l'organisation d'une telle machination. »

« La Cour de cassation a été amenée à statuer, la semaine dernière, sur la désignation de la juridiction chargée d'instruire l'affaire des fausses factures de Marseille, en l'occurrence, la cour de Paris, dont le parquet général a, aussitôt, pris des réquisitions à l'encontre des personnes dont les noms étaient cités dans la requête du parquet de Marseille.

« Un de mes collègues UDF et moi-même n'étions pas visés dans celle-ci, ni moi plus dans l'arrêt de la Cour de cassation. Mais celle-ci, ayant annulé toute la procédure de la juridiction marseillaise, le parquet de Paris a cru devoir reprendre toute la procédure à la base et faire entendre toutes les personnes, dont les noms étaient apparus, comme ayant eu des rapports avec l'entreprise de travaux publics mise en cause.

« Etant maire et donc officier de police judiciaire, il a fallu recourir alors à une procédure exceptionnelle pour demander à nouveau à la cour de désigner la juridiction compétente pour ceux qui n'avaient pas été visés dans son premier arrêt, ce qu'elle a fait mercredi 22 février.

« Or, des informations, certainement orientées, ont tendu à provoquer un nouvel amalgame en mêlant ce simple arrêt de procédure nous concernant avec un appel global des accusations portées contre toutes les personnes impliquées, voire inculpées, dans cette sombre affaire.

« Je suis donc dans l'obligation de protester contre cet amalgame inadmissible, puisque les qualifications énumérées ne peuvent en rien me concerner. Elles n'ont aucun rapport avec le fait que j'ai été un client occasionnel de cette entreprise. Je suis indigné de la façon dont, depuis quelques jours, des instructions sont dis-

tribues vers certains organes de presse dans le seul but de mêler mon nom à ceux des personnalités marseillaises politiques initialement visées.

« Je tiens donc à rappeler les faits que j'ai précisés dans une précédente déclaration en ces termes :

« Je rappelle que à l'achèvement de murets de soutènement que j'avais commandités dans ma propriété du Midi :

« la facture, qui m'a été adressée, correspondait au prix qui m'avait été initialement indiqué.

« que le Crédit lyonnais a attesté le délit de mon compte.

« De plus, j'ai demandé une évaluation de ces travaux à un maître, qui vient de me confirmer que le montant facturé correspond à la valeur des travaux effectués.

« Je crois que, ces faits se suffisant à eux-mêmes, je serai maintenant — et enfin — démarqué de l'imbroglio politico-judiciaire marseillais. »

EN BREF

« La tr d'Ariane sans doute reporté en raison d'une grave. — Le vingt-neuvième tir de la fusée européenne Ariane, prévu pour le nuit du 28 février au 1^{er} mars, devrait être reporté à la suite de l'échec des négociations entre la direction et le personnel de la société de maintenance technique Thomson-CSF, en grève depuis le jeudi 23 février pour des revendications salariales. Ariane, société qui commercialise les fusées européennes, devait lancer de la base de Kourou (Guyane française), avec une fusée Ariane-4, le satellite privé japonais de télécommunication, JC-SAT-1, et MOP-1, satellite météorologique européen. Les spécialistes de Thomson-CSF contraindraient la mise en œuvre des radars de poursuite et de suivi du lanceur et les calculateurs qui surveillent la trajectoire. — (AFP.)

« M. Pierre Aigrain, chargé d'une étude sur la formation des archéologues. — M. Jack Lang, ministre de la culture, a confié à M. Pierre Aigrain, ancien ministre et membre de l'Académie des sciences, une mission d'étude sur la formation des archéologues, sur l'harmonisation des programmes de recherche de terrain et de laboratoire et sur la mobilité des chercheurs.

L'organisation de l'archéologie en France dépend, en effet, des ministères de la culture, de l'éducation nationale et de la recherche, ainsi que du CNRS dont les responsables se sont mis d'accord pour confier cette mission à M. Aigrain. Celle-ci a pour but de renforcer la coordination entre toutes les administrations concernées par la recherche archéologique.

M. Aigrain doit remettre ses conclusions le 1^{er} juin prochain.

Société

Rencontre avec «l'homme le plus riche du monde»

Les considérations planétaires de M. Khashoggi

Adnan Khashoggi, brasseur d'affaires saoudien jadis très «proche de la tente royale», se montre. C'est déjà une information. La porte de son hôtel particulier à Paris, avenue Montaigne, est ouverte, et l'ancien «roi des intermédiaires» accepte volontiers la discussion autour d'une tasse de thé.

L'homme le plus riche du monde — du moins a-t-il été présenté comme tel par tous les magazines de la planète depuis vingt ans — s'écarter d'un battement de cil «nos» affaires entre autres celle de Pechiney-Triangle. Trop petites pour lui. L'illustre, pour tout dire, «c'est un milliardaire de dollars» (il ne s'agit que de dix millions de dollars). Non, de ces affaires, il ne sait rien, personne ne l'accuse d'en savoir quelque chose, et s'il se montre, c'est précisément qu'il n'a rien à cacher.

A son ami Samir Traboulsi, intermédiaire et financier influent dont le nom a — pour son malheur — été trop prononcé ces derniers temps, il a donné le conseil qu'il suit lui-même : «Tu n'as rien à te reprocher, alors montre-toi.»

C'est tout simple et facile. Entre deux sauts à Londres, tout juste arrivé d'un bref séjour en Arabie saoudite, il lui suffit d'apparaître. «Je lui ai conseillé de garder son calme, d'accorder des entretiens à la télévision, de s'expliquer. Toutes ces histoires nuisent à notre métier, mais ce sont des risques qu'il faut supporter.»

Conseils diplomatiques

Un coffret doré bourré de mouchoirs en papier à la portée de la main, Adnan Khashoggi préfère cependant livrer sa vision géopolitique plutôt que s'arrêter à de vulgaires embrouilles financières. L'homme a de la philosophie. Quand on lui demande si les hommes politiques français sont plus corrompus que leurs voisins, il répond sagement : «Pas plus que d'autres.» Et de citer les Américains, les Japonais. Mais le sont-ils moins ? «Il faut voir.»

Ce génial inventeur du troc à l'échelle planétaire a une vocation rentrée de conseiller diplomatique.

L'intégrisme l'inquiète : «La menace est sérieuse au Pakistan, en Afghanistan, et même au sud de l'Union soviétique. Avec tous ces pays, on peut discuter, faire du commerce, mais il ne faut surtout pas leur vendre des armes. Ne mettez pas la race humaine en danger ! Contrairement à la légende, je n'ai jamais été opérateur dans un marché d'armes, sauf pour mon pays. Si vous prouvez le contraire, je vous offre tout ce que vous voulez !»

Le conflit israélo-arabe ne le laisse pas insensible. Il connaît tous les protagonistes. Shimon Pérès ? «Il a de bonnes idées mais il n'a malheureusement pas de majorité.» Itzhak Shamir ? «Un très habile.» Ariel Sharon, rencontré à Londres, lui apparaît visiblement comme l'homme-clef.

Naturellement, Khashoggi connaît aussi les hommes d'affaires arabes. «Il a même une légère inquiétude pour Yasser Arafat : «C'est un homme bien, mieux que son organisation, l'OPL. Mais n'est-il pas en danger comme Sadate ?» Son regard glisse sur un grand Remo. En contrabasse, une

toile de Monet, un Gauguin, un superbe Cézanne paraplent les murs d'un salon aux allures de paquebot.

«En fait, Juifs et Arabes devraient commercer entre eux, insistent-ils. Les liens commerciaux assurent mieux la paix que des traités. Entre l'Égypte et Israël, vous avez l'exemple même d'une «paix en papier» qui peut être remise en cause à chaque instant.»

Les otages ? Adnan Khashoggi — toujours très mobile sur sa chaise — ne comprend pas les Occidentaux. Saule l'attitude de Margaret Thatcher lui semble convenir : la fermeté, «il ne faut pas négocier avec les prisonniers d'otages». «Est-ce que vous iriez dîner avec un homme qui aurait enlevé votre fils ?» Il s'interrompt, demande à l'un de ses assistants : «Combien y a-t-il d'habitants en France ?» Et à notre adresse : «Vous voyez : un tel ambassadeur pour cinq ou six personnes alors que vous êtes cinquante-cinq millions...»

LAURENT GRELSAMER ET GEORGES MARION

Communication

Pour favoriser la réalisation de grands reportages

Canal Plus souhaite coproduire avec ses concurrentes

«L'audiovisuel français ne peut pas rester plus longtemps un univers féodal où la concurrence ressemble le plus souvent à une logique de mise à mort. Il faut imaginer des formes de collaboration entre les chaînes dans l'intérêt du téléspectateur et de la production.» Albert Mathieu, le bouillonnant directeur d'Antenne 2, Canal Plus, part en croisade. Il veut convaincre ses collègues et concurrents qu'une émission diffusée sur la chaîne cryptée peut trouver, quelques mois plus tard, un nouveau public sur une autre télévision.

Proposition sacrilège dans cette guerre de tranchées qu'est devenue la programmation des écrans nationaux : chaque chaîne veille jalousement sur sa production et se réserve les droits de rediffusion sur trois ou cinq ans. Pas question de vendre ou d'échanger à un concurrent. La règle vaut tant pour la fiction que pour les dessins animés ou les grands reportages. C'est dans ce dernier domaine que Canal Plus tente d'ouvrir une brèche. Constatant que le genre était en voie de disparition, la chaîne payante s'est mise à produire de grandes enquêtes sur des phénomènes de société : «Sans domicile fixe», «Ville de chiens», «Le monde célibataire», «L'argent de la drogue». Des documents de qualité, à l'écriture très journalistique, accumulant témoignages et portraits sans commentaires ni analyses.

Séduit par «Sans domicile fixe», Jean-Marie Cavada a racheté le film pour le programmer à 20 h 30 sur Antenne 2 en le faisant suivre d'un débat. La tentative fut couronnée par un beau succès d'audience. Après de longues discussions, Albert Mathieu a convaincu FR 3 de renouveler l'opération le 11 mai avec l'émission «L'illettrisme», diffusée la semaine dernière sur Canal Plus. «Pour les abonnés de Canal Plus, explique Albert Mathieu, un tel document provoque une émotion, pose des

questions sans apporter de réponses. La vocation d'une chaîne généraliste est donc d'organiser ensuite un grand débat autour du thème et d'en faire un événement du «prime time». Chacun y trouve son compte. Le 1 % de la population qui voit le document sur Canal Plus ne risque pas d'hypothéquer l'audience de la seconde diffusion.»

Une collaboration d'abord économique

Aujourd'hui, Canal Plus souhaite aller plus loin, associer systématiquement une autre chaîne à la production de l'enquête en lui permettant de la diffuser trois mois plus tard. L'intérêt d'une telle collaboration est d'abord économique. La réalisation de longues enquêtes est relativement coûteuse (de 1 à 1,2 million de francs). Le financement d'un partenariat permettrait à la chaîne payante d'en faire une douzaine par an et, surtout, d'aborder des sujets internationaux, sans doute plus coûteux mais dont le marché potentiel est aussi plus important. La chaîne de M. André Rousselet prépare ainsi un projet sur «les enfants qui font la guerre» qui serait tourné au quatre coins du monde.

«Nous ne pourrions jamais faire vivre une production ambitieuse si elle n'est financée que par un diffuseur unique», conclut Albert Mathieu. Aux États-Unis les programmes circulent entre les réseaux, les télévisions indépendantes, le câble, et trouvent ainsi leur amortissement. En France, il faudra bien organiser le marché entre Canal Plus, les grandes chaînes généralistes et les télévisions de complément. Les responsables de l'audiovisuel doivent cesser de gérer la production au nom du simple orgueil de boutique pour devenir un peu plus pragmatiques.»

JEAN-FRANÇOIS LACAN

FAITS DIVERS

La dégradation de la sécurité aérienne

(Suite de la première page.)

Sous la pression de l'augmentation du trafic et de la concurrence acharnée à laquelle elles se livrent, les compagnies américaines n'ont pas toujours respecté les procédures permettant à des avions vieillissants de rester sûrs. Le 28 avril 1988, l'un des plus vieux Boeing 737 d'Aloha Airlines perdait 6 mètres de fuselage, et une hélice était aspirée dans le vide. Aloha n'avait pas remplacé des rivets attaqués par la corrosion. Au cours du dernier trimestre de 1988, des avions de Continental, American Airlines, TWA et United Airlines perdaient des pièces en vol ou se trouvaient cloués au sol par des fissures provoquant des dépressurisations intempestives. Le jour même du dernier accident, la compagnie Northwest était condamnée à une amende de 801 000 dollars par les autorités aériennes américaines (FAA) pour n'avoir pas vérifié et réparé convenablement certains de ses avions.

La configuration d'Ermenonville

Chez United, on affirme que le 747 concerné était âgé de dix-neuf ans et qu'il n'avait pas dépassé les 58 000 heures de vol, alors que certains appareils de ce type ont atteint les 79 000 heures de vol. Par ailleurs, il venait de subir une inspection assez approfondie et avait été déclaré bon pour le service.

Les responsables de la FAA font remarquer que la porte de

soute a disparu et rappelle qu'ils avaient diffusé, le 1^{er} juillet 1988, une instruction demandant à toutes les compagnies de vérifier le système de verrouillage des soutes après que, le 11 mars 1987, la porte d'un 747 de la Pan Am se fut ouverte en plein vol.

Si cette hypothèse se trouvait confirmée par les recherches en cours, on se retrouverait dans la configuration de la catastrophe aérienne d'Ermenonville. Le 3 mars 1973, un DC 10 de la compagnie Turkish Airlines décolle de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle, avec 345 personnes à son bord. A 4 000 mètres d'altitude, la porte de soute arrière, mal verrouillée, cède et la diffé-

rence de pression avec la cabine aspire à l'extérieur plusieurs passagers avec leur siège, qui détruit le système de verrouillage des soutes après que, le 11 mars 1987, la porte d'un 747 de la Pan Am se fut ouverte en plein vol.

Pour l'accident du Boeing d'United Airlines, de nombreuses questions techniques restent, pour l'instant, sans réponse. Elles devront être élucidées avant que l'on puisse répartir les responsabilités de la catastrophe entre le constructeur Boeing (a-t-il conçu son avion de façon suffisamment sûre ?), le transporteur (a-t-il convenablement entretenu l'avion ?) et l'équipage (a-t-il respecté les procédures de vérification ?). Il est pour le moins pré-

maturé et injuste de pratiquer l'amalgame entre les nombreuses catastrophes aériennes survenues à des Boeing depuis quelques mois. Qu'y a-t-il de commun, en effet, entre la destruction par une bombe d'un 747 de la Pan Am, le 21 décembre, au-dessus de l'Ecosse, la chute d'un 737 de British Midlands à la suite d'une fausse manœuvre de son équipage, le 9 janvier, en Angleterre, et la chute d'un 707 sur le sommet des Aporos en raison d'une incompréhension entre son pilote et le contrôle aérien ? Rien, sinon que les avions accidentés portaient la marque d'un numéro mondial, le constructeur de Seattle (Etats-Unis).

Boeing risque de payer de cette façon la rançon de ses succès, car plus de deux grands avions civils sur trois volant dans le monde sortent de ses usines, et la probabilité qu'ils aient un accident est accrue par cette domination technique et commerciale. Ses dirigeants sont conscients de la montée des périls, d'autant plus que, de revente en location, ses avions parviennent dans les flottes de compagnies peu sérieuses ou désargentées, qui entretiennent moins bien des appareils fragilisés par l'âge. L'administration américaine, qui fait la loi universelle en la matière, devrait bientôt renforcer la réglementation pour mettre fin à la dérive constatée.

ALAIN FAUJAS.

Quand les passagers disparaissent en vol

A 8 000 mètres ou 10 000 mètres d'altitude, la pression est trois fois moins forte qu'à l'intérieur de l'avion, environ 250 millibars contre 750 millibars. En cas de mise en contact des deux atmosphères, par suite d'une ouverture dans la carlingue, se produit une décompression explosive et, pendant deux ou trois secondes, l'aspiration vers l'extérieur, où règne la pression la moins élevée, est irrésistible. Accidents ou attentats, ces décompressions ont ainsi projeté dans le vide plusieurs passagers et notamment :

● Le 23 décembre 1980, deux enfants pakistais sont

éjectés d'un TriStar de Saudi Airlines, à la suite d'une explosion survenue à l'intérieur de l'appareil. Ils sont repêchés vivants dans la mer Rouge ;

● Le 2 avril 1986, quatre passagers sont aspirés dans le vide et tués à la suite de l'explosion d'une bombe à bord d'un Boeing 727 de TWA, au-dessus de la Grèce ;

● Le 28 avril 1988, une hôtesse disparaît en vol, au-dessus du Pacifique, le fuselage d'un Boeing 737 d'Aloha Airlines s'étant déchiré sur six mètres à la suite de la rupture de vieux rivets.

SPORTS

CYCLISME : L'annulation de Bordeaux-Paris

Les professionnels abandonnent la course

Après une longue réflexion, la Société du Tour de France a décidé d'annuler la 36^e édition de la course Bordeaux-Paris, qui était programmée pour le 14 mai.

Cette mesure ne constitue pas une surprise, car cette épreuve figurait depuis longtemps déjà sur la liste des chefs-d'œuvre en péril. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois qu'elle est rayée du calendrier. A trois reprises (1955, 1971, 1972) Bordeaux-Paris avait été supprimé faute d'une participation suffisante et il fut de nouveau menacé en 1986, en raison de la pauvreté des candidatures.

Cette année-là, les organisateurs imaginaient de remplacer la course derrière entraîneurs par une épreuve de masse ouverte à tous. L'initiative était séduisante a priori et le projet, ambitieux. Mais la première expérience se révéla décevante. Cent cinquante concurrents seulement, dont deux femmes, répondirent présent, alors que les grandes compétitions cyclo-sportives, telles que la Louison-Bobet ou la Marmotte, rassemblent plusieurs milliers d'engagés.

Récents responsables de la Société du Tour de France, Jean-Pierre Carenon et Jean-Marie Leblanc ne cachèrent pas que la formule de l'épreuve de masse n'avait pas répondu aux espérances et qu'elle posait des problèmes pour

l'avenir. Si les cyclo-sportifs ont participé en grand nombre à Bordeaux-Paris 1988, les professionnels ne lui ont pas apporté l'oxygène nécessaire, pour reprendre les termes du communiqué des organisateurs et les arguments de Jean-Marie Leblanc. Ce dernier n'a pas pour habitude de mâcher ses mots, et il aime les situations nettes. «La décision d'annuler Bordeaux-Paris 1989 nous coûte, dit-il, mais il n'est pas possible de persister dans l'échec.»

Or, les routiers professionnels, sans doute réfractaires à la distance — de l'ordre de 600 kilomètres — s'en détachent progressivement. Merckx, Hinault, Moser, Fignon, Kelly, Roche ne s'y sont jamais aventurés, alors que Bobet et Anquetil ont inscrit leur nom au palmarès. Le fait que Jean-François Rault, vainqueur l'an dernier, reste à l'heure actuelle demandeur d'emploi est significatif.

JACQUES AUGENDRE.

● TENNIS : Tournoi de Lyon. — Il n'y a pas de Français en lice au Tournoi de Lyon, Henri Leconte s'en est efforcé vainement, vendredi 24 février, devant le Suédois Anders Järryd (4-6, 7-5, 6-3).

● BOXE : Dorian champion du monde. — Le boxeur panaméen Roberto Duran, à remporter, vendredi à Atlantic City (Etats-Unis), le titre de champion du monde des poids moyens (WBC) en mettant K.-O. au 11^e round l'Américain Iron Barkley.

Au «Grand Echiquier»

Le ras-le-bol de Maïa Plissetskaïa

La perestroïka a gagné depuis longtemps les variétés soviétiques, mais elle déborde maintenant au-delà des frontières dans ce domaine-là aussi. Le «Grand Echiquier», que Jacques Chancel présente lundi 27 février, est exclusivement consacré à l'URSS : il a été tourné à-bas et devrait être diffusé en mars par la télévision soviétique — qui avait pris l'initiative de l'opération — dans sa propre version et sous le titre «Telescope Show». Tant mieux, car les spectateurs des deux pays y apprendront beaucoup.

Une des nouveautés est le retour à Moscou de Michael Rudy, pour la première fois depuis sa défection. Jacques Chancel avait déjà reçu une première fois, il y a douze ans, le jeune pianiste, il a insisté pour le faire participer à cette nouvelle émission, et le spectateur redécouvre Moscou avec lui. Un autre retour de marque aurait pu être celui de Rostropovitch : les Soviétiques le souhaitent, mais là, quelques conditions devaient être remplies au préalable. Un premier progrès a été la réadmission du célèbre violoncelliste à l'Union des compositeurs soviétiques en janvier. Le reste est affaire de temps, on devrait voir Rostropovitch à une prochaine émission de ce type, si l'expérience est poursuivie.

L'émission comporte de nombreux et intéressants dialogues avec des artistes soviétiques sur ce qu'ils pensent de la nouvelle politique de glasnost. Louri

Temirkanov, chef de l'Orchestre de Leningrad, n'hésite pas à dire tout le bien qu'il pense de Soljenitsyne — alors, pourtant, que l'Archipel du goulag est toujours interdit en URSS — et admet qu'il n'a retrouvé sa fierté de citoyen soviétique que depuis trois ans. «Maintenant que nous sommes devenus des gens normaux et civilisés.»

Maïa la palme de la contestation revient à Maïa Plissetskaïa, interrogée par Temirkanov de Madrid, où elle s'est quasiment exilée. La célèbre ballerine se plaint vivement de la direction du Bolchoï où sévit un «régime stalinien» et dont les directeurs, selon elle, «sont malheureux de ne pouvoir fuir les gens». Elle révéle avoir dénoncé cette situation en envoyant des lettres «aux plus hautes autorités». «Je crois qu'on ne peut pas aller plus haut», ajoute-t-elle, en désignant M. Gorbatchev. Mais elle n'a reçu aucune réponse, car «on ne transmet les messages ni par écrit ni par oral».

En attendant, l'étoile du Bolchoï prend son mal en patience dans son exil de Madrid, qu'elle considère comme un refuge, une bouffée d'air frais. «Espérons que ces confidences, surtout si elles sont diffusées sur Telescope Show, feront progresser la perestroïka dans son domaine aussi.»

MICHEL TATU.

★ Antenne 2, lundi 27 février, 20 h 35.

CEE

Les perspectives européennes de 1993

Premières propositions pour assurer la libre circulation des personnes au sein de la Communauté

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

M. Martin Bangemann, le nouveau vice-président allemand de la Commission européenne, qui doit mettre en place le marché intérieur de 1993, doit assurer, parmi ses tâches, la libre circulation des personnes à l'intérieur de la Communauté c'est-à-dire pour la partie la plus visible de cette mission, l'élimination des barrières physiques, la suppression des postes de contrôle aux frontières. C'est dans cette perspective que s'est tenue, mercredi 22 février, en sa présence, la première réunion du groupe de coordination chargé en décembre 1988, par le conseil européen de Rhodes, de coordonner et d'activer l'opération.

M. Bangemann aborde apparemment ce dossier avec un souci d'efficacité et sans beaucoup d'états d'âme. Deux observations simples mais essentielles bornent sa réflexion. La disparition des frontières physiques est considérée comme la mesure la plus importante pour le citoyen ; faut-il y parvenir, le concept du marché intérieur ne pourra être véritablement senti comme une réalité. L'élimination des contrôles aux frontières est parfaitement compatible avec le maintien des dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des citoyens.

Au reste, selon M. Bangemann, les aspects policiers touchant au trafic d'armes, de drogue, au terrorisme, au

grand banditisme «ne sont pas les plus difficiles à résoudre».

La Commission a proposé de ne pas attendre décembre 1992 pour parvenir à un accord d'ensemble, mais d'essayer, au cours des six mois à venir, c'est-à-dire avant la fin de la présidence française, de s'entendre sur trois questions :

1) définir ensemble la notion de droit d'asile ;

2) établir une liste commune des pays pour lesquels des visas seront demandés à l'entrée dans la CEE ;

3) se mettre d'accord sur les procédures à appliquer en matière d'extradition.

M. Bangemann insiste pour que cette réflexion, au moins dans un premier temps, soit strictement limitée aux mesures qui sont nécessaires pour abolir les contrôles. «Pour l'instant, selon lui, cela n'aurait pas de sens de surcharger la barrière en abordant des problèmes sur lesquels il sera extrêmement difficile de prendre des décisions. Une telle attitude conduirait inévitablement à ne rien faire. Ce qu'il faut aujourd'hui c'est définir des procédures et des méthodes communes.»

M. Bangemann est-il conscient que certains gouvernements, notamment celui du Royaume-Uni, sont hostiles à cette suppression des contrôles aux frontières ? Le vice-président de la Commission répond que les Douze ont signé l'Acte unique européen, qui prévoit explicitement ce changement.

PHILIPPE LEMAITRE.

L'œuvre ult

Canal Plus souhaite coproduire avec ses concurrentes

Le Canal Plus souhaite coproduire avec ses concurrentes. Cette annonce a été faite par le directeur général de Canal Plus, Jean-Luc Larrivière, lors d'une conférence de presse à Paris. Il a déclaré que Canal Plus était intéressé par des coproductions avec des chaînes de télévision concurrentes, afin d'élargir son offre de programmes et d'attirer plus de téléspectateurs. Larrivière a également mentionné que Canal Plus était en train de négocier avec plusieurs chaînes étrangères pour des coproductions de films et de séries télévisées. Cette stratégie vise à renforcer la position de Canal Plus sur le marché français de la télévision payante.

Le Canal Plus souhaite coproduire avec ses concurrentes. Cette annonce a été faite par le directeur général de Canal Plus, Jean-Luc Larrivière, lors d'une conférence de presse à Paris. Il a déclaré que Canal Plus était intéressé par des coproductions avec des chaînes de télévision concurrentes, afin d'élargir son offre de programmes et d'attirer plus de téléspectateurs. Larrivière a également mentionné que Canal Plus était en train de négocier avec plusieurs chaînes étrangères pour des coproductions de films et de séries télévisées. Cette stratégie vise à renforcer la position de Canal Plus sur le marché français de la télévision payante.

Le Canal Plus souhaite coproduire avec ses concurrentes. Cette annonce a été faite par le directeur général de Canal Plus, Jean-Luc Larrivière, lors d'une conférence de presse à Paris. Il a déclaré que Canal Plus était intéressé par des coproductions avec des chaînes de télévision concurrentes, afin d'élargir son offre de programmes et d'attirer plus de téléspectateurs. Larrivière a également mentionné que Canal Plus était en train de négocier avec plusieurs chaînes étrangères pour des coproductions de films et de séries télévisées. Cette stratégie vise à renforcer la position de Canal Plus sur le marché français de la télévision payante.

Urbanisme et art contemporain à Nîmes

Martial chez les Césars

Martial Rayssse aménage une place près de la Maison carrée : symbolisme, néo-classicisme et ironie sont de la partie. En prime : une belle exposition Oldenburg près des arènes.

Nîmes est une ville romaine. Martial Rayssse en est si fortement convaincu qu'étant chargé de rénover une petite place de la ville, il en a fait un jardin à l'antique. Comme la fontaine qu'il avait conçue pour la place du Marché il y a deux ans a eu l'honneur de plaire au Nîmois, la municipalité lui a confié la place d'Assas.

Était-ce un si beau cadeau ? Située au-dessus d'un parking souterrain, elle est longue et très étroite, bordée de maisons basses peu remarquables. Difficulté supplémentaire : le projet devait inclure deux monuments, l'un à la gloire du chevalier d'Assas - natif du Gard - l'autre à celle du Nîmois Ernest Denis, collaborateur de Lavisse et grand ami de la bohème.

De ces contraintes, Rayssse a déduit l'idée d'un projet tout en longueur, avec un cours d'eau pour axe et des sculptures pour scénarios. Le bon Ernest Denis a été masqué par un empilement de blocs cyclopéens couronné d'oliviers parmi lesquels lit un petit personnage de bronze. Les rampes du parking ont été revêtues de dalles creusées de signes et d'inscriptions. L'eau jaillit de la bouche d'une tête monumentale, effigie de Nemausus, qui donna son nom à la cité. Elle coule dans un canal rectiligne de plus de 20 mètres jusqu'à un bassin circulaire décoré de deux figures de bronze, le Jour et la Nuit, et de quatre colonnes de pierre qui soutiennent une étoile et un linteau. Un second canal finit au pied d'une pyramide à faces convexes qui porte une tête taillée de patricienne romaine, celle de Nemausus, épouse imaginaire de Nemausus.

L'Antiquité est partout, dans les matériaux, les poses des statues, les éléments d'architecture, les allégories, dans la mosaïque d'oiseaux et jusque dans les têtes de divinités qui



Place d'Assas à Nîmes, la fontaine de Martial Rayssse

apparaissent entre les pierres du tumulus. Il y a du Pompéi là-dedans, du Pompéi corrigé par Hubert Robert. Ces fausses ruines, ces fabriques, ont de la grandeur. Mais si l'on se laissait prendre à leur dignité, on oublierait que Rayssse est un néo-classique pervers.

Est-ce un hasard si son Nemausus ressemble étrangement aux portraits de Fernand Olivier par Picasso ? Une inadvertance si son portique mûle le calcaire et l'acier inoxydable ? Et pourquoi la Nuit, jeune fille peu vêtue, a-t-elle des sandales de

plage en plastique coulées dans le bronze ? Ces bizarreries empêchent que l'ensemble paraisse trop sérieux et même un rien compassé. Quand tulle et microcalcaire auront des feuilles, ce forum moderne fera une poétique promenade.

Sorbet fraise et coulis de crevettes

Martial Rayssse, avant d'en venir à l'art de références et de symboles pipés qu'il pratique désormais, fut, dans les années 60, le héros du pop art français. C'est donc sans doute par souci de cohérence que la gale-

rie des Arènes rend hommage à Claes Oldenburg, héros suédo-américain du pop américain ? Oldenburg, lui, n'a pas changé. Pop il fut, pop il reste. Ses monuments ont des formes de balle de base-ball, de tranche de pain grillé ou de bananes-splis.

Tout cela est drôle mais point inoubliable, d'autant que les esquisses ne sont pas servies par un sensible talent de dessinateur. On peut leur préférer des œuvres plus anciennes, exécutées sous l'influence de Pollock, de Dubuffet et de Johns. Peu figuratives, fondées souvent sur de jeux de mots et de lettres, elles témoignent d'une énergie satirique qui s'est parfois perdue dans de plus récents et plus ambitieux travaux. Du simple point de vue de l'histoire de l'art américain contemporain, une telle exposition est donc fort instructive.

On aimerait finir sur ces floges. Mais le Musée des beaux-arts, s'il accueille au rez-de-chaussée les dessins du Musée Matisse de Nice que l'on a pu voir à Nantes cet hiver (1), accueille à l'étage une première présentation de son fonds d'art ancien. Or le bâtiment, qui était sale et obscur, a bénéficié il y a peu de temps d'une restauration de J.-M. Wilmette, exemplaire de finesse et de discrétion. On se demande donc par quelle aberration les salles blanches de Wilmette ont été répliquées avant que les œuvres ne soient accrochées. Et répliquées comment ? Dans deux nuances de rose, sorbet fraise et coulis de crevettes. Bassano, Bourdon et Subleyras ont ainsi le choix de la sauce dans laquelle ils sont noyés.

Evidemment, pas un peintre ne sort indemne d'un tel traitement, et surtout pas Delacroix, dont la toile a été placée de telle manière qu'il n'y a pas assez de recul pour l'observer. Mépris de l'architecture, mépris des œuvres : c'est un peu trop de légèreté pour que l'on n'en dise rien.

PHILIPPE DAGEN.

* Claes Oldenburg, galerie des Arènes, jusqu'au 9 avril. Henri Matisse, Musée des beaux-arts, rue Châ-Foule, jusqu'au 27 mars.

(1) Voir l'article de Geneviève Brocrist dans le Monde du 4 janvier.

VARIÉTÉS

«CATS», au Théâtre de Paris

Le miracle des chats

On peut réunir en France une distribution de danseurs capables de chanter, de chanteurs capables de bouger. On peut monter une comédie musicale à Paris.

Les Français aiment la comédie musicale, ils en rêvent et, sur ce sujet, le consensus entre spectateurs et gens de scène est total. Seulement, chaque fois que quelqu'un se risque à sauter le pas, les mêmes haussent les épaules. Les Français, dit-on, savent faire de très belles choses, mais la comédie musicale non, ça n'est pas leur affaire. Il est vrai que les réussites sont rares et que, comme pour tout ce qui est musical, le coût d'une production est tel qu'un demi-succès équivaut à un échec.

Or, actuellement, le *Starmania* de Michel Berger prolonge au Marigny son succès du Théâtre de Paris, où il est remplacé par *Cats* de Lloyd Webber, créé il y a huit ans à Londres et qui, depuis, n'a cessé de triompher à New-York, Tokyo, Vienne, etc. *Cats* est une vraie comédie musicale. Sur de courtes histoires de chats sans lien entre elles, de T.S. Eliot - très bien adaptées en français par Jacques Marchais - c'est un spectacle entièrement chanté par des gens qui dansent, avec des tableaux d'ensemble, des enchaînements de cinéma, des numéros en solo, des chansons de Top 50 et des récitatifs. La musique de Lloyd Webber exige des vraies voix éduquées plus naturellement, le sens du rythme et un souffle à toute épreuve.

Parisien autant que New-Yorkais, le producteur Mel Howard a fait le pari de monter *Cats* à Paris et à l'américaine (le Monde du 11 février), c'est-à-dire avec le luxe et le professionnalisme - et les moyens - qui font la légende de Broadway. Il y a mis le prix, le temps, le passé, y a mis les talents d'auditeurs et a réussi ce qui jusqu'à présent semblait utopique : réunir des danseurs qui savent chanter sans avoir besoin de playback, des chanteurs capables de

bouger, les uns et les autres pouvant tenir un ou plusieurs rôles - les nommer tous est impossible ! - et former un ensemble parfaitement cohérent. C'est miraculeux. Le Théâtre de Paris est complètement transformé, le décor - dû à Paul Gallis - de décoration publique pour féerie foraine, avec carcasses de voitures et nuit étoilée de lampes, se prolonge dans la salle, grimpant aux balcons. Les costumes et les maquillages de John Napier témoignent d'une somptueuse imagination... A vrai dire, on est loin du spectacle de la création, mis en scène par Trevor Nunn à Londres en 1981, qui était fait avec peu de choses, mais entraînait dans le rude univers des chats de gouttière, voyous arrogants, seigneurs lubriques et capricieux.

Ici on a plutôt à faire à ces chats sans puce que l'on voit à la télévision trotter sur des parquets bien cirés pour manger leurs croquettes favorites, avant de consentir à ronronner sur les genoux de la dame qui les nourrit. Ici, c'est l'univers strass et paillettes de la comédie musicale. C'est un choix et il est assumé avec autant d'élégance que d'humour. Les éclairages de David Hersey sont raffinés, les enchaînements se font à la perfection, il y a de la machine à vapeur et des fumigènes, des effets de magie, la chorégraphie reste comme à Londres et à New-York celle de Gillian Lynne. Il y a des danseurs virtuoses, des acrobates, des scènes étonnantes, d'autres de fantaisie, des batailles dansées, des nostalgies chantées, des gags, des sketches burlesques - en particulier celui du vieux chat tragédien et matamore... Il y a une jeunesse et un punch éblouissants.

A un moment où la mode est de s'attendrir sur les chats presque autant que sur les bébés, ce spectacle correspond à une attente du public. Le soir de la générale il applaudissait debout et ne se lassait pas de clamer son enthousiasme. On avait passé une belle soirée de charme.

COLETTE GODARD.

* Théâtre de Paris, 20 à 30. Tél. 42-80-09-30.

MUSIQUES

«Les Troyens», de Berlioz, à Nice

L'œuvre ultime

Nice est, après Lyon, la seule ville de France à oser présenter l'ultime chef-d'œuvre de Berlioz, les Troyens, dans son intégralité.

Quand Berlioz s'arrêta à Nice, en 1831, la ville était encore italienne. Il avait juré de revenir à Paris pour sa fiancée qui avait profité de l'exil de deux ans imposé au lauréat du Prix de Rome pour accorder sa main à un autre... Il se serait fait justice après, cela va sans dire. Au moment de passer la frontière, il découvrit que la vie a encore du bon : l'inspiration lui vint d'une ouverture d'après le *Roi Lear* et une Noëlle lui fit connaître sur les galets du rivage des plaisirs que la vengeance ignore.

Treize ans plus tard, Berlioz revient à Nice en convalescence. Il trouve son ancienne chambre de l'Hôtel des Pouchettes occupée par des Anglais et s'en va rêver à une nouvelle ouverture, *A la Tour de*

Nice, qu'il baptisera finalement le *Coraire*. Enfin, en 1868, usé par la maladie, c'est encore à Nice qu'il vaudrait chercher la douceur du soleil d'hiver et retrouver ses souvenirs, désespérément.

En 1891, vingt-deux ans après la mort de Berlioz, Raoul Gunsbourg, alors directeur de l'Opéra de Nice, s'avisa de représenter les deux premiers actes des *Troyens* - ceux qui forment la *Prise de Troie* et ceux qui n'avaient été exécutés à Paris qu'en concert, en 1879 - suivis de quelques extraits empruntés aux actes suivants (comme aussi sous le titre *Les Troyens à Carthage*). Il ne semble pas que le résultat ait été à la hauteur de l'intention, surtout en comparaison de ce que le théâtre de Karlsruhe avait présenté l'année précédente : une exécution intégrale des *Troyens* en deux soirées consécutives.

On sait qu'il a fallu attendre le Festival Berlioz en 1980 de Lyon pour qu'un semblable événement se produise en France, puis celui de 1987 pour que les *Troyens* soient donnés comme il devrait toujours l'être : en une seule soirée. L'Opéra de Marseille, qui avait monté les deux volets de l'ouvrage à quelques années d'intervalle, s'apprête à leur rendre leur suite (les 28, 31 mai, 3 et 6 juin), mais, entre-temps, l'Opéra de Nice, reprenant le principe contestable des deux soirées successives, se trouve être la seconde ville française, après Lyon, à avoir osé ouvrir son théâtre à l'ultime chef-d'œuvre de Berlioz.

Maîtrise et sensibilité

La production, venue de Cardiff où elle avait obtenu un franc succès en 1987, a été étonnamment discutée les premiers soirs. Les décors peu flatteurs (voire un peu comiques pour la chasse royale), les costumes et les accessoires mêlant le vingtième siècle et l'Antiquité, n'aident pas précisément la première approche d'un ouvrage complexe et méconnu. La direction d'acteurs, en revanche,

réglée par Tim Aldery, d'une grande mobilité, sans vaine agitation suit bien le rythme dramatique et musical.

La partition des *Troyens* a les dimensions de celles de *Parisul* ou du *Crépuscule des dieux*, mais les détails sont tellement plus nombreux et saillants qu'elle pose des problèmes d'interprétation sans comparaison possible, d'autant qu'il n'existe aucune tradition, que le chef et les chanteurs n'ont que le temps d'apprendre, à peine celui de retenir. Or, dans cet opéra où il n'y a pas seulement de belles choses, comme disent à l'extrême quelques amateurs distraits, mais aussi beaucoup de choses d'une rare difficulté, l'entraînement et l'expérience sont des atouts irremplaçables.

Michael Schonwandt, qui dirigeait les *Troyens* pour la première fois, a fait preuve d'un bon à l'autre de maîtrise et de sensibilité, même s'il a laissé passer maintes occasions de faire s'épanouir la musique. L'orchestre philharmonique a largement renouvelé les promesses qu'on avait saluées dans le *Ring* l'an dernier, d'autant qu'il, les musiciens travaillent sans filer car tout s'entend. Les chœurs manquent parfois encore un peu de rigueur, mais pas de vaillance et les représentations ultérieures gagneront en précision.

Les chanteurs, eux aussi, prendront de l'assurance, car la distribution assez moyenne avec quelques rôles secondaires très faibles et un Enée discuté (Paul Frey) ne laisse pas une impression définitive malgré les qualités réelles de Carol Vahr (Didon), Jeffrey Wells (Narbal), Birgitta Svenden (Anna), Gérard Garino (Yopas) et Mimi Lerner (Cassandra). Ces représentations n'en resteront pas moins l'un des événements de la saison et un jalon dans l'entrée définitive des *Troyens* dans le répertoire lyrique après un siècle d'incompréhension et d'absurdité préjugés.

GERARD CONDÉ.

* Opéra de Nice, prochaines représentations : 25 et 26 février, 14 h 30, les 1^{er} et 2, puis les 4 et 5 mars à 19 h 30.

«La Somnambule», avec June Anderson

La traversée des apparences

Passé aux rayons du docteur Freud, Bellini s'en sort bien.

Le public parisien est décidément incorrigible : jeudi, il s'est, à juste titre, «jeté aux pieds» de June Anderson, éblouissante interprète de la *Somnambule*, au Théâtre des Champs-Élysées, mais il a, comme de coutume, copieusement sifflé l'œuvre en scène et décorateur, coupables d'avoir réinterprété la douce histoire romantique du chef-d'œuvre de Bellini à la lumière de la psychanalyse !

Pendant la brève introduction orchestrale (commençant à la fin de l'ouvrage), la pauvre Amina regarde mélancoliquement par la fenêtre, tandis que son mari lit le journal dans son fauteuil. Evidemment elle n'est pas heureuse, et la voix qui franchit les apparences en robe blanche à la recherche de son passé.

C'est donc à travers ses souvenirs qu'est saisie l'histoire, que les personnages prennent leur caractère. Les soupçons, la brutalité, l'intelligence du fiancé expliquent assez que le mariage sera médiocre. Quant aux scènes de somnambulisme, elles ne sont plus simplement des événements extraordinaires, d'un romantisme bien séduisant, qui permettent au livret de tenir debout, mais l'image des rêves et des désirs d'une jeune fiancée qui devient femme.

Le metteur en scène allemand Helmut Poliza a su préserver la nature et la poésie de l'œuvre, sans nullement en dévoyer le sens, sans insister outre-mesure, tout en donnant un spectacle subtil et savoureux qui nourrit la durée musicale. En particulier, les chœurs qui jouent un rôle très important dans la *Somnambule*, en costumes et gants gris, haut de forme ou chapeaux mous (de vrais clients du docteur Freud), ont une extraordinaire partition de gestes synchronisés, d'une invention merveilleuse tout au long, qui contribue beaucoup à l'atmosphère onirique, expressionniste ou surréaliste déployée autour d'Amina.

Les décors de Kathrin Klegler-Fritsch revêtent, comme il se doit, l'apparence d'une sorte de chambre noire à soufflets d'appareil photographique (symbole très psychanalytique) au bout de laquelle on aperçoit

les glaciers de Grindelwald (l'action est censée se passer en Suisse), un cheval blanc, un croissant de lune, ou, encore, l'ouverture d'un diaphragme, et la seconde scène de somnambulisme est une danse périlleuse entre des têtes coupées, au sol, émergeant d'une nappe de brouillard !

Cette conception du rôle d'Amina convient certainement mieux à June Anderson que celle d'une pâle héroïne romantique, promise aux évanouissements et bientôt à la phobie, sans doute... Cette robe blanche à la voix irradiée de soleil, qui s'élève de plus en plus haut, comment n'étoufferait-elle pas dans ce milieu de paysans braves, mais bornés ? Elle passe comme une fée venue d'ailleurs à travers ces gens tout gris, et elle est la poésie, le rêve, la tendresse, la passion, le désir, tout ce qui colore sa voix et la musique de Bellini, si parfaite en son ingénuité.

Au premier rang de ses partenaires, le chef d'orchestre Cyril Diederich, qui l'accompagne avec une souplesse et une précision irréprochables et offre à sa voix, comme un miroir magique, l'Orchestre de Montpellier, limpide, léger, vif, ultrasensible ; il faut réunir dans le même élan le chœur de l'Opéra de

Montpellier, parfaitement à la hauteur du rôle primordial qui lui est dévolu.

L'ensemble de la distribution contribue à la qualité du spectacle : Raul Ginecra (Elvino) est un fiancé fruste, comme le veut le rôle, à la voix frémissante et généreuse, malgré un timbre assez monotone ; Donna Brown (Lisa), rivale d'Amina, tire son épingle du jeu face à l'éblouissante Anderson, grâce à une expression fine et poétique, et elle vocalise très joliment ; Laura Zannini (Teresa) et Dimitri Petkov (le comte Rodolfo) sont plus contestables, tandis que John-Paul Bogart donne un vrai caractère au rôle secondaire d'Alessio.

Il est agréable de constater, après les tristes expériences de l'*Élixir d'amour* et des *Pariahs*, que, pour un spectacle monté autour d'une grande vedette, on peut aussi faire de l'excellent théâtre, n'en déplaise aux siffleurs des Champs-Élysées.

JACQUES LONCHAMPT.

* Prochaines représentations les 26 février et 5 mars (à 17 heures), 28 février et 3 mars (à 19 h 30). Coproduction avec l'Opéra national du Pays de Galles, l'Opéra de Nancy et le Théâtre municipal de Lausanne.

CINÉMA

«Coupe franche», de Jean-Pierre Sauré

L'étranger dans la scierie

Lui, c'est François. Il est jeune, il vient on ne sait d'où. Il arrive, un soir, dans une scierie des Pyrénées ariégeoises. Il retrouve un ami, une sorte de père, Gyuri. Celui-ci le fait embaucher par Favier, le gendre du vieux patron qui, maintenant, commande. La scierie ne marche pas fort. Favier semble avoir des problèmes avec son frère, Yvon, et sa femme, Marie. François observe, ne dit pas grand-chose, et s'écoute Marie, qui veut quitter le pays, vivre autrement.

C'est un premier film. Sympathique par sa volonté de sortir des frontières du grand Paris, pour explorer un coin de la France profonde, analyser des passions, des frustrations, un conflit familial, par rapport à une nature un peu sauvage. Sombre forêt, travail des bûcherons, le réalisateur

tire un bon parti du décor naturel mais, sauf Wojtek Pezomnik et Laszlo Szabo qui en ont vu d'autres et savent tout faire, les acteurs ne sont pas particulièrement doués pour l'habillage des arbres en haute montagne.

Pierre-Loup Rajot, l'étranger qui vient troubler les eaux dormantes où se complaisent les frères Favier, la mine sombre et résolu, mais l'histoire n'avance que par à-coups, avec des dérapages. Jean-Pierre Sauré peut mieux faire, on le sent. Il a préparé une pâte qui n'a pas suffisamment levé. Julie Jézéquel est très bien dans ses rôles, ses hésitations, son aspect terrien. Cela fait plaisir car le cinéma français ne la gâte pas tellement.

JACQUES SICLIER.

théâtre

PIANO
★ ★ ★ ★
Récital
**ANNIE
FISCHER**
BEETHOVEN - SCHUMANN
Mardi 7 mars, 20 h 30
SALLE PLEYEL
LOCATION 45 63 88 73

cinéma

35-43): UGC Normandie, 8* (45-63)
16-16): Pathé Française, 9* (47-60)
33-88): Les Nation, 12* (43-43-04-57)
UGC Lyon Bastille, 12* (43-43-01-69)
UGC Gobelins, 13* (43-36-23-44): Gan-
mont Alésia, 13* (43-27-84-50): Pathé
Montparnasse, 14* (43-20-12-06): Gan-
mont Convention, 15* (48-28-42-27):
UGC Maitlot, 17* (47-48-06-06): Pathé
Wepler, 18* (45-22-46-01):

CONSTANT VOICES (Brit. v.a.): Ciné-
chans, 6* (46-33-10-52).

DOMANI, DOMANI (It. v.a.): Ciné
Beaubourg, 3* (42-71-52-36): Les Trois
Lumières, 6* (46-33-97-77): UGC

1. Nombre d'entre eux sont de vraies linéas. Travaille à terre loin d'ici. 2. Fait prendre les armes. 3. Fait de nouveaux portes. 4. Est appelé à voir partir des gens. Donne des boutons. - 4. Est employé pour faire le « grisché »¹. Autour d'ici. 5. Marée à elle, d'aucuns ont fait de boutons « d'ortie ». Conjonction. Susceptibles d'être bien vu sans pour autant se faire remarquer. - 6. Cité auparavant. Fait appel. Centre de recherches. - 7. Permet de ne pas s'attarder. Hérodote de Zola. Lieu de combat. - 8. On s'y met très régulièrement. Résumés d'une

MADAME JOUSATZKA. Film americano de John Schlesinger. 78 r. Gamboa. 12. *Hallés*, 10 (40-26-12-12); *Vendôme* Opéra, 2 (47-42-97-52); *Pathe* Hantefenille, 6 (46-31-71-15-38); *Pathe* Montparnasse, 6 (45-62-46-26); *Pathe* St. Louis, 6 (45-62-46-26); *La Nouvelle* Montville, 9 (47-70-72-86); *La Parantille*, 11 (45-34-47-76); *Trio* Bastille, 10 (45-62-46-26).

MORTIE-MORTIE. Film français de Paul Bojanczyk. Forum Arco-en-Ciel, 12 (47-53-74); *Pathe* Marguerite-Consentrice, 6 (46-31-71-15-38); *Opéra*, 2 (45-74-95-42); *UGC* Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); *Paravento* Rio, 12 (43-31-64-74); *Pathe* Clécly, 12 (43-31-64-74); *Trio* Saint-Louis, 12 (46-31-71-15-38); *La Gambrine*, 20 (46-36-10-96).

MORT PUIN COMMES VOYAGEUR. Film américain de Volker Schlöndorff. 78 r. Gamboa. 12. *Arg.* 3 (47-21-52-36); *UGC* Odéon, 9 (42-25-10-30); *UGC* Biarritz, 9 (45-62-46-26); *Max Linder* Parantille, 12 (45-62-46-26); *Pathe* Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); *v.f.*: *UGC* Opéra, 9 (45-74-95-40).

SCOFF. Film américain de Ted Kotcheff. 78 r. Gamboa. 12. *Arg.* 1 (45-08-27-27); *Pathe* Hantefenille, 6 (46-31-71-15-38); *Pathe* Marguerite-Consentrice, 6 (45-59-92-82); *v.f.*: *Saint-Louis* Proximité, 12 (46-31-71-15-38); *Paravento* Opéra, 2 (45-62-46-26); *Paravento*, 12 (43-31-64-74); *Pathe* Montparnasse, 14 (45-62-46-26); *Trio* Saint-Charles, 15 (45-79-33-00).

TARATARA. Film franco-espagnol de Raymond Depardon. 78 r. Gamboa. 12. *Arg.* 1 (45-08-27-27); *Studio* 43, 9 (47-70-72-86).

9. Endroit où l'on met souvent la main au couteau. Vivent sur la pierre. — 10. Faire grossir un canal. Qui s'est donc fait voir. — 11. Déplacer des foules. Ne saurait satisfaire celui qui voit grand. Passe avant les autres. Repousse les ténèbres. — 12. Amis(e)s des passions. Compagnon de Mandarin. — 13. Favorisa de sages pensées. Quelqu'un qui peut se mettre au courant. — 14. Retirer les pieds. Va aux champs. — 15. Préposition. A pris fin il y a très longtemps. Pas oublié.

Horizontalement

I. Médiateur. — II. Acariens. —
III. Nazario. — IV. AL GEL. —
V. Ghu. G. L. Ça. — VI. Elle. Noir. —
VII. Reconus. — VIII. Scis. Lin. —
IX. Réitére. — X. Eva. Ma. —
XI. Massépain.

Verticalement

1. Manager. Hém. 1. 2. Ecaillés.
Va. — 3. Dan. Uclères. — 4. Iris.
Eola. — 5. Ais. Usine. — 6. Témoin.
— 7. Eole. Oultama. — 8. Us. Ici.
Irai. — 9. Clarine.

GUY RICHY

Régions

UNE ÉTUDE SUR LE TOURISME EN ÎLE-DE-FRANCE

Des parcs de loisirs sans illusions

Le comité régional de tourisme d'Ile-de-France, dans le rapport qui a permis au conseil régional d'élaborer un schéma régional de développement du tourisme et des loisirs, consacre un long chapitre aux parcs de loisirs à thème. Ceux-ci ont, ces dernières années, fait l'objet d'un véritable engouement mais ont entraîné chez leurs promoteurs une certaine désillusion.

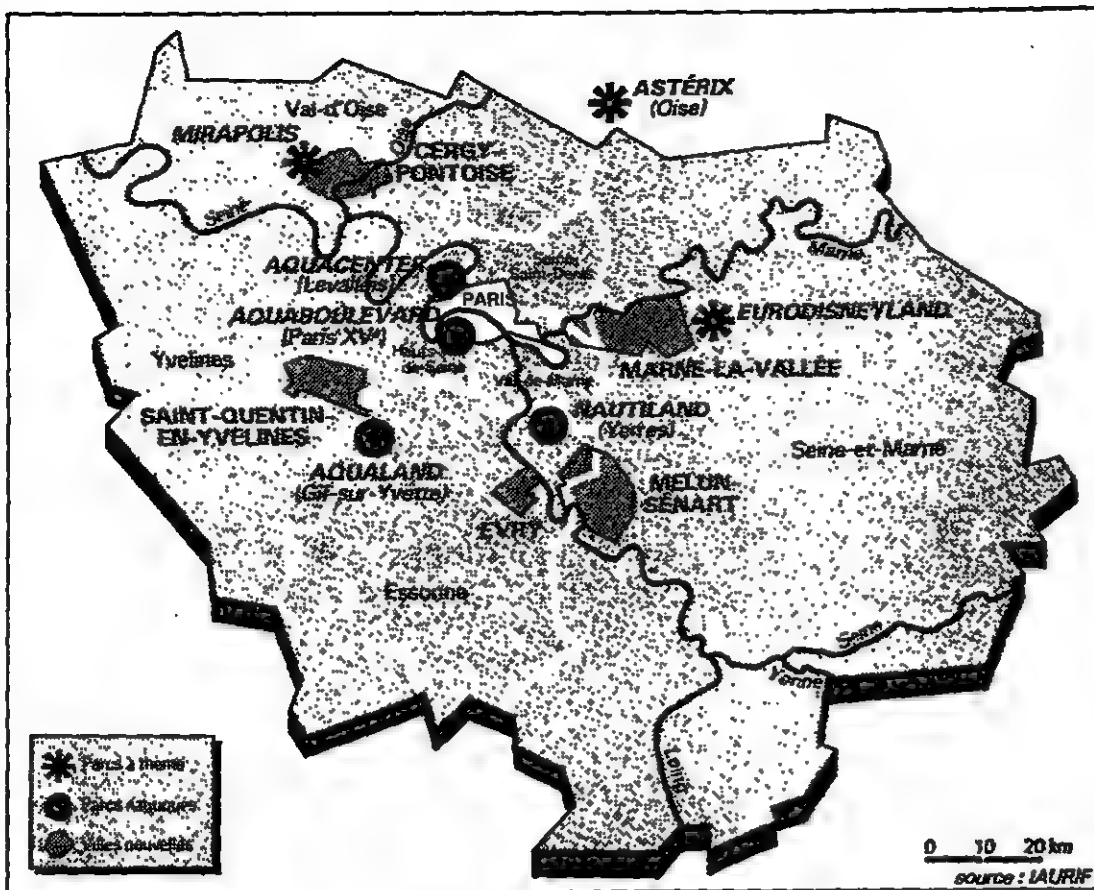
Le plus important de ces parcs, celui dont l'avenir paraît le plus assuré, mais dont les retombées doivent être soigneusement précisées et, si possible, contrôlées, est évidemment celui d'Eurodisneyland, qui doit ouvrir en 1992 à Marne-la-Vallée.

La déception des exploitants des parcs de loisirs français s'explique de deux façons. La fréquentation a été inférieure à ce qui était prévu : ils attendaient 4 200 000 visiteurs en 1987, ils n'en ont accueilli que 1 500 000, soit 37 % de leurs objectifs.

Compte tenu de l'importance des investissements qu'ils ont engagés, la rentabilité de leurs entreprises reste aléatoire. Plus de 1,3 milliard de francs correspondant aux trois premières réalisations françaises (Mirapolis, Zygoz sur la Côte d'Azur et Futuroscope près de Poitiers), a été investi dans les parcs à thème au cours des trois dernières années, auquel il faut ajouter les 188 millions de francs réinvestis en 1988 à Mirapolis.

Français et Américains

L'importance de ces investissements a entraîné, explique le rapport, des montages financiers complexes faisant appel à des opérateurs multiples et variés : établissements financiers, banques, entreprises du bâtiment et des travaux publics, assurances, opéra-



teurs touristiques, etc. Mais en dehors des Schtroumpfs en Lorraine, où les fonds propres atteignent 54 %, dans la plupart des parcs ils dépassent rarement 40 % du montant de l'investissement.

Cette insuffisance de fonds propres risque de faire supporter aux gestionnaires un endettement très lourd et de retarder la rentabilisation des capitaux investis. « Dans le meilleur des cas, le retour sur investissement ne devrait intervenir qu'au bout d'une dizaine d'années seulement. »

Comment s'expliquent ces erreurs d'appréciation ?

Faute d'expérience et de recul, les études de marché ont été dans une très large part transposées directement des expériences américaines. Or les comportements des Français, face à ces produits nouveaux, sont très différents. Les taux de fréquentation annoncés à partir des zones de chalandise se sont révélés très largement surestimés. Dans le cas de Mirapolis, le taux de fréquentation est estimé à 15 % pour les clientèles situées à moins d'une heure et 3 % pour les autres. Pour la région parisienne, le potentiel de clientèles pour

l'ensemble des parcs est estimé à 2,4 millions de personnes.

Pour les parcs aquatiques (Gif-sur-Yvette, Yerres et bientôt Aquaboulevard, à Paris), le recul manque pour dresser un premier bilan. Par analogie avec d'autres équipements du même genre, on peut présumer cependant une certaine difficulté à fidéliser la clientèle ; une fois le succès de curiosité passé, les fréquentations se stabilisent. Il convient donc de se lancer avec prudence dans ce genre d'investissement, conclut le comité régional de tourisme.

Un sort spécial doit, bien entendu, être réservé au projet d'Eurodisneyland. Projet important d'abord par son ampleur : à terme, c'est-à-dire en 2017, deux parcs à thème, 18 000 chambres d'hôtel, deux golfs, etc., sur 1 995 hectares répartis sur cinq communes : dès 1992, le Magic Kingdom sur 57 hectares, avec, en périphérie, 5 000 chambres d'hôtel, 20 000 mètres carrés de commerces, 30 000 mètres carrés de bureaux, un golf de 18 trous, etc. Important ensuite par les investissements prévus : avant 1992, 15 milliards de francs seront engagés par le seul secteur privé (1). Important enfin par le nombre des visiteurs attendus : une dizaine de millions par an dès l'ouverture.

Mickey en Seine-et-Marne

Le rapport du conseil régional s'interroge longuement sur l'importance et la nature des retombées que l'on peut espérer d'un tel investissement.

Ces retombées ont été étudiées par plusieurs cabinets et prévoient : 4 000 emplois par an (dont 57 % en région Île-de-France) en période d'investissement (chauffier) ; 30 000 emplois permanents en fonctionnement ; une incidence sur l'activité de l'ordre de 0,25 à 0,30 % du produit intérieur brut ; des rentrées fiscales supplémentaires : TVA, impôts sur les bénéfices, impôts fonciers et taxes professionnelles (2).

À l'occasion de la première phase d'exploitation, Disney envisage pour lui d'employer 12 000 personnes dont 6 000 dans le Magic Kingdom et 5 200 dans les hôtels et les secteurs récréatifs et de services.

Cette présence d'Eurodisneyland va donc modifier profondément l'équilibre touristique de

l'est de l'Ile-de-France. Pourtant, estiment les rapporteurs, « si les retombées et les flux de clientèles apparaissent importants, il convient d'être vigilants et d'assurer leur rationalisation dans l'espace et dans le temps ».

Plusieurs questions restent en effet posées :

1) Beaucoup de ces retombées attendues n'échapperont-elles pas à la région, compte tenu, notamment, de l'organisation commerciale très intégrée d'Eurodisneyland ?

2) La clientèle sera-t-elle aussi nombreuse que prévu ?

3) La floraison de projets hôteliers à la périphérie du parc ne risque-t-elle pas en particulier de conduire à des déséquilibres chez les exploitants des hébergements de proximité ?

« Les flux touristiques engendrés par les visiteurs du parc n'ont pas de manière naturelle et durable irriguer l'ensemble des établissements et des équipements touristiques de la zone. Son nombre de ces visiteurs risque d'être des « clients captifs » prisonniers d'un « tour », estiment les auteurs du rapport qui proposent « une étude plus fine » des retombées attendues et l'installation sur le site d'une Maison du tourisme « bien identifiée et s'inscrivant dans les circuits de communication modernes, destinée à informer et orienter les futurs visiteurs du parc ».

FRANÇOIS RIBEYRE

(1) Le montage de l'ensemble de l'opération est particulièrement complexe puisqu'il met en œuvre de nombreux partenaires : État (pas moins de treize ministères), région Île-de-France, département de Seine-et-Marne, RATP et EPA du secteur IV de Marne-la-Vallée, Walt Disney et une société pivot en cours de formation dont le capital est détenu par des actionnaires privés et Disney (16,67 %).

(2) La TVA a été ramené à 7 % pour Eurodisneyland, mesure fiscale censée aux autres parcs et aux forains.

STATUT PRIVÉ OU STATUT PUBLIC ?

Comment gérer la culture ?

La culture coûte cher... (1). Nombre de grandes villes ont donc entrepris d'améliorer la gestion de leurs équipements culturels, avec trois objectifs : diminuer ou stabiliser les budgets, planifier les ressources venant de la collectivité, augmenter les recettes propres. Le modèle proposé est celui de l'entreprise privée : rechercher l'équilibre, et même le profit.

La privatisation est, il est vrai, extrêmement tentante. Elle permet d'échapper aux nombreuses contraintes du service public : personnel communal, comptabilité publique, annulation du budget, désresponsabilisation des directeurs.

Pour tourner ces difficultés, on assiste à une floraison d'associations parallèles. Jean Guibal, qui dirige le Musée dauphinois à Grenoble, explique qu'une association des Amis du musée a réalisé en six mois 120 000 francs de chiffre d'affaires en vendant des souvenirs à l'accueil. Le Musée de Colmar est géré par une association qui reçoit une subvention de 3,5 millions de la ville sur un budget de 8,5 millions. Le reste provient des entrées (350 000 visiteurs par an), des dons de mécènes et... de la vente des cartes postales (1,5 million).

Problème : la cour régionale des comptes s'intéresse de près à ces activités extrêmement lucratives. Car le statut associatif comporte des inconvénients. La fiscalité, en particulier au sujet de la TVA, souhaiterait plus de transparence. Une modification de l'article 6 du code de commerce, intervenue le 8 janvier 1988, crée la SARL d'entrepreneur de spectacles et devrait contraindre toutes les associations culturelles qui reçoivent plus de 400 000 francs de subvention à se convertir en sociétés de droit privé. Ce qui concerne la plupart des centres d'action culturelle et des maisons de la culture.

Mais le statut purement privé présente un autre inconvénient : l'abandon par les élus de tout contrôle sur le fonctionnement, la programmation, les objectifs, bref, sur la politique culturelle.

Hors du privé, point de salut ? Le statut public offre en réalité de multiples formules que les collectivités ne songent pas toujours à exploiter.

Ainsi, un établissement public peut être « administratif », mais il peut aussi être « industriel et commercial ». Or n'importe quelle activité culturelle peut être considérée comme « industrielle et commerciale », ce qui lui permet de recevoir le mode de gestion, plus souple, de la régie, qui autorise l'autonomie financière (budget et recrutement propres), et même la personnalité civile. Mais, dans ce dernier cas, seule la tutelle, c'est-à-dire le préfet, peut nommer le directeur. Ainsi, à Briançon, explique Jean-Pierre Rouze, directeur du service des affaires culturelles de la ville, « la programmation annuelle des spectacles a été confiée par la municipalité à une « régie autonome » disposant de la personnalité juridique, d'un comptable assurant et d'un directeur ». Mais ce dernier est aussi le patron de l'office culturel de la commune.

Même les règles des services municipaux « classiques » autorisent la souplesse de gestion. « Les statuts privés servent surtout à masquer l'incompétence », affirme Pierre Métais, secrétaire général de la ville d'Annecy. Les instruments existent : la comptabilité analytique, par exemple, ou encore la séparation des dépenses obligatoires (fonctionnement, salaires), reconduites automatiquement chaque année, des dépenses d'animation, attribuées en fonction du projet présenté par le directeur de l'équipement. Deux méthodes pratiquées à Annecy. Ou encore, pour contourner l'obstacle de l'annuité, la solution du provisionnement.

Une journée de théâtre à Angers

La ville d'Angers a mis en place un contrôle de gestion sur tous les équipements culturels. La comptabilité analytique permet l'établissement de tableaux de bord comprenant les relevés des activités du personnel (en nombre d'heures), le nombre d'entrées, et l'utilisation des locaux (dans le temps). Un système de facturation interne entre les différents services municipaux a été instauré, afin d'établir « la vérité des prix ». « Nous avons pu ainsi calculer que le coût réel de fonctionnement du théâtre municipal pendant une

journée était de 38 000 F. L'autofinancement, sur une même journée, atteint 13 300 F, le reste étant à la charge du budget municipal », explique Michel Hancouët, chargé de l'opération à la municipalité. Nous avons aussi découvert qu'un élève de l'École des beaux-arts coûtait aussi cher qu'un enfant en crèche ; mais le premier paie 400 F d'inscription, et les parents du second 10 000 F...

La leçon n'est pas inattendue : la culture, ça coûte cher. Mais de telles méthodes permettent de trouver des solutions. « Le théâtre s'est révélé sous-utilisé : cent soixante et un jours par an. Il a donc été ouvert aux troupes indépendantes, pour leurs répétitions, et à des tournées d'un genre différent des spectacles habituels, afin d'attirer d'autres spectateurs. De même, la programmation a été coordonnée pour éviter les concurrences entre équipements. »

À Lyon, une solution plutôt subtile a été trouvée pour la gestion du tout nouveau musée d'art contemporain, dit Musée Saint-Pierre, comme l'explique Gérard Bosquet, directeur des services culturels de la ville. « Dans le budget, on inscrit des recettes égales à zéro et un déficit limité. Ainsi, toute subvention ou don de mécène ou revenu supplémentaire en cours d'année vient accroître la trésorerie, sans retourner au budget général. » En 1988, le budget est de 3 millions, alors que les dépenses réelles sont estimées à 5 millions...

Le débat entre gestion publique et gestion privée peut donc être largement dépassé. Le problème est plutôt, comme le dit Guy Saez, chercheur au CNRS et professeur à l'IEP de Grenoble, de « trouver le mode de gestion le mieux adapté à la réalité de la gestion des équipements culturels municipaux ».

ANTOINETTE REVERCHON (Zalig)

(1) Le budget culturel des collectivités locales a triplé entre 1978 et 1984. La part des villes représente la moitié des dépenses publiques en faveur de la culture, soit 15 milliards de francs en 1984.

(2) Seule exception à cette règle : les SEM dont l'objet est la diffusion hertzienne ou par câble d'émissions télévisées, où les collectivités doivent rester minoritaires.

FRANCHE-COMTÉ

Eau filtrée

Les trois cent vingt habitants de la petite commune d'Amoncourt, en Haute-Saône, consomment depuis peu une eau traitée selon la technique de l'ultrafiltration par membrane, une innovation qui devrait se développer dans les prochaines années. La Lyonnaise des eaux, qui gère le réseau du village, expérimente également ce procédé dans deux usines pilotes en Californie. Mais ces dernières fonctionnent pour le moment « à vide ».

L'ultrafiltration par membrane, explique un responsable de la Lyonnaise des eaux, supprime la désinfection et le traitement par produits chimiques. Après « dégrillage », l'eau arrive « à très grande vitesse dans des tubes en matière synthétique ». La membrane, percée de milliers de trous de 0,01 micron de diamètre, retient les diverses particules, les virus et presque toutes les bactéries. Mais l'eau subit toujours une phase de chloruration pour tuer les dernières bactéries avant d'être envoyée chez les particuliers.

Avec le système classique, l'eau, « même parfaitement potable, est parfois trouble, notamment dans les zones rurales », explique-t-on. C'était le cas à Amoncourt, surtout après les orages. Le filtrage par membrane évite cet inconvénient. Mais, en supprimant les bassins, il permet également un gain de place qui peut se révéler précieux en milieu urbain.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Un château en Vaucluse

Dès le mois de mai, le château de Saumane, propriété du conseil général de Vaucluse, accueillera le Centre méditerranéen de langues et de cultures.

Ce centre départemental de formation permanente et de recherche fonctionnera comme une annexe du GRETA d'Avignon ; à l'intention des chefs d'entreprise, cadres, salariés, élus, étudiants, etc., il dispensera des formations liées prioritairement aux langues et cultures méditerranéennes et jumelées à des activités de recherche visant un rapprochement avec les pays du sud de l'Europe, ainsi qu'à l'organisation d'expositions, conférences, visites.

MIDI-PYRÉNÉES

Feu vert pour Pyramorens

Le tunnel du Pyramorens devrait être ouvert « avant l'été 1994 », annonce un communiqué du ministère de l'équipement et du logement après une réunion à laquelle ont participé à Paris les principaux responsables élus et administratifs des régions intéressées par le projet.

Le tunnel du Pyramorens, d'une longueur de 4 800 mètres environ, est situé sur la RN 20, à la limite des départements de l'Ariège et des Pyrénées-Orientales. Sur la liaison Toulouse-Barcelone, l'ouvrage permettra d'éviter le franchissement du col du Pyramorens (1920 mètres), parfois fermé en période hivernale. Il permettra également d'améliorer les liaisons entre les Pyrénées-Orientales et l'Audouze.

Le coût du projet (tunnel et accès) est de 550 millions environ. Le financement sera assuré par les collectivités locales (départements de l'Ariège et de la Haute-Garonne, des Pyrénées-Orientales, région Midi-Pyrénées) pour 70 millions, une subvention du FEDER (Fonds européen de développement régional) pour 180 millions ; des emprunts gagés sur les recettes de péage pour 300 millions.

L'ouvrage sera concédé par l'État à la Société des Autoroutes du sud de la France. L'objectif est de lancer l'enquête d'utilité publique avant l'été 1989.

La capitale du confetti

Il existe une usine près de Castres, dans le Tarn, qui prépare la fête à longueur d'année et a tourné à plein régime en période de Carnaval. La papeterie des Salvages est en effet la dernière fabrique permanente de confettis en France, une autre fonctionnant par intermittence se trouve dans la région de Reims.

En service depuis 1906, l'entreprise tarnaise emploie sept salariés et fabrique 350 tonnes de confettis par an, soit les trois quarts de la production et 60 % du marché national. Pour 1989 la mode est au tricolore, bleu-blanc-rouge, commémoration du Bicentenaire de la Révolution oblige. Gros succès aussi pour le confetti phosphorescent pour les discothèques en attendant les toutes dernières innovations : le confetti-spectacle de cinq centimètres de diamètre et le confetti-serpentin qui devraient sortir prochainement.

SOCIAL

Baisse de 0,6 % du nombre de chômeurs en janvier

Le gouvernement prépare un nouveau plan pour l'emploi

Annouciées vendredi 24 février au soir, les statistiques du chômage pour le mois de janvier font apparaître une amélioration après l'« accident » de décembre qui interrompait une tendance à la baisse sur quatre mois consécutifs. En données corrigées des variations saisonnières, selon les données

fournies par le ministère du travail, on comptait 2 562 800 demandeurs d'emploi en fin de mois, soit 0,6 % de moins qu'en décembre dernier et 1 % de moins qu'en janvier 1988. En données brutes, avec 2 661 200 chômeurs inscrits à l'ANPE, l'évolution est de + 0,6 % en un mois. Sur

un an, toutefois, la diminution est de 1 % avec 28 100 demandeurs d'emploi de moins et la corbe se situe en dessous des niveaux atteints en 1988 et en 1987. Selon l'INSEE, le taux de chômage s'établit à 10,1 % de la population active, alors qu'il était monté jusqu'à 10,4 % au plus fort.

A priori satisfaisants, ces résultats s'expliquent par une série de phénomènes, dont le plus positif tient dans l'excellent tenue du marché du travail. Publiées conjointement, les estimations provisoires de l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions de main-d'œuvre confirment la tendance à la création d'emplois.

Dans les seules entreprises de plus de cinquante salariés du secteur marchand non agricole, les effectifs auraient augmenté de 0,5 % au dernier trimestre de 1988 et de 1,4 % sur l'ensemble de l'année. Au total, ce sont cent quatre-vingt-dix mille emplois supplémentaires qui auraient été créés, et il faudrait remonter à 1976 pour retrouver une pareille croissance. Pratiquement, tous les secteurs d'activité participent de cette création de l'emploi, à l'exclusion de l'industrie (- 0,4 %), prise globalement alors que le développement provient surtout des services marchands aux entreprises (+ 8,2 %) et du travail temporaire, qui aurait fourni quarante mille emplois supplémentaires à lui seul. Très forte, cette tendance se traduit par un mouvement de reprise d'emploi parmi les inscrits à l'ANPE de 32,9 % en un mois et de 8,4 % en un an.

Malheureusement d'autres facteurs ne sont pas aussi rassurants. Pour partie, les bons chiffres de janvier sont également dus à une opération annuelle qui consiste à modifier le mode de calcul des variations saisonnières devenues totalement imprévisibles en raison du maintien des jeunes dans le système scolaire et de leur sortie de plus en plus sélective. Cette année, la correction a été plus importante que précédemment.

Techniquement justifiée, cette révision ne fait que révéler une situation préoccupante créée par les mécanismes de la politique d'emploi actuellement à l'œuvre. D'une certaine façon, la machine à l'entretien s'effondre et ne permet plus une conduite maîtrisée. Après la grande époque du traitement social piloté

avec habileté par M. Michel Delabarre puis porté à son comble par M. Philippe Séguin en 1987, les effets de la réactivation, décidée lors de l'arrivée de M. Michel Rocard, touchent à leurs fins. Les entrées en stages de toute nature n'ont jamais été aussi faibles (- 15,4 % en un an), et les différents dispositifs commencent à désemparer, y compris les TUC et les STVP (stages d'initiation à la vie professionnelle).

Certes, M. Jean-Pierre Soisson en tire argument pour proclamer qu'il privilégie le traitement économique et renonce à des méthodes artificielles. Mais le ministre du travail se trouve aujourd'hui placé dans une situation extrêmement vulnérable. Ces instruments de lutte étant

devenus moins performants, il est maintenant à la merci d'un retournement de conjoncture ou tributaire d'une arrivée soudaine de jeunes sur le marché du travail.

Accumulés, les seuls moyens de contrôle du chômage à sa disposition, qui soient encore en progression, sont les stages de réinsertion en alternance (dix-neuf mille en janvier), les dépenses de recherche d'emploi pour les chômeurs les plus âgés et les prestations FNE. Ces deux dernières mesures totalisant quatre cent trente mille personnes à la fin de 1988. Pour l'avenir, ainsi qu'il le rappelle dans sa déclaration du 24 février, le ministre ne peut plus compter que sur deux formules nouvelles : l'aide à l'embauche du premier salarié et le contrat de retour à l'emploi (CRE).

Ces maigres perspectives justifient que l'on se préoccupe, au sein du gouvernement, d'imaginer un nouveau plan pour l'emploi, qui pourrait être annoncé en mai et qui viendrait relayer celui de septembre dernier. C'est qu'aujourd'hui, le bon chiffre de janvier, les signes d'un profond bouleversement du marché du travail se précèdent avec la montée en puissance de la précarité. Rien n'étant acquis, l'augmentation de 15,3 % en un an des inscriptions à l'ANPE à la fin d'une mission d'interim peut inquiéter. Tout comme le fait que l'on compte deux embauches en contrat à durée déterminée pour une définitive ou encore que le chômage des femmes de vingt-cinq à quarante-neuf ans a augmenté de 8,7 % en un an. Les nuages de demain sont là.

ALAIN LESAUBRE.



La préparation de la convention médicale

Trois syndicats appelés à négocier

Pour la première fois, la convention entre les trois caisses nationales d'assurance-maladie (sécurité sociale, travailleurs indépendants) et les organisations médicales représentatives sera discutée avec un troisième syndicat de médecins : outre la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) et la Fédération des médecins de France (FMF), la nouvelle éducation de médecins généralistes MG France, créée en 1989 par d'anciens militants de la CSMF, vient d'être reconnue « représentative » par le ministre de la santé et de la protection sociale.

Cette représentativité est accordée par le ministre après enquête d'un inspecteur de la direction régionale des affaires sanitaires et sociales d'Île-de-France, sur cinq critères (les effectifs, la régularité des cotisations, l'indépendance, l'« expérience » et l'adhésion) attestant, comme le rappelle le ministre en 1984, pour la précédente convention, « une capacité d'agir au nom des médecins libéraux ou, pour le moins, d'une partie suffisamment représentative d'entre eux ». En 1984, on avait considéré notamment qu'« au-dessous de 5 % des effectifs de la profession, un groupement syndical ne pouvait être regardé comme représentatif ».

La CSMF, avec, selon l'enquête, 10 987 cotisants (au lieu de 13 300 à l'automne 1984), soit 12,06 % des médecins libéraux demeure sans conteste la première organisation. MG France compte 4 961 cotisants, soit 5,16 % des médecins libéraux, et est implantée aussi dans presque tous les départements, ce qui compense sa jeunesse et le fait qu'elle ne réunisse que des généralistes, qui forment au demeurant, comme ce syndicat l'a fait valoir, plus de la moitié du corps médical. La FMF, avec 4 381 cotisants (4,81 %), au lieu de 7 500 en 1984, présente dans une quarantaine de départements (elle est née d'une scis-

sion de la CSMF dans les années 60), possède en revanche une longue expérience des discussions conventionnelles.

Les autres organisations candidates ont des effectifs nettement inférieurs : la plus importante, le Syndicat des médecins libéraux, qui réunit des médecins pratiquant les « honoraires libéraux » (le « deuxième secteur » médical), ne compte que 1 606 cotisants (1,68 %).

La présence de MG France va « rééquilibrer » les discussions pour la prochaine convention : ce syndicat est très hostile aux « honoraires libéraux » introduits par la convention de 1980 (le Monde du 1^{er} février) alors que la CSMF a pris sur ce point une position ambiguë et a même à un moment incité ses adhérents à choisir ce « deuxième secteur ». Il estime aussi que, depuis 1980, la pratique conventionnelle n'a réussi à assurer ni une maîtrise des dépenses d'assurance-maladie ni une rémunération suffisante à des médecins sans cesse plus nombreux.

Pour cela, le syndicat propose de mener une politique d'évaluation des procédures de diagnostic et de soins, et d'encourager une rationalisation des « filières de soins », en accordant, par exemple, des facilités de remboursement ou en évitant l'absence des frais aux malades qui passent d'un libéral à un généraliste avant de s'adresser au spécialiste : la France est pratiquement le seul pays où l'on voit sans restriction autant de médecins que l'on veut. MG France souhaite qu'on aide les médecins respectant les tarifs conventionnels, par exemple, en rémunérant le temps passé à la formation continue, et ceux qui s'installent dans des zones à moindre densité médicale.

La CSMF a annoncé son intention de déposer un recours contre la décision ministérielle, estimant « contraire aux textes législatifs en vigueur ».

GUY HERZLICH.

● Le plan de renouveau du service public publié au Journal officiel. — Le plan de renouveau du service public, présenté par M. Michel Rocard au conseil des ministres du 22 février, fait l'objet d'une longue circulaire (4 pages) publiée au Journal officiel du vendredi 24 février. Cette circulaire comprend quatre parties : relations du travail, développement des responsabilités, évolutions des politiques publiques, accueil et service des usagers.

● Rectificatif. — Dans l'article consacré à l'« expérience originale pour la réduction des effectifs chez Thomson-CSF » (le Monde du 25 février), une série d'erreurs de transmission s'est produite. Le délit accordé pour une reconversion dans ou hors de l'entreprise sera de plus de douze mois et non de deux mois. Les suppressions d'emploi pour 1989 s'élèveront au maximum à 6 500 et non à 7 500. Enfin, M. Paul Calandra n'a pas déclaré que « les organisations syndicales sont réformatrices » mais que « les organisations syndicales sont réalistes ».

AFFAIRES

La Belgique relance la « guerre du camembert » avec la France

Les autorités belges ont réitéré point par point, vendredi 24 février, les arguments avancés par Paris pour minimiser les résultats des tests sur deux camemberts français qui avaient fait apparaître des traces de listeria. Contrairement aux affirmations du ministre français de l'agriculture, « aucune analyse n'a été effectuée sur des fromages dont la date limite de vente était dépassée », a affirmé le secrétaire d'Etat belge à la santé publique, M. Roger Delizée, précisant que Paris avait été averti « à plusieurs reprises » en 1988 des cas de contamination.

« Les derniers résultats étaient si évidents qu'il eût été criminel de ne pas agir », a conclu M. Delizée pour justifier l'interdiction de vente des fromages « Le Rustique » et « Le Grand Rustique ».

OPA sur le groupe industriel américain Emhart

La firme d'investissements new-yorkaise Topper LP a annoncé, jeudi 23 février, le lancement d'une offre d'achat de près de 2,4 milliards de dollars (15,1 milliards de francs) sur le groupe industriel Emhart Corp. « Nous désirons vivement négocier une transaction amicale », a déclaré l'un des représentants de Topper, qui n'exclut pas de prendre le contrôle du conseil d'administration lors du renouvellement des administrateurs au cours de la prochaine assemblée générale prévue le 27 avril.

Groupe industriel diversifié dans la métallurgie et l'électronique, Emhart a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de 2,9 milliards de dollars (18,3 milliards de francs).

Farley rachète le groupe textile West Point Pepperell

Le conseil d'administration du groupe textile américain West Point Pepperell Inc. a accepté, jeudi 23 février, l'offre publique d'achat de la société Farley dont le montant a été porté de 1,4 à 1,7 milliard de dollars (10,7 milliards de francs). Ainsi s'achève une bataille boursière qui avait débuté à la fin du mois d'octobre dernier (le Monde du 26 octobre).

Selon un accord définitif de fusion signé entre les deux groupes, il est prévu que Farley reprenne à sa charge l'importante dette de Pepperell. La valeur totale de la transaction en incluant le refinancement de la dette de Pepperell, s'élève à environ 3 milliards de dollars (19 milliards de francs).

Rhône-Poulenc se renforce dans la pharmacie

Rhône-Poulenc vient de confirmer le nouveau projet d'acquisition révélé par le Monde Economiste, qui lui permettra de devenir le leader mondial de matières actives pour la fabrication de l'aspirine et du paracétamol. Le groupe français envisage d'acquiescer les unités de production d'acide salicylique, de salicylate de méthyle, d'acide acétylsalicylique (aspirine) et d'acétylsalicylate (paracétamol) du chimiste américain Monsanto implantées aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. La firme achètera également les parts que détient Monsanto dans une société commune opérant dans ce secteur en Thaïlande. Le chiffre d'affaires total de l'ensemble de ces activités est de l'ordre de 500 millions de francs, ce qui permettra à Rhône-Poulenc de doubler son activité dans ce domaine.

La conclusion définitive de cette acquisition devrait intervenir dans les prochains mois.

● Mercedes investira 100 milliards de francs en cinq ans. — Daimler-Benz, premier groupe industriel de la RFA, continuera à poursuivre en priorité des volumes, a déclaré, vendredi 24 février, M. Edward Reuter, son président : « Même en l'an 2000 », a ajouté M. Reuter, 70 % de l'activité de Daimler-Benz sera consacrée à la construction automobile, les 30 % restants étant partagés entre sa filiale AEG (électrotechnique) et son secteur aéronautique, avec le motoriste MTU et l'avionneur Dornier. Après l'entrée effective de Daimler-Benz chez Messerschmitt-Bölkow-Block (MBB) aéronautique, ce secteur sera regroupé en une nouvelle unité appelée Aerospace. Au cours des cinq prochaines années, a annoncé M. Reuter, Daimler-Benz a prévu des investissements de 30 milliards de deutschemarks (100 milliards de francs), dont les trois quarts iront à la construction automobile. — (AFP.)

ETRANGER

L'abandon du projet de fusion entre Banesto et Banco Central

Les deux principales banques privées espagnoles renoncent à leur mariage

La plus grande opération de concentration bancaire de l'histoire de l'Espagne n'aura finalement pas lieu. Neuf mois après la signature de l'accord prévoyant la fusion de la Banque centrale et de la Banque espagnole de Crédit, dite Banesto, les conseils d'administration des deux établissements ont décidé, vendredi 24 février, à l'issue d'une réunion conjointe, l'abandon de l'opération.

MADRID de notre correspondant

C'est le 17 mai 1988 que le jeune M. Mario Conde, fraîchement débarqué à la tête de Banesto, et le vieux M. Alfonso Escamez, président depuis quinze ans de la Banque centrale, avaient signé, en grande pompe, l'accord prévoyant dans un délai de trois ans la fusion de leurs deux établissements. Une véritable révolution s'agissant des deux principales banques privées du pays, qui couvrent ensemble quelque 25 % du marché financier national.

Le mode, il est vrai, était alors aux fusions. Quatre mois plus tôt, les Banques de Bilbao et de Biscaye — qui, pour leur part, poursuivent aujourd'hui l'opération avec succès — avaient conclu un accord semblable. Chacune ne parlait alors, dans les milieux financiers à Madrid, que de la nécessité d'accroître les dimensions des banques espagnoles, traditionnellement modestes, pour mieux faire face au défi de l'Europe.

Autodéfense

La décision prise par MM. Conde et Escamez, toutefois, semblait avant tout liée à des préoccupations d'autodéfense. Tous deux venaient, en effet, d'être victimes d'une tentative de prise de contrôle pour le moins inusitée. Une OPA hostile lancée par la Banque de Bilbao contre Banesto avait échoué de peu. Quant à la Banque centrale, elle faisait face à l'offensive des investisseurs du KIO (Kuwait Investment Office), alliés à deux magnats espagnols de la construction, MM. Alberto Alcocer et Alberto Cortina. Les Koweitiens et les « Albertos », comme on les appelle simplement à Madrid, avaient fondé une société conjointe, Cartera Central, qui s'était mise à acheter massivement des actions de la Banque centrale, devenant et de loin, avec 13 % du capital, son principal actionnaire.

En fusionnant, MM. Conde et Escamez rendaient plus coûteuse, donc plus difficile, toute tentative de prise de contrôle extérieure : en particulier la participation de Cartera Central au sein de la Banque centrale se trouve désormais diluée au sein d'une entité supérieure.

Etait-ce toutefois là un motif suffisant pour réaliser une telle fusion ? On ne semblait guère le croire au ministère de l'économie, où l'on soulignait que les deux banques faisaient face à de sérieux problèmes de gestion, et avaient davantage besoin d'assainissement rigoureux que de concentration hâtive. Si les autorités monétaires acceptèrent finalement la fusion, c'est surtout parce qu'elle semblait devoir couper court à l'offensive des Koweitiens, dont l'irruption au sein du système financier espagnol commençait à inquiéter Madrid.

Mais Cartera Central n'allait pas pour autant renoncer à ses ambitions. La société achetait alors 2 % du capital de Banesto, qui, ajoutés à ses 13 % de la Banque centrale, la transformait d'office en actionnaire principal de la nouvelle entité résultant de la fusion. Une véritable lutte pour le pouvoir, s'étalant — au grand dam des autorités monétaires — en première page des journaux, opposait alors les « Albertos » d'un côté, MM. Conde et Escamez de l'autre. Longtemps maintenus à l'écart des organes de direction, les représentants de Cartera Central obtenaient de haute lutte, en juin 1988, leur entrée au sein du conseil d'administration de la nouvelle société chargée de mettre en œuvre la fusion. Ils acceptaient en échange de ne plus remettre en cause cette opération de concentration dont ils avaient jusque-là contesté les conditions, tant juridiques qu'économiques.

Mais l'armistice fut de courte durée. Après avoir engagé comme président une recrue de choix, l'ancien ministre de l'économie, M. Miguel Boyer, Cartera Central lançait une nouvelle offensive, cette fois contre la gestion de M. Conde. Ce dernier était notamment accusé d'avoir artificiellement « gonflé » les bénéfices comptables de Banesto par la cession massive d'actifs patrimoniaux... certains ayant été vendus à des propres filiales de la banque.

Le retrait des Koweitiens

La position de M. Conde devenait difficile, plusieurs de ses alliés traditionnels l'abandonnant, comme le vice-président M. Juan Abello, l'homme qui l'avait introduit dans le monde de la finance, et qui allait finalement démissionner. Le conflit éclata au grand jour le 24 janvier, lorsque dix membres du conseil d'administration (dont trois vice-présidents) refusèrent d'approuver la gestion de M. Conde. Dans un tel climat, le gouverneur de la Banque d'Espagne, M. Mariano Rubio, convoqua alors un à un les principaux protagonistes de l'affaire, les sommant de démentir rapidement cet embrouillaillement qui nuisait à l'image du système financier espagnol.

Dans ces conditions, l'abandon de la fusion se constitue guère une surprise et clarifie en tout état de cause la situation, chacun se repliant sur ses positions. Les dirigeants de Cartera Central s'affirment désormais décidés à revendre leurs actions de Banesto, afin de concentrer leur effort d'investissement sur la Banque centrale, où les « Albertos » ont toutes les chances de consolider leur position dominante. M. Mario Conde, pour sa part, a été, une fois débarrassé ainsi de ses principaux rivaux, recomposé sa situation au sein de Banesto.

Quant aux autorités monétaires, elles ne regretteront certainement pas un projet de fusion qui ne les avait jamais enthousiasmées... d'autant que la seule raison qui les avait amenées à l'accepter semblait sur le point de cesser d'être. Les Koweitiens ont, en effet, laissé entendre que, dans un tel climat d'affrontement, ils voulaient rompre leur alliance avec les « Albertos » et revendre leur participation de 48,3 % au sein de Cartera Central. Beaucoup de confusion, en somme, pour en revenir finalement à la case départ !

THIERRY MALINIAC.

Madrid va prendre de nouvelles mesures contre l'inflation

En Espagne, après la hausse des prix de janvier (+ 1 %), qui, une fois encore, a surpris tout le monde par son ampleur, le ministre de l'économie, M. Carlos Solchaga, a déclaré qu'il n'y aurait plus de prévisions en matière d'inflation. Toutefois, s'il a ajouté, la lutte contre le dérapage des prix reste prioritaire pour le gouvernement, qui envisage de prendre des mesures en durcissant la politique monétaire. M. Solchaga n'a pas dévié la nature de ces mesures ajoutant seulement que l'objectif du gouvernement était d'obtenir une inflation inférieure à celle de 1988 (+ 5,8 %).

Le fait de renoncer aux prévisions s'explique aussi par la rupture des négociations sur la concertation sociale entre gou-

vernement et syndicats, a souligné M. Solchaga. Les prix ont augmenté en janvier de 1 % alors que les prévisions officielles tablèrent sur une inflation de 3 % en 1989. En 1988, le gouvernement aurait dû réviser à la hausse jusqu'à 5 % ses prévisions d'inflation pour l'année, initialement fixées à 3 %. Mais les prix ont finalement augmenté de presque 8 %.

M. Solchaga a toutefois insisté sur le fait qu'il fallait attendre les effets des mesures prises à la fin janvier et au début février par la Banque d'Espagne (hausse des taux d'intérêt et relèvement des réserves obligatoires des banques) pour lutter contre la surchauffe de l'économie espagnole.

هكذا من الأصل

BOURSE DE PARIS

« J'AMAIS deux sans trois. » L'adage a été respecté rue Vivienne où, pour la troisième semaine consécutive, l'ensemble des valeurs cotées se sont dépréciées. Au soir du 24 février, le repli enregistré atteignait 2,1 % qui s'ajoutent aux 5 % de la dernière quinzaine. L'indice CAC est revenu à 438,9, retrouvant ainsi son niveau des premiers jours de janvier. En clair, toute l'avance enregistrée depuis le début de l'année (près de 8 % de hausse) n'est plus que souvenir. Retour donc à la case départ.

« Purgé », « cassé », « consolidation », les qualificatifs abondent au terme de cette semaine où la place parisienne a été secouée par la crainte de l'inflation et de la hausse des taux d'intérêt. Le tourment est venu des Etats-Unis, avec les déclarations pessimistes de M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, suivies mercredi par la publication d'un mauvais indice des prix à la consommation de janvier (+ 0,6 %). Il n'en fallait pas plus pour faire resurgir le spectre de l'inflation. Les réactions furent immédiates, importantes mais sans sembler vraiment inquiétantes. Wall Street donna le ton mercredi en perdant 42,5 points (2 %). Le Dow Jones connaissait alors sa plus forte baisse depuis le 11 novembre dernier. Le lendemain, les Bourses européennes suivirent le mouvement à des degrés différents. La dépression la plus spectaculaire vint de Paris où l'indice instantané qui avait déjà perdu 1,16 % la veille, plongea jeudi jusqu'à 2,8 % avant de revenir en clôture à - 2,52 %. Toutefois, cette chute s'effectuait sans panique. Sur le marché à règlement mensuel, le volume des transactions est resté modéré, analogue aux journées précédentes (2 milliards de francs). Signe que les vendeurs d'actions n'étaient pas si nombreux. Signe également d'une hésitation et surtout d'une grande prudence.

L'ambiance, en revanche, était totalement différente sur le MATIF. A peine venait-il de souffler ses trois bougies que ce jeune marché fut pris d'une véritable frénésie de spéculation anticipant une hausse des taux. Il battait ce jour-là son record d'activité avec deux cent soixante-quatre mille contrats négociés (voir encadré). Vendredi, « la santé d'humeur » ou la « vague d'inquiétude » des deux journées précédentes s'atténua. Les boursiers s'offrirent même le luxe d'une légère reprise durant la matinée (+ 0,6 %) reconfortés par plusieurs éléments tel le coup d'arrêt à la baisse de la place new-yorkaise, le déficit commercial français pour janvier moins important que prévu (2,8 milliards contre des

Secousse sans panique !

estimations oscillant entre 4 et 5 milliards de francs) et surtout la décision de la Bundesbank de ne pas élever ses taux, même si le relèvement du loyer de l'argent se poursuit aux Etats-Unis.

Toutefois, au fil des heures, à l'approche du week-end, les opérateurs devenaient plus timorés et la séance s'achevait sur un retrait de 0,64 %. Au chapitre des préoccupations, l'annonce mardi au milieu d'après-midi de la hausse des prix de janvier en France et surtout l'inévitable inquiétude sur l'évolution des taux.

De leurs variations dépendra, en grande partie, la tenue de la Bourse. Sans prospecter une prolongation de la baisse, les analystes sur graphiques appellent encore « chartistes » observent que l'indice CAC se rapproche d'un seuil de résistance. Ils le situent aux alentours de 425. L'indice peut alors stopper sa chute (il vient d'un plus haut de 457,3 observé le 6 février). S'il « casse » ce palier, le prochain niveau se situe à 390. Dans le meilleur des cas, la baisse peut se limiter à 1,2 %, dans le pire, c'est-à-dire en restant la deuxième hypothèse, le baromètre de la place peut encore baisser de 10 %.

Rumeur autour de BSN et Perrier

Cette tourmente aura réouvert au second plan la fin du terme boursier de février dont le bilan, pour la première fois depuis dix mois, est négatif. Les opérations de liquidation débutées lundi 20 février se soldent par une perte de 0,21 %, à comparer aux 9,14 % de gains de janvier et encore aux 2,58 % de décembre. Peu après, était publiée la position de place du mois de janvier qui donne un aperçu de la situation des opérateurs et révèle un peu leur sentiment. Ainsi, le volume des achats a découvert, effectués par des investisseurs croyant dans la hausse des cours, s'est réduit de 2 %, revenant à 4,463 milliards de francs, représentant à peine deux séances de transactions. La position des vendeurs a découvert qui tablent sur une baisse des cours s'est appréciée de 1 %, atteignant 1,6 milliard de francs, soit à peine une journée d'échange.

A la différence des autres semaines, peu d'événements ont vraiment stimulé les titres. A l'exception d'une rumeur autour de BSN, Perrier et de son actionnaire principal

Exor. Tel un serpent de mer, l'évocation d'un rapprochement entre les deux firmes agro-alimentaires en raison de leur intérêt pour les boissons est revenue avec insistance. Malgré les démentis, l'idée d'un regroupement industriel a une nouvelle fois circulé sous les lambris, certains évoquant d'ailleurs les parités d'échanges proposées : trois titres BSN pour un Perrier. « Un scénario intelligent, mais qui n'est pas dans nos préoccupations actuelles », répondait-on chez les intéressés.

Sur le front des offres publiques d'achat (OPA), les intervenants suivent toujours avec intérêt le feuilleton de la Roche Méditerranée (LRM). Le groupe de distribution CFAO, chevalier blanc venu au secours des dirigeants du succursaliste, a jusqu'au 28 février pour enchérir sur la dernière offre de Rallye. Le prix proposé par cette chaîne de distribution britannique et accepté en début de semaine par le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) est de 2 850 F, ce qui valorise LRM à environ 1,5 milliard de francs. Vendredi, Saint-Gobain annonçait son intention de lancer des Offres publiques d'échange (OPE) sur deux de ses sociétés cotées sur le second marché, Saint-Gobain Emballage et le SEPR. Les modalités des opérations n'étaient pas dévoilées. Le groupe verrait pouvoir sa minoritaires pour avoir une totale liberté d'action dans ses filiales et surtout pour réintégrer l'ensemble des bénéfices. L'an dernier, Saint-Gobain a repris la totalité du capital de Certain Teed aux Etats-Unis et de Saint Roch en Belgique. La firme française n'aura plus qu'une filiale cotée : la Cristaleria Espanola, à Madrid.

Enfin, les dernières « affaires » ont laissé de marbre les intervenants, qu'il s'agisse de la Société générale ou de Beghin Say. Le dénouement dans la bataille autour de la première banque commerciale privée du pays a eu peu d'effet sur les cours. Personne n'aurait pu prévoir la possibilité d'un maintien de cours à 525 F pour accompagner la cession des titres de M. Péberne à d'autres actionnaires. L'action terminait en baisse à 462 F. Parallèlement, la décision de la justice de se saisir du dossier Beghin Say pour une moins-value de 860 millions de francs réalisée lors de la vente de titres Montedison n'a pas vraiment ému, la décision étant attendue depuis les déclarations de M. François Mitterrand à l'émission « 7 sur 7 » une semaine auparavant. Au palais Brongniart, les imputations contre « l'argent facile » font désormais partie du passé et n'impressionnent plus.

DOMINIQUE GALLOIS.

Semaine du 20 au 24 février

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Inquiétude

La crainte d'une reprise de l'inflation et surtout d'une généralisation de la hausse des taux d'intérêt a pesé sur Wall Street, qui a connu sa plus forte baisse hebdomadaire depuis la mi-octobre dernier. L'indice Dow Jones a chuté de 79,28 points (3,4 %) au terme de cinq séances. Il est revenu sous la barre des 2 250 points en terminant à la veille du week-end à 2 245,54. Les deux séances les plus inquiétantes resteront celles de mercredi et de vendredi. Le 22 février, la publication des chiffres de la hausse des prix de détail en janvier (+ 0,6 %), la plus élevée depuis deux ans, entraîna un repli de 42,50 points de l'indice (- 2 %). Après une légère reprise jeudi, Wall Street succomba à la généralisation de la hausse des taux. Le Dow Jones perdit à nouveau 43,92 points (- 2 %) dans un marché nerveux où 162 millions de titres étaient échangés contre 150 millions la veille.

	Cours 17 fév.	Cours 24 fév.
Alcoa	62 1/2	62 1/8
AT&T	31 1/2	29 5/8
Boeing	62 5/8	61 1/8
Chase Manhattan	32 3/8	31 5/8
Du Pont de Nemours	98 7/8	95
Eastman Kodak	48 1/4	46 5/8
Exxon	44 7/8	44 1/8
Ford	34 3/8	31 3/8
General Electric	47	45 3/8
General Motors	88 7/8	84 3/8
Goodyear	49 1/4	47 5/8
IBM	126 1/4	121 1/8
ITT	64 3/8	62 3/4
Mobil Oil	47 3/8	45 7/8
Pfizer	55 3/4	54 1/2
Schlumberger	36 1/4	35 1/8
Tecumseh	50 1/8	50 1/4
UAL Corp. (ex-Allegis)	125 1/2	125 1/4
Union Carbide	31 7/8	30 5/8
USX	31 3/4	31 1/4
Westinghouse	55 5/8	54 1/8
Xerox Corp.	64 1/2	62

LONDRES

Morose

A l'image des autres places européennes, la City a terminé en baisse l'effort par les tensions sur les taux d'intérêt. Sur le front des OPA, le groupe minier Consolidated Gold Fields a progressé après avoir rejeté, lundi, l'offre améliorée à 3,2 milliards de livres (32 milliards de francs) de la compagnie Minera, encouragé par l'annonce de résultats semestriels. Dans le secteur de l'emballage, MB Group s'est déprécié après son rejet de l'offre d'achat faite par le consortium australien Elders. MB Group a réaffirmé ses intentions de fusion avec le français Carmaux. Le chimiste ICI a progressé à la suite de la publication de ses résultats.

Indice FT du 24 février : 100 valeurs, 2019,5 (contre 2042,9), 30 valeurs, 1663,4 (contre 1677,7), Fonds d'Etat, 88,08 (contre 89,08) et mines d'or 169,2 (contre 154,7).

	Cours 17 fév.	Cours 24 fév.
Beecham	585	562
Bovater	478	458
BP	272	272 1/2
Castrol	478	478
Courtauld	295 1/2	301 1/2
De Beers (*)	12 1/2	13 1/16
Free Gold (*)	7 5/16	7 1/16
Glaxo	12 57/64	12 33/64
GLS	16 1/2	16 1/2
ICI	11 63/64	11 41/64
Reuter	644	632
Shell	369	366 1/2
Unilever	584	549
Vickers	190	186
War Loan	40 3/8	39 11/16

(*) En dollars.

FRANCFORT

Sombre

Les craintes d'un raffermissement des taux d'intérêt se sont confirmées cette semaine à Francfort et les valeurs ont perdu en moyenne 3 %. La nervosité s'est emparée du marché et l'indicateur DAX a touché son plus bas niveau de l'année jusqu'à présent. Toutefois les volumes d'affaires sont demeurés peu élevés.

Crédits, changes, grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

La devise du pauvre

Dans l'attente d'une réelle marque de fermeté de la part de la Banque centrale américaine dans sa lutte contre l'inflation, les investisseurs (qui tablent sur une hausse d'un point entier du taux de l'escompte) n'ont guère été incités à se départir de leur attitude de prudence. L'attente d'une réelle marque de fermeté de la part de la Banque centrale américaine dans sa lutte contre l'inflation, les investisseurs (qui tablent sur une hausse d'un point entier du taux de l'escompte) n'ont guère été incités à se départir de leur attitude de prudence. L'attente d'une réelle marque de fermeté de la part de la Banque centrale américaine dans sa lutte contre l'inflation, les investisseurs (qui tablent sur une hausse d'un point entier du taux de l'escompte) n'ont guère été incités à se départir de leur attitude de prudence.

des 9 % pourrait être atteint prochainement. Une telle augmentation tiendrait compte de la montée des rendements en Allemagne, où l'on envisage un taux de 7 % pour le prochain emprunt d'Etat. Le mérite de la plus récente des transactions de la BEI est grand. Non seulement il confirme le prestige de l'emprunteur mais il apparaît aussi comme un témoignage officiel de soutien à cette unité de compte de la part d'un des plus grands organismes européens. La transaction est dirigée par l'Institut Bancario San Paolo di Torino.

Jamais l'ECU n'aura eu autant besoin d'un tel soutien, exposé qu'il est à la raillerie de nombreux spéculateurs dans les pays mêmes qui ont contribué à sa promotion. L'échec du premier emprunt jamais émis par le Royaume de Belgique a assurément mis en relief les difficultés de ce compartiment de leur marché. Offert sur cinq ans sur la base d'un taux d'intérêt facial de 8,125 %, l'emprunt belge s'est traité à 4 % au-dessous de son prix d'émission de 101,75 %. C'est maintenant ouvertement que dans les pays du Benelux on ravalait l'ECU au rang de « devise du pauvre ». Cette expression peu reluisante n'est pas due à des spéculateurs eurobanquiers si elle n'avait été si aisément prise à la critique. Le banquier entend souligner par là l'aspect de confection de l'unité de compte européenne qui contraste avec la diversification accomplie sur mesure pour les grands portefeuilles de titres.

L'inflation des coupons trop élevés

L'attrait des rendements vraiment élevés, supérieurs à la norme, jouera toujours, même en période de lourdes incertitudes et même si la rémunération offerte ne compense pas les risques encourus. Le bon accueil réservé aux dernières émissions d'un an libellées en dollars australiens faisait qu'en fin de semaine on envisageait la possibilité de monter de semblables transactions en d'autres monnaies, notamment en unités de compte européennes.

dans quelle monnaie il remboursera le capital et s'acquittera des intérêts. Il aura le choix entre le dollar australien et celui des Etats-Unis. Le taux de change est fixé dès le départ. Cela limite bien sûr considérablement le gain potentiel de l'investisseur, qui d'embellie doit s'attendre à un paiement dans celle des deux devises qui sera la plus faible.

La marge de manœuvre de l'investisseur est très étroite. Pour prendre l'exemple de la plus récente des transactions, celle lancée, au taux de 20,25 %, pour le compte de la Banque générale du Luxembourg par le biais de Bankers Trust International, c'est seulement si dans un an le dollar australien valait en gros entre 81,50 et 77 cents des Etats-Unis que le prêteur en profitait par rapport à une émission classique. Il ne serait pas en mesure de bénéficier de toute évolution des cours de changes en dehors de cette

DEVISES ET OR

Défiance

Quelque chose a grippé cette semaine dans la belle mécanique des marchés des changes, qui auparavant respectaient un scénario bien rodé : toute accélération de l'inflation aux Etats-Unis provoquait automatiquement une hausse du dollar puisque, vraisemblablement, la Réserve fédérale se verrait contrainte de relever ses taux d'intérêt pour tenter de freiner cette inflation. Un tel phénomène était considéré comme de nature à attirer les liquidités internationales vers les placements en dollars, hautement rémunérés.

Chose curieuse, le même phénomène s'est produit à l'égard de la livre sterling, qui a souffert d'une brutale désaffection des opérateurs internationaux. Ces derniers ont fini par s'alarmer de la montée de l'inflation en Grande-Bretagne, qui atteint 7,5 % en rythme annuel, et ont commencé à prendre leurs bénéfices malgré l'attrait de rendements frôlant 13 % sur les placements en monnaie britannique. On a donc vu le cours de la livre revenir, subitement, de 3,26 DM à 3,20 DM et même moins, malgré les interventions de la Banque d'Angleterre. Cette chute a inquiété le ministre des finances britannique, M. Lawson, qui a dû assurer qu'il n'était pas question de baisse des taux prénotifiés (c'est-à-dire avant que la surchauffe ne soit calmée). Mais combien de temps l'attrait de rendements élevés pourra-t-il compenser la crainte de l'érosion monétaire ?

En bien ! cette semaine, l'inflation s'est accélérée, la Réserve fédérale a durci sa politique, les taux américains ont monté... et le dollar a baissé ! C'est donc le signe que les milieux financiers internationaux commencent à éprouver quelque défiance vis-à-vis d'une monnaie que l'inflation commence à ronger, rare qu'il ne soit compensée que par des taux d'intérêt très élevés, comme en Grande-Bretagne, jusqu'à une certaine limite comme on le verra plus loin.

Ce dernier fut annoncé, certes, dans la journée de vendredi, mais son importance, un demi-point, fut jugée tout à fait insuffisante (on tablait sur un point tout entier). En conséquence, le dollar, qui, au milieu de la semaine, avait sensiblement fléchi après la déposition de M. Greenspan devant le Congrès et l'annonce de la hausse du prix de détail, tombant à moins de 1,82 DM et de 6,22 F, ne remontait pratiquement pas, signe de défiance, comme il a été dit.

Au début de la semaine, les opérateurs s'attendaient que M. Alan Greenspan, déposant devant le Congrès, annonçât un nouveau dur-

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 20 AU 24 FÉVRIER

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	SEK	Franc suisse	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Franc	Libre italienne
New-York	1,7530	—	16,8445	64,1840	54,7645	2,6006	48,6867	8,0742
Paris	1,7530	—	16,8445	64,1840	54,7645	2,6006	48,6867	8,0742
Bruxelles	1,7530	—	16,8445	64,1840	54,7645	2,6006	48,6867	8,0742
Zurich	1,7530	—	16,8445	64,1840	54,7645	2,6006	48,6867	8,0742
Frankfurt	1,7530	—	16,8445	64,1840	54,7645	2,6006	48,6867	8,0742
Amsterdam	1,7530	—	16,8445	64,1840	54,7645	2,6006	48,6867	8,0742
Milan	1,7530	—	16,8445	64,1840	54,7645	2,6006	48,6867	8,0742
Tokyo	1,7530	—	16,8445	64,1840	54,7645	2,6006	48,6867	8,0742

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 24 février, 4,9209 F contre 4,9682 F le vendredi 17 février.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Psychose

Jeudi 23 février 1989, en début de séance du MATIF, il y eut véritablement un début de panique : les opérateurs avaient presque le sentiment que le marché s'écroulait, comme en octobre 1987 : 50 000 contrats étaient échangés en une heure et demie, et le record de séance battu avec 172 000 contrats (voir page ci-contre).

Les cours chutaient brutalement, presque d'un point, passant de 103,70 à 102,86, au plus bas, sur l'échéance mars, soit un rendement de 9,40 % sur un emprunt d'Etat à dix ans, contre un cours de 104,50 à la fin de la semaine précédente. « Il y a du sang sur le carreau », commentaient les observateurs, non seulement chez les opérateurs mais aussi chez les investisseurs qui « portaient » du papier émis depuis le début de l'année avec des rendements plus faibles, comme les OAT et dont les cours fléchissaient sensiblement.

Le motif ? L'annonce d'une hausse de 0,6 % des prix de détail aux Etats-Unis en janvier, celle, dans l'après-midi, d'un nouveau baissage du taux de base des banques américaines et la crainte d'une nouvelle tension des taux en Allemagne.

Bref, un bel ensemble de mauvaises nouvelles qui démolissait des opérateurs exagérément optimistes au début de l'année : le cours de l'échéance mars ne cotait-il pas près de 109 le 13 janvier dernier, soit un rendement de 8,30 % sur un emprunt d'Etat à dix ans ? Selon les augures de l'inversion des taux constatée à la fin 1988, le niveau des taux courts rejoignant et dépassant presque celui des taux longs, ne devait être qu'un phénomène « temporaire » dû à l'action restrictive des banques centrales dans l'immédiat, avec la quasi-certitude d'une retombée générale des taux au second semestre, grâce au ralentissement de l'expansion, notamment aux Etats-Unis.

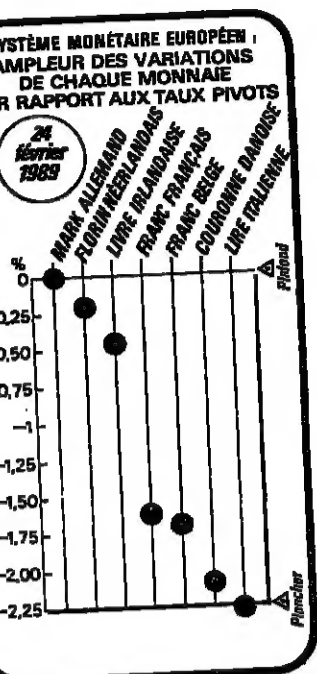
Las ! Toutes ces belles prévisions viennent buter sur la dure réalité, à savoir un redémarrage de l'inflation aux Etats-Unis, ce qui signifie, au mieux, que la Réserve fédérale n'abaissera pas ses taux dans les deux mois qui viennent, et, au pire, qu'elle les fera monter, comme elle vient de le faire. Mercredi, commentant la hausse des prix de détail et la

hausse de ces prix sur douze mois (4,7 %, la plus forte depuis cinq ans), M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, les qualifiait d'« inquiétantes et inacceptables ». Aussitôt, ladite Réserve faisait monter encore davantage le taux du marché interbancaire (les Federal Funds) à près de 10 %, en « pompant » des disponibilités. Cela contrainait les banques, comme il a été dit, à relever leur taux de base (prime rate) pour la seconde fois en quinze jours, le portant de 11 % à 11,50 %, au plus haut niveau depuis novembre 1984.

On peut toutefois faire remarquer que les opérateurs du MATIF ont eu tendance à amplifier exagérément les mouvements des derniers temps.

Au début de janvier 1989, ils se voyaient donc partis pour la gloire, visant le cours de 110 sur l'échéance mars, ce qui aurait correspondu à un rendement de 8 % sur les emprunts d'Etat à dix ans. Aujourd'hui, ils voient ce cours à 102, ce qui équivaudrait à un rendement de 9,60 % environ. On frôlait déjà les 9,50 % à la veille du week-end. A ce tarif, la France s'offre, sur dix ans, un taux réel de 6,50 % à 7 %, bien supérieur à celui pratiqué dans les autres pays, à commencer par les Etats-Unis, et à tout prendre, excessif, si on compare les taux d'inflation respectifs, 3 % de ce côté-ci de l'Atlantique et 5 à 6 % de l'autre côté.

A New-York, toutefois, beaucoup pensent que les taux à long terme pourraient se décaler vers le haut, ce qui mettrait fin à l'inversion constatée actuellement, phénomène fondamentalement instable d'où on ne sort que par le bas, avec un repli des taux à court terme, ou par le



MATIÈRES PREMIÈRES

Le sucre raffermi

Incorrigibles hommes de marché qui appellent à la rescousse les souvenirs lointains de 1929 dès que les prix du sucre baissent et se réfèrent au « boom » de 1980 lorsque, comme c'est le cas actuellement, les cours remontent ! Depuis le début des années 80, le sucre affiche une réelle fermeté. Les prix s'établissent le 24 février à Paris à 1 881 F par tonne, contre 1 700 F en fin d'année 1988.

A l'origine de cette amélioration, qu'on n'ose encore qualifier de reprise, on trouve comme d'habitude le cas des rumeurs d'achats importants : l'Union soviétique aurait ces jours-ci commandé 700 000 à 750 000 tonnes de sucre brut auprès de plusieurs négociants internationaux. On a même parlé, d'un moment, d'un volume de 1,25 million de tonnes. Le Mexique a, de son côté, confirmé avoir acquis 270 000 tonnes de sucre blanc livrables dans les quatre ou cinq prochains mois.

Outre ces nouvelles venues du marché, les professionnels du sucre ont quelque peu réagi aux estimations haussières publiées par le cour-

tier britannique Gill and Duffus. Selon lui, les stocks mondiaux de sucre devraient diminuer en 1988-1989 à 32,7 millions de tonnes, contre 33,4 millions de tonnes à l'issue de la dernière campagne. Le déficit de l'offre sur la demande devrait cette année atteindre 640 000 tonnes, en raison d'une diminution de la production, en Europe de l'Est principale.

On s'interrogeait aussi, en fin de semaine, sur le sens de l'augmentation par le Brésil d'une vente de 300 000 tonnes de sucre roux à destination de la Tchétchélovaquie, de la Bulgarie et de la Yougoslavie. On évoquait, parmi les raisons possibles, le désir des Brésiliens de renégocier les termes financiers du contrat, à la suite de la remontée des prix sur le marché mondial. Toutes les rumeurs sur une brusque incapacité de Brésilia à livrer la marchandise paraissent farfelues.

tonnes pendant la précédente campagne. Le FIR estime à 4,3 millions de tonnes la production française. A l'échelon mondial, la récolte de sucre sera supérieure de 2,7 millions de tonnes à celle de 1987-1988, en raison d'une progression de 1 million de la production à Cuba et en Chine. La Thaïlande a de surcroît annoncé une récolte record.

Autant d'éléments qui devraient inciter les investisseurs à la prudence. Mais les spéculateurs en mal de placements rentables et décevant par Wall Street se demandent si, momentanément, leur salut n'est pas dans le sucre. La consommation progresse sans discontinuer depuis cinq ans, malgré les assauts des sucres de synthèse et autres édulcorants. Certains aperçoivent pour le produit de la betterave ou de la canne des débouchés insoupçonnés, dans l'industrie chimique (amidons) et automobile (éthanol). Les spéculateurs, eux, ne vont pas si loin. Ils considèrent simplement que, à court terme, le petit blanc redevient un placement attrayant, en raison des incertitudes qui pèsent sur les transactions entre producteurs et consommateurs. Argument imparable à leurs yeux : les stocks mondiaux seront sans doute tombés en fin de campagne à leur plus bas niveau de ces huit dernières années. Toujours la chimère de 1980...

ÉRIC FOTTORINO.

PRODUITS	COURS DU 24-02
Café à g. (Londres)	1 672 (+ 98)
Très moiti	—
Aluminium (Londres)	2 162 (+ 32)
Très moiti	—
Nickel (Londres)	15 390 (+ 160)
Très moiti	—
Sucre (Paris)	1 881 (+ 9)
Mai	—
Café (Londres)	1 140 (+ 1)
Mars	—
Cacao (New-York)	1 642 (+ 11)
Mars	—
RSE (Chicago)	494 (+ 10)
Mars	—
Mais (Chicago)	271 (+ 2)
Mars	—
Soja (Chicago)	237,50 (+ 1,3)
Mai	—

La chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

REVENUS 1988

CALCULEZ VOS IMPOTS

Service télématique du MONDE

36.15 LM

هكذا من الأصل

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Les obsèques de Hirohito. 4 Les suites de l'affaire des Versets sataniques. Un soldat israélien tué dans les territoires occupés. 5 M. Fabius en visite à Budapest. Congo : la révolution assagie.	6 Municipales : la reddition du PCF à Nevers. Lille : le retrait de M. Bruno Durieux (CDS). « Livres politiques », par André Laurens.	7 Les lois sur l'IVG en question aux États-Unis et en Bavière. 8 Rencontre avec l'homme le plus riche du monde. DATES 2 Il y a trente-cinq ans, l'éviction du général Négub.	9 Urbanisme et art contemporain à Nîmes : comment Martial Rayssac a transformé une petite place en jardin à l'antique. Musiques : les Troyens à Nice ; la Somnambule à Paris. 8 Communication.	13 Le gouvernement prépare un nouveau plan pour l'emploi. L'abandon du projet de fusion entre les deux principales banques privées espagnoles. 14 Revue des valeurs. 15 Crédits, changes et grands marchés.	Abonnements 2 Météorologie 11 Carnet 11 Mots croisés 10 Radio-télévision 11 Spectacles 10	● Calculez vos impôts... APOTS ● Si : choisissez votre séjour... SEJOUR ● Les hauteurs de neige... CORUS 3615 Tapez LM ● Consultez votre portefeuille... BOURSE ● Le mini-journal de la rédaction... JOUR 3615 tapez LEMONDE

Pour lutter contre l'inflation

Les Etats-Unis relèvent leur taux d'escompte

C'est fait ! Vendredi 24 février 1989, la Réserve fédérale des Etats-Unis, banque centrale du pays, a fini par relever son taux d'escompte. Le portant de 6,50 % à 7 %, la dernière augmentation, du même ordre, remontant au 9 août 1984.

Ce relèvement était largement anticipé, attendu depuis des mois au fur et à mesure que les signes de reprise de l'inflation se multipliaient outre-Atlantique. Mais, selon toutes apparences, les autorités monétaires américaines, tout en durcissant progressivement leur politique du crédit, ne se souciaient pas d'encourir le reproche de « casser » l'expansion ni de se heurter directement à la Maison Blanche, surtout en période électorale.

Par ailleurs, tout relèvement des taux d'intérêt aux Etats-Unis présente de nombreux inconvénients : augmentation du déficit budgétaire par accroissement de la dette publique (5 milliards de dollars supplémentaires par point de relèvement du taux) ; problèmes supplémentaires pour les caisses d'épargne, déjà en difficulté, également, pour de nombreuses banques,

et pour toutes les opérations de rachat d'entreprises par émissions d'obligations de « pacotille » (junk bonds), à taux déjà très élevés.

L'arme ultime

Certes, la Réserve fédérale a déjà fait monter les taux d'intérêt américains à court terme qui, de 6,25 % en juin 1988, sont passés à près de 10 % à la veille du week-end avec une augmentation de presque demi point au milieu de la semaine, après l'annonce d'une hausse des prix de détail de 0,6 % en janvier, jugée catastrophique. En procédant ainsi, elle forçait les banques commerciales à relever leur taux de base, porté de 11 % à 11,50 %, pour la seconde fois en quinze jours, ce qui renchérit tous les crédits aux Etats-Unis et devrait freiner l'activité du pays.

Mais il lui restait l'arme ultime, le relèvement du taux d'escompte fédéral, qui a surtout une signification symbolique. Le recours à l'escompte fédéral n'est utilisé que

par les banques, petites et moyennes, qui ne peuvent pas faire autrement, notamment les fameuses caisses d'épargne, tant menacées. Le relèvement de son taux n'est effectué qu'en désespoir de cause, car il indique que le loyer de l'argent va rester durablement élevé, et non pas à titre temporaire.

La Réserve fédérale, aux prises avec un conflit de devoirs, entre la nécessité de lutter contre l'inflation et le souci de ne pas affecter l'économie, s'est résignée à sauter le pas pour se redonner un peu de crédibilité vis-à-vis des milieux financiers nationaux et internationaux qui l'accusaient de flottement et d'indécision devant l'inflation monétaire. L'ennui est que cette mesure est jugée insuffisante (on attendait un relèvement d'un demi-point, et non pas d'un point), et que le dollar, contrairement à l'habitude, a fléchi. Quant à la Maison Blanche, fidèle à sa politique, elle a réitéré son opposition à toute hausse des taux, que, selon elle, seul un accord sur la diminution du déficit budgétaire pourrait éviter.

FRANÇOIS RENARD.

M. Evin juge « hors de proportions » les revendications des médecins hospitaliers

Afin de riposter aux médecins hospitaliers qui ont déposé un préavis de grève pour le 9 mars prochain, M. Claude Evin, le ministre de la Santé, a semblé-t-il décidé de prendre l'opinion publique à témoin. Dans un communiqué publié, vendredi 24 février, M. Evin rappelle que, en dépit des propositions qu'il leur a faites en début de semaine (augmentation des tarifs de garde de 15 % pour les praticiens hospitaliers et de 25 % pour les internes et résidents : revalorisation substantielle des sept premières années de la carrière hospitalière avec, pour un praticien hospitalier en début de carrière, une augmentation de salaire mensuel de 1 350 francs), la coordination syndicale maintient ses revendications « purement salariales » qu'il « n'est pas possible de satisfaire ».

Ces revendications, explique M. Evin, portent sur une augmentation uniforme de 25 % en quatre ans des rémunérations, soit 3 300 francs de plus en début de carrière et 8 700 francs de plus en fin de carrière (pour un salaire actuel de 33 000 francs par mois). « Chacun comprendra, conclut le ministre de la Santé, qui est également ministre de la Solidarité et de la Protection sociale, que de telles revendications sont manifestement hors de proportions avec les possibilités finan-

cières de la collectivité, y compris par rapport aux autres catégories de personnel de la fonction publique ». Interrogé sur la Cmq, quelques heures auparavant, M. Evin avait souligné qu'une augmentation de salaire de plus de 7 000 francs correspond à « plus que le salaire d'une infirmière ». Les salariés de la fonction publique apprécieront la comparaison. Surtout ceux dont le salaire est plus faible. « Je suis encore ouvert à la discussion dans les jours qui viennent », affirme M. Evin, visiblement décidé à ne plus rien lâcher sur les revendications salariales.

Comment réagissent les médecins hospitaliers ? Vont-ils opposer à M. Evin, une logique « concurrentielle » en lui rappelant sans cesse la forte attractivité des salaires du secteur privé, responsables en partie de la véritable crise de recrutement que connaît actuellement, dans certaines spécialités, l'hôpital public ? Ou bien vont-ils déplacer le débat en réclamant l'ouverture d'états généraux de l'hôpital public (hôpitaux locaux, hôpitaux généraux, CHR et CHU) dans le système sanitaire français ? Réponse de cette semaine.

F. N.

A Strasbourg, devant les huées d'un groupe d'enseignants

M. Rocard menace de retirer le plan Jospin

Intervenant à Strasbourg, vendredi 24 février, devant quelque trois mille personnes pour soutenir la liste de M^{me} Catherine Trautmann qui brigue le maire de cette ville, M. Rocard a interrompu le fil de son discours pour répondre à un groupe d'enseignants. Ceux-ci, parmi lesquels figuraient quelques militants de la Ligue communiste révolutionnaire, huèrent le projet de réforme de M. Lionel Jospin avec une virulence qui a visiblement irrité le premier ministre.

« Le plan Jospin n'a pas de structure préalable. Tout est discutable, on peut même le retirer », leur a répondu M. Rocard, « et je ne suis pas heureux que le plus vaste effort budgétaire accompli pour notre système scolaire depuis la Libération repousse cet accueil », a-t-il, d'autre part, déclaré, en ajoutant que son gouvernement serait « tenace pour redresser l'école, le collège et l'université qui ont tant besoin ».

De son côté, M. Pierre Juquin, intervenant le même jour à Lyon, a déclaré au sujet de M. Jospin que sa copie « ne valait pas grand-chose ». L'ex-candidat à la présidence de la République a affirmé : « Nous devrions nous mettre tous ensemble pour le refaire », avant de prêcher en faveur d'une revalorisation de la fonction enseignante.

Arrêt du référé de la cour d'appel de Versailles

Deux des militants CGT de Renault réintégré

Deux des militants CGT licenciés de Renault, dont le tribunal des prud'hommes a demandé la réintégration en application de la loi d'amnistie (Le Monde daté 19-20 février) vont effectivement être réintégrés dès maintenant, sans attendre l'examen au fond de l'appel présenté par la direction de la Régie. Ainsi en a décidé, le vendredi 24 février, la cour d'appel de Versailles, saisie en référé par la direction qui voulait attendre l'arrêt de la cour d'appel sur le fond de l'affaire. Il s'agit de deux délégués au comité d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), MM. Ibrahim Diallo et Francis Batru, licenciés pour raison économique, respectivement en octobre 1986 et mars 1987.

En revanche, la cour ne prendra vraisemblablement de décision que le lundi 27 février pour les huit autres militants CGT concernés par le jugement du tribunal des prud'hommes. La direction de Renault estime que leur présence peut créer des problèmes dans l'usine : quatre d'entre eux avaient notamment été accusés d'avoir malmené trois cadres le 1^{er} août 1986 (Le Monde du 27 octobre 1987). Le président de la cour va donc se rendre à Billancourt pour voir si les cadres et les délégués pouvaient se reconstruire, compte tenu de leurs postes de travail.

PHILIPPINES : violents affrontements entre l'armée et la guérilla communiste. — Au moins trente et une personnes ont été tuées à la suite de trois accrochages entre la NPA (Nouvelle armée du peuple, communiste) et l'armée, a annoncé l'armée jeudi 23 février. — (AFP, UPI.)

M. Joxe et M. Chirac étaient-ils ou non « copains » en Algérie ?

La guerre d'Algérie n'est jamais finie. Aujourd'hui, elle était curieusement surface dans la campagne municipale parisienne. Tout a commencé dans les colonnes de l'Express, du 17 février. Ce jour-là, après un entretien avec M. Jacques Chirac, l'hebdomadaire écrit que « Jacques [Chirac] et Pierre [Joxe] étaient à Alger copains, et copains au point que l'un et l'autre transmettaient ensemble à Louis Joxe, père de l'actuel ministre et alors lui-même ministre du général de Gaulle, des nouvelles des baricades ».

Effectivement, les deux protagonistes de la bataille de Paris étaient alors à Alger, où, anciens élèves de l'ENA, ils effectuaient l'un, Pierre, son service militaire, l'autre, Jacques, une mission d'administration comme tous ses camarades de promotion. Mais, l'actuel ministre de l'Intérieur n'en a pas gardé le même souvenir que l'actuel maire de Paris. Dans un communiqué diffusé dès le jeudi 16 février, il nie avoir été « copain avec Jacques Chirac en janvier 1960 ». Janvier 1960, c'est l'époque où des partisans de l'Algérie française se révoient contre la politique du général de Gaulle, élevant dans le centre d'Alger des « baricades ».

Cela fait longtemps que M. Pierre Joxe, rappelant qu'il était alors officier de la sûreté militaire, conseille aux journalistes de s'intéresser à l'attitude de M. Chirac à cette époque... sans vouloir en dire plus, sauf à les renvoyer vers M. Bernard Stasi, lui aussi présent à Alger au même moment. M. Stasi, prudent, se contente de dire qu'il ne se souvient pas d'avoir vu alors Jacques et Pierre « ensemble ».

Un homme s'en souvient parfaitement, confirmant la version des faits de M. Chirac dans un témoignage publié par le Figaro du 25 février : M. Jacques Pélassier, à l'époque directeur de l'agriculture en Algérie, et dont M. Chirac était le directeur de cabinet (1).

Dans un texte publié par l'Express du 24 février, M. Joxe assure qu'il n'y a « pas un mot de vrai » dans la version de ces rapports avec M. Chirac tels que celui-ci les raconte aujourd'hui et tels que les détaillait Franz-Olivier Giesbert dans la biographie qu'il a consacrée à l'ancien premier ministre (publiée au Seuil). Le chef de file des socialistes parisiens écrit même : « Je m'interroge sur l'habituel qui veut récrire sa jeunesse ». Le biographe de M. Chirac a répondu en affirmant que ces démentis « relèvent plus de la psychanalyse que de l'historiographie ».

Et si tout cela n'était qu'une affaire de dates ? Franz-Olivier Giesbert reconnaît : dans son livre que les relations entre MM. Joxe et Chirac se sont détériorées après le réveil du 31 décembre 1959, au cours duquel le premier aurait trouvé le second « outrageusement algérien français ». C'était trois semaines avant les « baricades », et l'auteur écrit qu'alors « le cœur » de M. Chirac « balance ».

Th. B.

(1) M. Jacques Pélassier a été directeur de cabinet de M. Chirac, premier ministre, du 31 mai 1974 au 1^{er} septembre 1975.

La préparation des élections municipales

M. Lamassoure sur la touche dans les Pyrénées-Atlantiques

BAYONNE de notre correspondant

M. Alain Lamassoure, porte-parole de l'UDF et député des Pyrénées-Atlantiques, a dû renoncer, malgré son envie, à être candidat aux élections municipales dans la circonscription de Bayonne. Arrivé sur la côte basque en 1986 dans les bagages de M^{me} Michèle Alliot-Marie (RPR), il avait occupé son siège à l'Assemblée nationale quand celle-ci était entrée dans le gouvernement de M. Chirac comme secrétaire d'Etat à l'Enseignement.

Un amendement, présenté par M. Raymond Bouvier, sénateur Union centriste de Haute-Savoie, et

adopté, fort discrètement, à la fin de la session parlementaire de décembre 1988, allait ouvrir à M^{me} Alliot-Marie les portes de la mairie de Biarritz dirigée depuis douze ans par son père, M. Bernard Marie, ancien député RPR. Ce nouveau texte supprime l'impossibilité pour deux membres d'une même famille de siéger ensemble dans le conseil municipal d'une commune de plus de sept cents habitants.

M. Alain Lamassoure était tenté par la mairie de Bayonne, mais son titulaire, M. Henri Grenet, quatre-vingt un ans, membre lui aussi de l'UDF, la réserve à son fils, Jean qui, grâce à « l'amendement Bouvier », figure aujourd'hui sur la liste

de son père. Restait la dernière des trois grandes villes de la côte : Anglet. Le maire, M. Victor Mendibour, encore un UDF, a évincé son premier adjoint pour le remplacer par son poulain, M. Michel Bonnet, le désignant ainsi comme son successeur. M. Lamassoure avait modestement sollicité un petit strapontin sur la liste du sortant. Sans succès. Le député est resté sur la touche. « J'aurais bien travaillé pour cette équipe, mais elle n'a pas voulu de moi. Déclare le porte-parole de l'UDF. On m'a dit : « Vous êtes en équipe de France. Nous ne sommes qu'une équipe locale ».

PHILIPPE ETCHEVERRY.

Mort du réalisateur soviétique Alexandre Medvedkine

Le réalisateur soviétique Alexandre Medvedkine est mort le 19 février d'un infarctus, apprend-on à Paris. Il était âgé de quarante-huit ans.

Membre du parti dès 1920, Alexandre Medvedkine a travaillé selon le principe d'un cinéma populaire et réaliste socialiste. En 1932, il organise les ciné-trains : des wagons équipés d'une salle de projection, ainsi que d'une table de montage et d'un laboratoire, qui parcourent le pays, pour « filmer le réel » et le projeter sans tarder.

En 1934, il met en scène une comédie considérée comme son chef-d'œuvre, Le Bonheur, dont Chris Marker a distribué la version française au début des années 70.

Trafic de quotas laitiers entre la France et l'Espagne

Des paysans ont intercepté, dans la nuit du 23 au 24 février, un camion de 12 000 litres de lait et une demi-citerne de 25 000 litres qui collectaient chez certains gros producteurs d'Ille-et-Vilaine des excédents de lait pour les acheminer vers l'Espagne. Cette « filière » permettrait aux bénéficiaires d'échapper, du même coup aux pénalités. L'opération était menée par le biais de la société finistérienne Genex International, spécialisée dans le commerce de génisses laitières et d'embryons.

M. Jean-Daniel Benard, directeur de l'ONILAIT (Office national interprofessionnel du lait), a affirmé, vendredi 24 février, que chaque litre litigieux serait taxé à 2,17 F. La semaine passée, le ministre de l'Agriculture, M. Henri Nallet, a estimé à 400 000 tonnes le dépassement du quota laitier français pour 1989.

Le numéro du « Monde » daté 25 février 1989 a été tiré à 500 665 exemplaires

ISLANDE
geysers
et volcans
avec votre voiture
Norröna
Smyril Line
A B C D E F G